

**Grande-Bretagne**

**le troisième mois de grève des mineurs**

p. 10 et 11

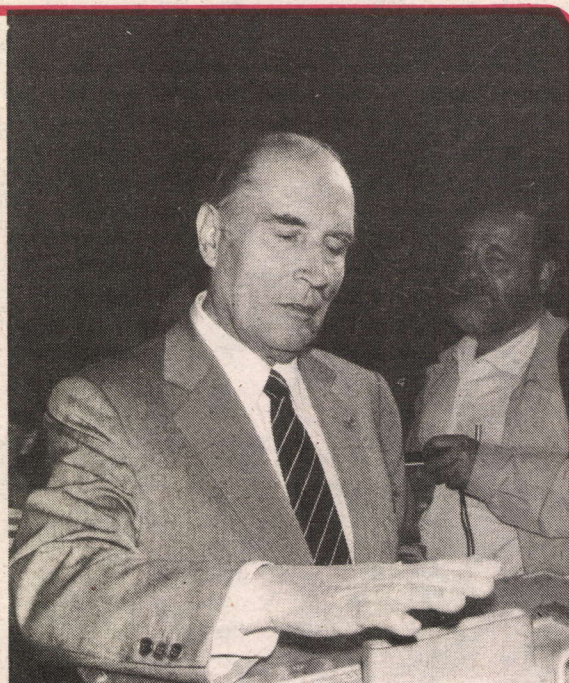
# **lutte ouvrière**

**La chute  
électorale  
du P.C.F.**

p. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 838 - 23 juin 1984 - prix : 6 F

**La gauche  
a tiré  
les marrons du feu  
pour la droite...  
et l'extrême-  
droite**





# sommaire

## Dans le monde

Pages 6 et 7 :

- L'Europe de l'austérité... et du mécontentement.
  - Italie : le succès du PCI.
  - Grande-Bretagne : le ronron du bipartisme.
  - Belgique, Grèce, RFA...

Page 9 :

- RFA : les dirigeants syndicaux organisent la défaite.
- General Motors Strasbourg : les prolongements du lock-out en RFA.

Pages 10 et 11 :

- Grande-Bretagne :
  - Après 3 mois de grève, 140 000 mineurs continuent à défier le gouvernement Thatcher.
  - Quand explose l'exaspération contre le harcèlement de la police.
  - La « bataille d'Orgreave » : une victoire pour les piquets de grève.

Page 12 :

- Mali : un retour dans la « zone franc » que la population paiera.
- Tchad : toujours dans l'impasse.

Page 20 :

- Pologne : élections bidon... et boycottées.
- Israël : selon que vous serez terroriste juif ou arabe...
- Turquie : 4 morts au cours de la grève de la faim des détenus.

## En France

Page 4 :

- Les résultats de l'extrême-droite.

Page 8 :

- Les résultats de l'extrême-gauche aux Européennes.

Pages 13 et 14 :

- La souscription pour la campagne de Lutte Ouvrière.

Page 15 :

- Grève à la SAFT Bordeaux ; municipaux en colère à Lille et Mons-en-Barœul ; curieuse « rééducation professionnelle » à Limoges.

Pages 16 et 17 :

- Creusot-Loire (Le Creusot) : les travailleurs inquiets et en colère se mobilisent.
- Le Creusot : une ville ouvrière construite autour de l'usine Schneider.

## Culture

Pages 18 et 19 :

- Livres : Les mémoires de Marcel Péroche « sénateur » du rail ; Une famille de S. Tôzon.
- Films : Under Fire ; Le mystère Silkwood.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## MASSEY-FERGUSON (Marquette-lez-Lille)

### L'usine ferme trois mois minimum

Le 15 février 1984, 464 travailleurs de Massey-Ferguson Marquette étaient licenciés.

Malgré huit mois de luttes, de débrayages et de manifestations, malgré deux occupations d'usine, malgré la combativité de 200 à 300 travailleurs, nos camarades n'ont pas été sauvés. Ils pointent aujourd'hui à l'ANPE.

Lors de cette première vague de licenciements, la direction Massey, aidée par une bonne partie de l'encadrement, expliquait aux travailleurs de l'entreprise qu'il fallait à tout prix licencier pour sauver les 1 400 emplois restants. A l'époque, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO dénonçait ce chantage à l'emploi.

Nous voilà donc maintenant 1 450 inscrits à l'effectif. Mais, « par rapport au volume de fabrication, l'effectif est trop important », déclare encore la direction. Et la décision est tombée. Le 18 juin, en réunion de Comité d'établissement extraordinaire, la direction a annoncé la fermeture de l'usine pour trois mois minimum. 1 430 ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise et cadres vont se retrouver au chômage partiel total. Pendant deux quinzaines nous serons payés au chômage partiel, à 75 % du salaire brut. Après, nous serons en congé payés, au mois d'août. A partir du mois de septembre, nous nous retrouverons aux Assedic et nous percevrons 42 % du salaire brut et 40 F par jour. Nous sommes des chômeurs économiques, mais nous ne sommes pas licenciés, car nous sommes toujours inscrits à l'effectif.

La direction Massey pourrait rappeler n'importe qui à tout moment. Mais personne ne se fait d'illusions. Tout le monde est maintenant persuadé qu'au moins 700 d'entre nous ne remettront pas les pieds dans l'entreprise, dans le meilleur des cas. Car il est aussi probable que le trust Massey-Ferguson pourrait définitivement fermer l'usine de Marquette. La production pourrait tout simplement être fabriquée ailleurs : les cabines de tracteur en Italie, et pour les moissonneuses-batteuses ou les ramasseuses-presses, il est toujours possible de s'entendre avec d'autres fabricants. Le directeur de l'entreprise a d'ailleurs déclaré : « Le produit moissonneuse-batteuse est en chute libre et il faut chercher des solutions, avec ou sans Massey-Ferguson ».

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO a appelé l'ensemble des travailleurs à des assemblées générales. Entre 300 et 500 personnes ont assisté à ces réunions. Pour le moment, le moral n'y est pas ; très peu de camarades sont décidés à agir, même pour marquer le coup. Beaucoup pensent que « c'est foutu », « qu'il n'y a plus rien à faire chez Massey ». « Il y a eu des actions pendant huit mois et ça n'a rien empêché ».

Une délégation d'une soixantaine d'ouvriers, dont une bonne partie de délégués, s'est quand même rendue à la préfecture et à la mairie de Lille pour protester. A la mairie nous avons rencontré un responsable du Parti Socialiste et le directeur du cabinet de Mauroy. Nous leur avons dit ce que nous pensions de leur attitude lâche devant les patrons, et notamment ceux de Massey.

Car le gouvernement, et Fabius en particulier, est mouillé complètement dans

cette affaire. Il a accordé au moins dix milliards de centimes à Massey-France, tout en signant une convention autorisant la direction à licencier 1 100 travailleurs. C'est déjà fait pour plus de 500... et la deuxième charrette se prépare activement.

Le responsable du Parti Socialiste nous a répondu que, si Massey ne respectait pas ses engagements, pris à l'égard du gouvernement, celui-ci ne le laisserait pas faire. « Nous avons des moyens de pression », a-t-il déclaré. Il est resté sans réponse quand nous lui avons demandé lesquels. De toute façon les travailleurs ne sont plus dupes de tous ces mensonges. Pour le moment la direction et le gouvernement peuvent s'estimer satisfaits du résultat immédiat de leur politique, mais il est possible que les travailleurs de Massey-Ferguson se mettent à réagir vivement dans les semaines à venir.

Correspondant LO

### FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

#### • A BOURGES

**dimanche 1<sup>er</sup> juillet**

Jardin des Prés-Fichaux

Animation sportive de 9 h à 12 h

Grand repas à midi

Débats, montages vidéo, expositions, chanteurs, musiciens, comédiens, jeux, spécialités culinaires...

#### • A CLERMONT-FERRAND

**dimanche 1<sup>er</sup> juillet**

à VEYRE (entre Clermont et Issoire)

de 14 h à 20 h

Musique, stands de jeux, expositions, débats, dans un agréable cadre de verdure.

#### • A MARSEILLE

**dimanche 7 juillet**

de 10 h à 22 h

(le lieu sera donné dans notre prochain numéro).

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## La gauche a tiré les marrons du feu pour la droite... et l'extrême-droite

**L**E Parti Socialiste et surtout le Parti Communiste viennent de récolter le fruit de la politique qu'ils mènent au gouvernement depuis trois ans. On ne peut trahir indéfiniment la confiance de ses électeurs.

Les dirigeants du PC et du PS ont réussi à faire la démonstration qu'ils étaient bien de vrais partis de gouvernement, c'est-à-dire des partis suffisamment dévoués aux intérêts de la bourgeoisie pour être prêts à mener au gouvernement une politique impopulaire au point de se suicider politiquement.

Le PS l'avait déjà fait dans le passé quand sa politique durant la guerre d'Algérie avait abouti à ramener De Gaulle au pouvoir. Aujourd'hui, il recommence en entraînant le PC. Le Parti Communiste avait déjà fait les frais de l'alliance électorale avec le PS en perdant ses électeurs au profit de ce dernier, avant même 1981. Depuis lors, la gauche a déconsidéré ses propres idées, en tournant casaque, une fois au gouvernement, pour adopter la politique, les discours, les actes des gouvernements de droite qui l'ont précédée.

Et le cadeau le plus empoisonné qu'ont fait à la classe ouvrière ces trois années de politique de droite faite par un gouvernement de gauche, c'est la montée électorale de l'extrême-droite. Cette extrême-droite ne représente pas pour le moment un danger majeur pour la classe ouvrière, car elle est encore parlementariste et n'a pas encore constitué de troupes de choc... mais cela pourrait venir.

Le PC est moins que jamais en état de prétendre peser sur le gouvernement.

Mais pourtant, si par extraordinaire les dirigeants du PC renonçaient à la politique qui est la leur depuis des dizaines d'années, pour redevenir le parti de la classe ouvrière, la force que le PC a encore au sein de la classe ouvrière, son influence qu'il doit à des dizaines de milliers de militants ouvriers, pourraient lui permettre de jouer un rôle bien plus considérable que ce que lui donnent les élections. La force de la classe ouvrière, c'est son rôle

dans l'économie, c'est sa capacité de combat ; ce n'est pas ce qu'elle représente dans les élections, car les parasites sont plus nombreux qu'elle à voter.

La bourgeoisie sait se servir de sa prédominance économique pour exercer un contrôle sur le pouvoir politique infiniment plus important que ce que serait son seul poids électoral. Mais la classe ouvrière n'a pas appris à se servir de telles armes. Au contraire, ceux sur qui elle croit pouvoir compter, tel le PC, l'en détournent.

Le seul avenir pour le PC serait de retourner à ses sources. Il en aurait encore largement les moyens, mais il est probable qu'on ne peut guère compter sur les dirigeants du PC français pour envisager un tel redressement. Ils iront jusqu'au bout du véritable suicide politique qu'est leur participation gouvernementale. Il en est d'ailleurs de même pour les dirigeants du PS.

Il reste à tous les militants communistes et socialistes au sein de la classe ouvrière à se rendre compte qu'il serait criminel de continuer à décevoir, à désorganiser, à détruire la force des millions d'ouvriers qui continuent à être de gauche.

Lutte Ouvrière représente un courant minoritaire, bien sûr, mais quand même de quelques centaines de milliers d'électeurs et de quelques milliers de militants, et qui n'a pas diminué depuis trois ans, contrairement au PC et aussi au PS.

Que quelques dizaines de milliers de militants du PC et du PS décident de changer de politique, et la bourgeoisie, la droite et l'extrême-droite auront vite l'occasion de s'apercevoir que la classe ouvrière n'est faible que lorsqu'elle se contente de voter.

Elle dispose d'une force immense lorsqu'elle défend son droit à la vie, ses intérêts et ses aspirations, qui sont en même temps celles de toute l'humanité, en utilisant les moyens et les forces qui ont, dans le premier quart de ce siècle, permis au PS et au PC de voir le jour en incarnant les espoirs de la classe ouvrière.

Arlette LAGUILLER

## 24 juin : La grande manif de la droite

Le 24 juin, jour de manifestation pour la « liberté de l'enseignement », sera surtout le grand rassemblement de la droite ; après avoir remporté un succès dans les urnes des européennes le 17 juin, elle veut montrer sa force dans les rues de Paris une semaine plus tard.

Bien sûr, il ne s'agit toujours officiellement que de la défense de l'école privée, quoiqu'on voie moins que jamais, après les reculades successives du gouvernement Mauroy, en quoi celle-ci peut bien être menacée, si même elle l'a été un jour. On voit un Raymond Barre expliquer doctement que la défense de l'enseignement

privé n'est pas « une affaire partisane » mais « une affaire nationale », qui ne doit donner cours « à aucune exploitation politique ». Mais tous les hommes politiques de l'opposition de droite se bousculeront pour être dans le cortège et pour s'y faire voir. Chirac y sera, de même que les députés et sénateurs UDF et RPR qui défilent avec les groupes de manifestants de leurs circonscriptions, ceints bien entendu de leur écharpe tricolore.

Aucun, bien sûr, ne voudrait rater ce qui sera une démonstration de l'ensemble de la droite et qui fait se gargariser d'avance Le

Figaro devant l'ampleur des moyens de transport mis en œuvre pour acheminer à Paris des centaines de milliers de personnes : « 165 trains spéciaux achemineront quelque 150 000 personnes vers Paris », alors que « la plus grosse concentration de trains à Paris n'a jamais dépassé 35 convois supplémentaires » ; « la SNCF accomplit un travail remarquable », s'émerveille le même journal, pour une fois satisfait des services du ministère des Transports !

Les évêques eux-mêmes se montrent quelque peu embarrassés de cette compagnie voyante. Le président de la Conférence

episcopale, Jean Vilnet, a d'abord dit : « Rien n'indique qu'il faille que j'aille à Paris ». On a ensuite appris qu'il y aurait une « non-présence physique » des évêques, mais que cela ne signifiait pas qu'ils se désintéressent de la manifestation, et qu'une délégation des évêques serait quand même présente à son point de départ. On est ensuite ou on ne l'est pas.

Il faut dire que dans le cortège, il y aura la présence d'un autre partisan de la « liberté de l'enseignement » : un certain Le Pen qui, après son succès électoral, a annoncé qu'il aurait son propre cortège, en précisant que le Front National

« tient à ne porter que sa casquette. Il ne portera pas la mitre des évêques ni le bonnet phrygien de M. Chirac ». Il comptera, lui aussi, ses troupes.

C'est si bien, si commode, si facile de se sentir fort quand on n'a face à soi qu'un gouvernement dit de gauche, mais dont toute la politique a consisté à trahir, à démoraliser ses propres partisans et à s'incliner devant les intérêts des possédants, un gouvernement dont on sait par avance qu'il ira d'une reculade à une autre reculade, voire à la panique devant cette remontée de la droite dont il est lui-même, par sa politique, le principal responsable.



# Les résultats de l'extrême-droite

La gauche gouvernementale, qui depuis trois ans assume la responsabilité de la politique d'austérité, n'a pas fait que renforcer la droite parlementaire, elle a aussi renforcé l'extrême-droite. Cette extrême-droite, qui ne faisait que 1,3 % aux élections européennes de 1979, a connu un retentissant succès lors des dernières élections européennes, avec 11,06 % des voix.

Les résultats du Front National sont nettement supérieurs à ceux que lui donnaient les sondages (6 à 7 %). Ceci n'est d'ailleurs pas étonnant car les sondages, s'ils peuvent parfois relativement bien saisir les rapports de forces dans un électoral stable ou qui évolue peu, peuvent plus difficilement rendre compte d'un phénomène en cours d'évolution. Et depuis plus d'un an déjà, l'extrême-droite connaissait une nette montée électorale, marquée par les résultats de Le Pen dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris lors des élections municipales de mars 1983 (11,20 % des voix), par le succès de la liste conduite par Stirbois à Dreux aux municipales partielles de septembre 1983 (16,7 %) et par le score fait à Aulnay-sous-Bois, aux municipales partielles de novembre 1983, où la liste du Front National atteignait presque 10 % des voix.

C'est dans les départements du Midi que la liste Le Pen enregistre ses meilleurs scores : 21,39 % dans les Alpes-Maritimes, 19,96 % dans le Var, 19,49 % dans les Bouches-du-Rhône, 17,82 % en Corse-du-Sud, 16,44 % dans le Vaucluse, 15,86 % dans les Pyrénées-Orientales, 15,33 % dans l'Hérault.

Mais il apparaît aussi que, dans les zones urbaines et les grandes agglomérations, le FN obtient de bons résultats. En Seine-Saint-Denis par exemple, sa liste recueille 15,98 % des voix, 14,97 % dans les Yvelines, 14,14 % dans les Hauts-de-Seine, 14,69 % en Seine-et-Marne, 13,91 % dans le Val-de-Marne.

Une partie des électeurs de Le Pen vient de toute évidence de l'électorat classique de la droite, du RPR ou de l'UDF qui, dans le cadre d'une poussée à droite de

l'opinion, ont choisi de soutenir celui qui se veut le plus résolu de tous les porte-parole de l'opposition de droite.

Son entreprise a sans doute été facilitée non seulement par le fait que l'UDF et le RPR faisaient liste commune dans ces élections, mais aussi par le choix de Simone Veil pour conduire la liste unique de l'opposition. Un certain nombre d'électeurs, qui ne pardonnent pas à l'ancienne ministre de Giscard d'avoir libéralisé la législation sur l'avortement ou même tout simplement d'être juive, ont dû apporter leur soutien à Le Pen. D'ailleurs, jusqu'au dernier moment, les partisans de Le Pen s'en sont verbalement pris avec violence à Simone Veil, coupable à leurs yeux d'être une « avorteuse », voire même « une femme de gauche » !

Mais Le Pen a probablement pris aussi des voix à gauche, y compris dans la frange des électeurs du Parti Communiste, si l'on en juge par les résultats dans les villes et les quartiers ouvriers : ainsi à Aulnay-sous-Bois 17,94 % des voix, Le Blanc-Mesnil 17,03 %, Gagny 16,56 %, Rosny-sous-Bois 17,44 %, Sevran 17,93 %, La Ciotat dans les Bouches-du-Rhône 20,23 %, Villeurbanne dans le Rhône 16,83 %.

En fait, les incapacités et les lâchetés du gouvernement ont amené une fraction des travailleurs, ceux qui sont les plus sensibles aux préjugés racistes en particulier, à écouter avec complaisance la démagogie d'un Le Pen. Car si, de toute évidence, des milliers de travailleurs n'étaient pas déçus par la gauche, Le Pen aurait moins de succès. C'est parce que la gauche est en train de démontrer qu'elle avait menti, lorsqu'elle disait pouvoir et vouloir mettre fin au chômage, que Le Pen peut aujourd'hui trouver de l'écho lorsqu'il prétend qu'il suffit de mettre les travailleurs émigrés à la porte pour créer des emplois.

Cela dit, pour l'instant, la progression du Front National est purement électorale. Et rien ne permet de dire quelle incidence elle pourra avoir dans la vie sociale et politique du pays. Le Pen a eu des voix, beaucoup de

voix, mais cela lui amènera-t-il des troupes prêtes à se mobiliser dans la rue contre la gauche et la classe ouvrière ? A cette question il est encore difficile d'apporter une réponse.

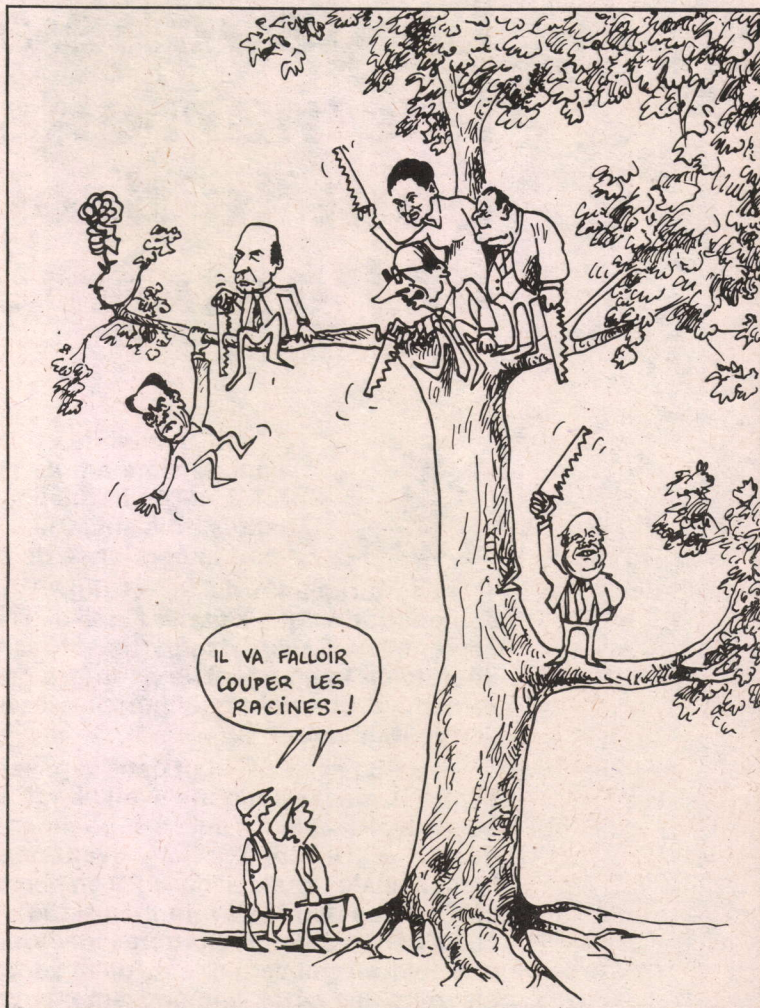
Contrairement à la situation de l'entre-deux-guerres, qui vit en Italie et en Allemagne se développer le fascisme et le nazisme, la petite bourgeoisie française n'est pas actuellement ruinée, exaspérée par la crise et prête à s'enrôler et combattre derrière la bannière d'un démagogue plébéien.

La situation économique peut se dégrader encore plus, très vite, et permettre demain à un Le Pen de lever des troupes qui aujourd'hui lui font défaut. Une telle éventualité n'est évidemment pas à exclure. Mais pour l'heure, cela ne semble pas le cas.

En l'absence d'une petite bourgeoisie prête à mettre le feu au pays pour sauvegarder ses intérêts égoïstes, l'extrême-droite pourrait peut-être recruter ses nerfs dans le lumpenprolétariat, ou encore parmi les petits cadres ou la maîtrise des usines, tenter de transformer les entreprises de ce pays en autant de Citroën ou de Talbot ; en un mot, organiser les moins conscients des travailleurs pour peser sur toute la classe ouvrière et ses organisations. Le Pen en aura-t-il la possibilité ? Voudra-t-il même en tenter l'aventure, ou limiterait-il ses ambitions à l'obtention de quelque strapontin dans un quelconque gouvernement Chirac ? Dans la récente période, son désir évident d'obtenir un brevet de respectabilité et d'être reconnu par la classe politique, et notamment l'opposition de droite, ne peut pas nous fournir une réponse sûre à cette question. La politique de démagogues de ce genre dépend d'abord et avant tout des vents dominants du moment et des possibilités que la situation peut leur offrir.

En tout cas, le fait même qu'on puisse aujourd'hui se poser la question de la création d'un éventuel parti fasciste dans ce pays souligne quel mal ont fait à la classe ouvrière trois ans de politique de droite menée par un gouvernement de gauche.

Georges LATTIER



## Le hasard Veil

A la suite de l'explosion, vendredi dernier, à Biarritz, d'une moto piégée, blessant grièvement deux réfugiés basques espagnols, quatre hommes membres présumés du GAL (Groupe anti-terroriste de Libération) ont été arrêtés. Deux d'entre eux ont en commun d'apparaître à visages découverts cette fois, sur une photo publiée par Sud-Ouest et reproduite notamment par L'Humanité, dans l'entourage de Simone Veil en campagne. Des accompagnateurs ? Des amis ? Des gardes du corps ? « Ils se trouvaient là par hasard », dit la droite respectable ! Comme des militants d'extrême-droite se sont souvent trouvés « par hasard » aux côtés du libéral Giscard. Le hasard fait bien les choses.

## La règle d'or de Le Pors

« Comment peut-on être ministre communiste » : c'est le titre d'un ouvrage des Editions Sociales auquel L'Humanité du 20 juin consacre un article. Il s'agit d'un long entretien entre Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, et un journaliste du Monde. On

y apprend, entre autres, que le ministre communiste se serait fixé une « règle d'or » : « la concertation avec tous les intéressés ».

Négligence de L'Humanité : à la page suivante, un article qui rend compte de la journée d'action du 19 juin dans la Fonction publique, cite un communiqué de la fédération CGT des fonctionnaires, dénonçant le fait que le gouvernement n'avait « pas apporté de réponse quant à l'ouverture de négociations 1984 dans la Fonction publique, ni sur les orientations salariales ».

Probablement l'exception qui confirme la « règle d'or » ?

## A l'armée, le changement, ça décoiffe !

Jusque-là, le bidasse nu-tête ne devait que « rectifier la position », le salut n'étant exigé que des soldats coiffés d'un couvre-chef.

Or, dernièrement, Hernu a décidé que, coiffé ou pas, « en toutes circonstances », le bidasse devra « rendre les honneurs individuellement aux autorités et aux symboles » en saluant du bras.

Voilà un changement dangereux car ceux qui ne sont pas nés coiffés risquent de confondre les honneurs du bras et les bras d'honneur !



# La chute électorale du PCF

Avec la montée électorale de l'extrême-droite, la baisse considérable des scores du Parti Communiste aura été l'un des événements de ces élections européennes.

En passant de 20,59 % des suffrages exprimés aux élections européennes de 1979, il y a cinq ans, à 11,28 % aujourd'hui, le Parti Communiste a perdu 9,31 % des voix, soit 45 % de son influence électorale.

Par rapport au premier tour des élections présidentielles de 1981, où Georges Marchais avait fait 15,34 % des suffrages exprimés, le PC perd 4,06 %, soit 26 % de son influence électorale.

Evidemment, rien n'est exactement comparable, à commencer par la situation politique ! Par rapport aux présidentielles de 1981, il y a eu cette année beaucoup plus d'abstentions. Il y en a eu sensiblement plus qu'aux dernières (et premières) européennes de 1979. Un certain nombre de départements où les abstentions sont particulièrement fortes sont parmi ceux où le PC réalisait ses meilleurs scores et où il a le plus chuté : en Seine-Saint-Denis, par exemple, où il perd 16,1 % par rapport à 1979.

Cela dit, la baisse de l'influence électorale du Parti Communiste est importante.

Le PC, dans la période d'après-guerre, a été longtemps le premier, voire à certaines périodes le seul grand parti de la gauche en France. De 1945 à 1958, il a conservé plus de cinq millions d'électeurs (soit plus de 25 % de l'électorat), pour se stabiliser après l'installation de la V<sup>e</sup> République gaulliste à un niveau légèrement inférieur mais encore conséquent (toujours quelque cinq millions d'électeurs et un peu plus de 20 % de l'électorat). Eh bien, ce parti est tombé à 15 % en 1981, puis à 11,28 % aujourd'hui, soit 2 300 000 électeurs environ. Nettement en dessous des scores du Parti Socialiste qui conserve, lui, quelque 20 % de l'électorat.

## LE PC « MARGINALISÉ » ?

Alors, les aspirants-fossoyeurs, dans la droite comme dans la gauche dite « non-communiste » mais surtout anticommuniste, ne manquent pas.

La droite classique claironne que la gauche en général, et le PC plus particulièrement, sont « rejetés par les Français ». La gauche social-démocrate parle d'un « PC marginalisé », d'un « vieux monument en péril ». *Libération*, s'appuyant sur les scores très faibles du PC dans certains départements, affirme même que « le PC n'est plus exactement une force politique nationale ».

Bref, la cohorte des anticommunistes classiques, de droite comme de gauche, pavoise ou pavoiserait si le plaisir des uns et des autres n'était pas un peu gâché, pour les premiers par le fait qu'à droite, c'est surtout Le Pen qui bénéficie de la redistribution des cartes ; et pour les seconds, par le fait que, si le

PC est « sur le toboggan », le PS y est aussi.

Mais l'« effondrement » du PC a ceci de bon que quelques journalistes de *Libération* — une fois n'est pas coutume — sont allés vendre *L'Humanité* pendant une heure à la Gare Saint-Lazare (comme certains Blancs, ethnologues de pacotille, s'amusent à se mettre « dans la peau d'un Noir »), pour mesurer le climat ! « Au milieu d'une pitié un peu fatiguée », disent-ils, ils ont quand même vendu quatre *Huma*, sans passer pour des Ostrogoths !

Alors, le PC est peut-être mal en point. Il est peut-être en crise. Marchais a peut-être « craqué » ; peut-être laissera-t-il la place ou sera-t-il poussé à le faire. Les premières déclarations officielles des dirigeants du Parti Communiste n'en disent pas long. Le Bureau Politique serait plongé dans l'« examen de la situation » et « invite les communistes à la réflexion ». Et c'est un journaliste du quotidien patronal *Les Echos* qui affirme avec certitude — car il a beaucoup voyagé avec Fiterman — que ce dernier remplacerait bientôt Marchais à la tête du PC... ce que Fiterman dément dans *L'Humanité*.

Mais si le PC va mal, il a subi trop de coups dans sa longue histoire, trop de crises, d'effondrements... dont il s'est relevé, pour qu'on l'enterre si vite. L'idée d'un Parti Communiste qui serait réduit, en France, à la place du Parti Communiste en RFA ou en Angleterre n'est encore qu'un phantasme pour extrémistes de droite tout juste sortis de leur œuf, ou pour ex-marginaux de *Libé*, tout récemment parvenus grâce à papa Riboud.

## LA DÉFECTION D'UN ELECTORAT POPULAIRE...

La chute est là, cependant, indéniable et sévère. Le Parti Communiste, qui participe au gouvernement, participe aussi au discrédit que lui vaut la politique antiouvrière de celui-ci. Et il encaisse en discrédit plus que sa part de strapontins ministériels. Il n'y a pas de justice ! C'est surtout que le PC a un électorat plus ouvrier, plus populaire et donc plus touché par la crise et la politique de la gauche au gouvernement que l'électorat plus petit-bourgeois des notables socialistes.

Alors, dans cet électorat communiste ouvrier et populaire, il y a eu probablement beaucoup d'abstentions, et des votes à droite ou à l'extrême-droite aussi, comme les résultats électoraux des quartiers ouvriers semblent l'indiquer. Dans ce milieu-là, ce qu'on pense, on ne l'envoie pas dire en s'embarrassant de nuances. Et l'avertissement, en tout cas, a porté.

Cela dit, au sein du PC comme dans son électorat, il y a probablement encore des milliers, voire des dizaines de milliers de travailleurs qui lui font confiance parce qu'il se dit communiste ; qui pensent que le parti a probablement tort de participer à un gouvernement

de bourgeois socialistes et qu'il ferait mieux d'en sortir pour s'y opposer et prendre la tête de luttes indispensables à la classe ouvrière. Une partie de ceux-là ont peut-être exprimé leur mécontentement par l'abstention, comme ce vieux militant de La Seyne, interrogé à la radio, qui a adhéré au PC en 1936 et qui, cette fois et pour la première fois, n'est pas allé voter, pour ne pas cautionner « une politique de droite », a-t-il dit.

## ... ET DE CELUI QUI NE LE TROUVE PAS ASSEZ RÉFORMISTE

Mais si le PCF se dit « communiste », il se dit aussi « français », nationaliste, réformiste, et depuis très longtemps. C'est sur cette base politique que depuis des décennies il a grandi et élargi son électorat. Quand il était encore révolutionnaire, dans les années 1920-1930, ou du moins quand il était un jeune parti ouvrier combattif, il faisait 9 à 11 % des voix seulement.

Alors, dans ce vaste électorat réformiste et nationaliste du PC, il y en a probablement beaucoup qui voudraient que le PC soit plus « français » encore qu'il ne l'est ; qu'il joue plus et mieux le jeu au gouvernement, avec les socialistes, sans ces petites phrases critiques, ces coquetteries faussement contestataires, ces tergiversations qu'ils ne comprennent pas ; qu'il soit aussi moins « mouscotaire » — même s'il ne l'est plus beaucoup — et qu'il dise autre chose sur la Pologne ou l'Afghanistan. Et quand Delors, ou d'autres socialistes, expliquent que le PC paie sa politi-

que mi-chèvre, mi-chou, son soutien trop critique, son manque de solidarité avec le gouvernement, ils n'ont pas tout à fait tort. L'érosion militante et électorale du PC se fait aussi et surtout sur sa droite, par le départ et la désaffection de gens profondément réformistes, de ceux probablement qui croyaient le plus qu'un bon gouvernement de gauche, appliquant un bon « socialisme à la française », pourrait améliorer l'ordinaire. Mais ce n'est pas le cas. Non parce que le PC aurait une mauvaise politique, mais tout simplement parce que le réformisme gouvernemental est une impasse.

La preuve d'ailleurs est qu'aujourd'hui, ce que le PC perd en influence et en voix, le PS ne le gagne pas, contrairement à ce qui s'est passé de 1978 à 1981. Le problème n'est pas d'offrir ou pas un bon visage, comme celui du Parti Communiste Italien par exemple, que beaucoup, même dans les milieux socialistes, offrent en modèle au PCF ! Le problème est la politique qu'on fait, une fois au gouvernement. Et de ce point de vue, quelle que soit leur image dans l'opinion, leurs paroles, pas plus le PS que le PC, dont les dirigeants sont tout aussi réformistes, n'ont le choix d'en faire une autre que celle de la bourgeoisie, c'est-à-dire d'imposer la rigueur aux travailleurs et d'y gagner toujours plus de discrédit.

Alors, ceux qui quittent le PC ou ne votent plus pour lui aujourd'hui sont probablement ceux qui sont le plus déçus, parce qu'ils nourrissaient le plus d'illusions réformistes. Et si c'est ça, la perte pourrait n'être pas très grande.

Un parti réformiste, qu'il se dise socialiste ou communiste, a besoin de beaucoup de voix, et de beaucoup de temps pour avoir beaucoup de voix, pour espérer accéder un jour et un temps à des postes dans un gouvernement de la bourgeoisie. Le Parti Communiste Italien en sait quelque chose, lui qui fait toujours antichambre, avec ses 34 % d'électeurs, et alors pourtant qu'il est le premier parti d'Italie. Le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français aussi en savent quelque chose, eux qui ont eu leurs places à l'arraché, après des années d'une « union » pour le moins conflictuelle pour tenter de décrocher une majorité précaire !

Mais pour transformer la société par la voie révolutionnaire, en encourageant les travailleurs à se servir de leur force, de leur rôle irremplaçable dans l'économie, de leur capacité de combat, il en faut beaucoup moins. Et avec 10 % des voix, s'il était encore révolutionnaire, le Parti Communiste serait bien plus efficace qu'un parti réformiste qui en compterait trois ou quatre fois plus.

Alors, le problème n'est certainement pas la perte de voix du PC, mais la qualité de ce qui lui reste. S'il n'y avait plus en son sein « que » quelques dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs prêts à ne plus se laisser bernier par les châteaux de cartes des bulletins de vote, et prêts à forger dans les luttes à venir de la classe ouvrière, avec d'autres, le parti révolutionnaire dont celle-ci a besoin, la situation serait loin d'être catastrophique !

Michelle VERDIER

### LES RESULTATS DU PC DEPUIS 1924

DATE	VOTANTS (en millions)	VOTX PC (en millions)	% PC	Sièges	
Législ. 1924	9,000	0,886	9,84	26	
Législ. 1928	9,470	1,066	11,26	12	(ou 14). Pas d'accord de désistement.
Législ. 1932	9,579	0,796	8	11	
Législ. 1936	9,847	1,502	15,26	72	
Législ. oct. 1945	19,153 (vote des femmes)	5,024	26,20	159	(avec apparentés communistes)
juin 1946	19,805	5,145	25,90	153	
Nov. 1946	19,216	5,430	28,30	182	
1951	19,129	5,056	26,90	103	
1956	21,500	5,514	25,90	150	
V <sup>e</sup> République					
Nov. 1958	20,341	3,900	19,20	10	(scrutin uninominal à 2 tours)
Nov. 1962	18,334	3,996	21,80	41	
Présid. 1965	Pas de candidat du PC				
Législ.					
Mars 1967	22,389	5,039	22,50	73	
Juin 1968	22,147	4,434	20	34	
Présid. juin 1969 (Duclos)	22,200	4,780	21,50		
Législ.					
Mars 1973	23,750	5,085	21,40	73	
Législ. 1978	28,560	5,870	20,50	86	
Européen. 1979	21,350	4,153	20,50	19	
Présid. 1981	29,030	4,457	15,30		
Législ. 1981	25,140	4,065	16,20	44	
Européen. 1984	20,700	2,270	11,28	10	



# L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ...

Si une Europe existe, c'est bien celle du mécontentement contre les gouvernements en place. De gauche ou de droite, quasiment tous ont pu prendre la mesure de leur discrédit, le dimanche 17 juin.

Ecroulement de la gauche et montée de la droite en France ; poussée du Parti Communiste en Italie, des Partis Socialistes de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg ; défaite des travaillistes en Irlande, mais poussée du Parti Travailliste en Grande-Bretagne ; remontée de la droite en Grèce ; progrès des « Verts » en Allemagne... Un seul point commun à tout cela : ce sont les partis composant les coalitions gouvernementales qui subissent l'érosion électorale, même si ce n'est pas partout dans les mêmes proportions qu'en France.

Rien d'étonnant à cela, bien sûr. De Thatcher à Mitterrand et de Craxi à Kohl, c'est la même politique qui prévaut : faire payer la crise aux travailleurs, en s'attaquant à leur pouvoir d'achat ou en les mettant au chômage. Alors ces gouvernements payent, sur le plan électoral, le prix de leur politique.

Cela ne changera rien, bien sûr. Tout au plus ces élections pourront être une étape dans l'établissement des gouvernements en place, avant leur remplacement par d'autres... qui mèneront la même politique.

La grande séance de cirque électoral à l'échelle de leur petite Europe du Marché commun aura montré au moins une chose : une bonne partie de la population commence à avoir une indigestion de la crise et de l'austérité. Et elle le manifeste, même si ce n'est certes pas de façon positive et consciente, en rechignant à aller traîner ses guêtres vers les isolements et à voter pour les gens en place.



File de chômage à l'ANPE, marche à Kassel de métallurgistes allemands. L'Europe, c'est bien plutôt l'Europe de l'austérité et du mécontentement.

## ITALIE

### Le succès du PC

En Italie, c'est le principal parti d'opposition, le Parti Communiste Italien, qui est le bénéficiaire des résultats des élections européennes. Avec 33,3 % des voix, il progresse largement par rapport aux dernières élections, les législatives de 1983 où il avait récolté 29,9 % des voix. Il retrouve presque son record historique : celui des élections législatives de 1976, où il avait obtenu 34,4 %, et qui avaient conduit à son intégration progressive dans la majorité parlementaire.

Le PCI est donc devenu le premier parti d'Italie, devançant pour la première fois la Démocratie Chrétienne. Depuis plusieurs années, les positions électorales de celle-ci s'effritent. Elle qui obtenait encore 38,3 % des voix aux élections législatives de 1979 n'en avait plus que 32,9 % à

celles de 1983 et 33 % dimanche dernier. Quant au Parti Socialiste, le parti du Premier ministre Bettino Craxi, il n'arrive pas à dépasser son score habituel : avec 11,2 % des voix, il est même en légère baisse sur ses résultats de l'an dernier qui étaient de 11,4 %. Le Premier ministre comptait, paraît-il, sur un « effet Craxi »... Effet nul !

Pour atténuer la portée du succès du PCI, ses adversaires ne manquent pas d'expliquer qu'il s'agit là d'un phénomène émotionnel, lié à la mort il y a quinze jours d'Enrico Berlinguer. Eh bien, s'ils connaissent la recette, que les adversaires politiques du PCI s'essayent donc à mourir, la prochaine fois, pour que vivent leurs partis !

Depuis un an, avec Craxi, l'Italie a pour la première fois dans son histoire un Premier

ministre socialiste qui se trouve à la tête d'une coalition de cinq partis, formée du PS, de la Démocratie Chrétienne et des partis du centre. A quelques exceptions et quelques variantes près, c'est la même coalition qui gouverne le pays depuis des années. La seule nouveauté est que la Démocratie Chrétienne a laissé la présidence du Conseil à un socialiste, essayant ainsi de se mettre un peu en réserve pour stopper son déclin.

Le Parti Socialiste de Craxi évidemment a accepté la responsabilité. Il veut apparaître comme le parti d'une certaine alternance, qui pourrait permettre à l'Italie d'être gouvernée mieux, plus efficacement et avec moins de scandales que sous les gouvernements à direction démocrate-chrétienne. Mais en fait son gouvernement est déjà affaibli et le résultat de ces élections européennes ne contribuera pas à le consolider.

Il est vrai que la principale arme de Craxi est dans le fait que, dans les conditions actuelles, il n'y a guère de solution de rechange à son gouvernement. La Démocratie Chrétienne, qui se sent les coudées plus franches depuis qu'elle ne tient plus les rênes gouvernementales, n'a pas tellement envie de les reprendre dans l'immédiat. Quant à l'arrivée du PCI au gouvernement, elle ne se concevrait que dans le cadre d'une coalition de « compromis historique » avec la Démocratie Chrétienne, à laquelle celle-ci n'est pas prête, et l'est sans doute aujourd'hui d'autant moins que ses résultats électoraux

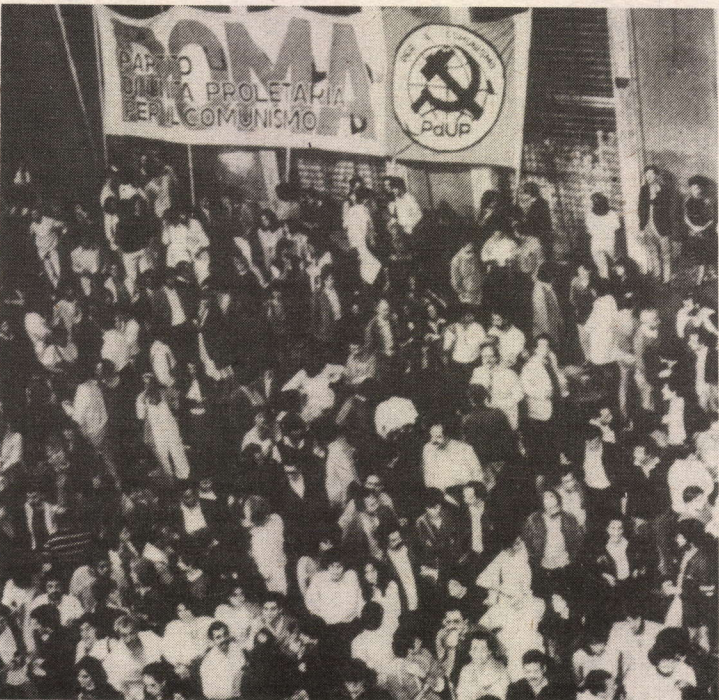
ne la mettent pas en position de force face au PC.

Quant au PCI, la principale raison de son succès est que, depuis 1979, il se tient en dehors des coalitions gouvernementales et n'en a pas encaissé le discrédit. Dans ces élections, le PC a donc pu montrer qu'il maintenait son influence électorale, après avoir démontré dans les mouvements sociaux de février-mars son influence et sa capacité à contrôler les réactions de la classe ouvrière. Face aux tentatives de Craxi, il prouve qu'il reste le principal parti ouvrier réformiste du pays, celui avec lequel il faut compter si l'on veut gouverner en Italie.

Dans l'immédiat, ce succès du PCI a peu de chances de lui apporter des résultats concrets, à savoir cette participation gouvernementale à

laquelle il aspire depuis des années. Mais à terme, quand la bourgeoisie italienne aura bien utilisé toutes les coalitions gouvernementales possibles et imaginables, il faudra peut-être bien qu'elle fasse appel à lui. Les dirigeants du PCI le savent, et leur seule politique, en fait, c'est d'attendre leur heure. Au fond, ils ne sont pas si pressés que ça de subir le même discrédit que leurs camarades du PCF.

Quant à ce que ferait le PCI au gouvernement, on le sait : ça serait, tout comme Craxi, tout comme la Démocratie Chrétienne, une politique d'austérité. Une austérité dont Berlinguer s'affirmait un des farouches partisans au temps pas lointain où le PCI était associé aux majorités gouvernementales d'« Union nationale », de 1976 à 1979...



A Rome, au siège du Parti Communiste, après les résultats des élections.

### Les résultats de « Democrazia proletaria »

La seule liste d'extrême-gauche présentée aux élections européennes en Italie était celle de « Democrazia Proletaria », petit parti qui a des élus au Parlement où il se place à gauche du PCI et lui fournit souvent son appui. C'est ce qu'il a fait notamment en participant à l'opération d'obstruction parlementaire opposée par le PCI, au début avril, au « décret Craxi ».

« Democrazia Proletaria », avec 1,4 % des voix, aura un

élu au Parlement européen. Elle maintient pratiquement le même pourcentage qu'aux législatives l'an dernier, où elle avait obtenu 1,5 %.

Ajoutons que l'ex-groupe du « Manifesto », aujourd'hui le PDUP (Parti d'Unité Proletarienne pour le communisme) a présenté ses candidats sur la liste du PCI. Lorsqu'il avait présenté sa propre liste aux Européennes de 1979, il avait obtenu 1,2 % des voix.



# ET DU MÉCONTENTEMENT

## GRANDE-BRETAGNE

### Le ronron du bipartisme

Avec 32,1 % de votants, les élections britanniques ont décroché le pompon européen de l'abstentionnisme. Mais cela n'a rien d'exceptionnel. Déjà en 1979, il n'y avait eu que 31,8 % de votants.

En fait, depuis la Seconde Guerre mondiale, l'électorat britannique ne se mobilise guère que pour les élections au Parlement, tandis que les autres scrutins servent tout au plus, entre-temps, à mesurer le degré d'usure de la majorité au pouvoir, en attendant que l'alternance se fasse. Ce qui explique que les secteurs où la participation a largement dépassé la moyenne nationale ont été précisément ceux où il y avait un autre enjeu que le choix entre conservateurs et travaillistes : c'est le cas au pays de Galles où le parti nationaliste Plaid Cymru a fait des progrès sensibles. Ce parti s'affirme depuis deux ans comme un adversaire résolu de la politique d'austérité qui pèse lourd sur la classe ouvrière galloise. C'est le cas également en Irlande du Nord, où l'électorat protestant et l'aile droite de l'électorat catholique semblent s'être

mobilisés pour faire barrage au candidat du Sinn Féin, l'aile politique de l'Armée Républicaine Irlandaise.

Quant aux résultats du scrutin du 15 juin, ils ont confirmé ceux des élections municipales qui s'étaient déroulées au début mai. Avec 36,4 % des suffrages, les travaillistes gagnent 3,4 % et confirment les progrès enregistrés aux municipales dans les grandes villes. De leur côté, tout en perdant 9,3 % des voix en comparaison de 1979, les conservateurs restent le premier parti, avec 41,3 %. Et le succès le plus marquant est celui de la coalition Parti Libéral-Parti Social Démocrate, « l'Alliance », qui passe de 13,1 % à 19,1 % des suffrages. Un succès qui ne lui rapportera rien car le système électoral en vigueur (scrutin majoritaire à un tour par circonscription) ne lui permet pas d'obtenir un seul élu ! Ce sont donc les deux grands partis qui tirent, du point de vue des sièges, leur épingle du jeu, avec 45 élus pour les conservateurs (— 15), et 32 élus pour les travaillistes (+ 15).



Margaret Thatcher lors d'une conférence de presse le 21 mai. A l'arrière, une bulle, « Fidèle à l'Angleterre, fidèle à l'Europe ». A l'Europe des trusts et des monopoles, oui !

## BELGIQUE

### L'effet Nols

Comme ailleurs en Europe, ce sont les partis de la coalition au pouvoir en Belgique qui font les frais de ces élections européennes. Les socialistes, retournés à l'opposition depuis maintenant plusieurs années, enregistrent des gains sensibles, obtenant au total 30,4 % des voix et progressant de 7 % sur leurs résultats de 1979. D'autres opposants, les écologistes, sont en progrès et auront un élu au Parlement européen.

Le principal parti gouvernemental, le Parti Social-Chrétien, n'a plus la majorité absolue dans son principal fief, la Flandre, mais se maintient par rapport aux dernières élections législatives. Son partenaire, le Parti Libéral, lui, encaisse une importante chute, sauf à Bruxelles où il bénéficie d'un « effet Nols », du nom d'un triste sire que l'on peut comparer à Le Pen en France.

Roger Nols, bourgmestre indépendant de la banlieue bruxelloise de Schaerbeek, accueilli sur la liste libérale, a en effet mené campagne sur

le thème de « la grande lessive de printemps », ce qui veut dire pour lui débarrasser le pays des immigrés. Grâce à quoi les libéraux sont devenus le premier parti en région bruxelloise.

A une question à propos de Le Pen, ce Nols a répondu : « Les deux choses ne sont pas du tout comparables. M.

Le Pen est un homme de droite et moi, un libéral. Mais, là comme ici, le vote des électeurs est un avertissement : il y a un réel problème d'immigration et il doit être résolu ». Comme quoi un « libéral » peut être tout à fait « comparable » à un « homme de droite »... voire d'extrême-droite.

### Deux listes trotskystes en Belgique et au Luxembourg

Outre celles de Lutte Ouvrière et du PCI en France, deux listes trotskystes étaient présentées dans ces élections européennes : au Luxembourg et en Belgique.

Au Luxembourg, la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, liée au Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale) obtient 3 788 voix et 0,4 % des voix.

En Belgique, les listes du POS (Parti Ouvrier Socialiste, l'ancienne LRT, Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, également liée au SU de la IV<sup>e</sup> Internationale) obtiennent 25 946 voix et 0,5 % des suffrages exprimés, (0,44 % des voix en Flandre, 0,45 % en Wallonie, 0,57 % à Bruxelles). En 1979, elles avaient obtenu 16 911 voix et 0,3 %.

## GRÈCE

### La remontée de la droite

En Grèce aussi, les élections européennes ont pris l'allure d'un référendum sur la politique du parti au pouvoir depuis octobre 1981 : le PASOK (Parti Socialiste Panhellénique) d'Andréas Papandréou.

Depuis presque 3 ans, avec la crise, la situation économique s'est aggravée (déficit extérieur croissant, hausse du chômage). Le parti gouvernemental ne comptait pas retrouver ses 48 % d'octobre 1981 et il a effectivement perdu des voix dans les gran-

des villes. Il obtient cependant encore 41,58 % des suffrages, ce qui lui permet de conserver ses dix sièges.

De son côté la droite, incarnée par la « Nouvelle Démocratie » de Constantin Caramanlis, est sans doute en dessous de ses espérances, mais passe quand même de 31,34 % en 1981 à 38,11 % et, avec 9 élus, gagne un siège.

Quant aux Partis Communistes, celui dit « de l'intérieur », eurocommuniste et très minoritaire, n'a recueilli que 3,34 % des voix, au lieu

de 5,29 % en 1981 ; il conserve son siège mais n'a pas réussi à obtenir les suffrages des déçus du pouvoir socialiste, comme il semblait l'espérer. Le PCG dit « de l'extérieur » et pro-soviétique, lui, avait axé sa campagne sur le « Non à la Communauté européenne, oui au changement » et dénonçait la bipolarisation de la campagne (Pasok contre Nouvelle Démocratie). Il espérait dépasser ses résultats précédents (12,84 %) : il récupère 11,44 % des voix mais il garde ses trois sièges.

## RFA

### Le succès des « Verts »

En RFA, les élections au Parlement européen ont été marquées par le succès des « Verts » qui obtiennent 2 millions de voix, soit 8,2 % des suffrages (contre 3,2 % en 1979) et font donc leur entrée au Parlement européen avec 7 sièges. Les Partis Chrétien-Démocrate et Social-Démocrate perdent chacun plus de 3 % des voix par rapport à 1979, mais sont aussi en baisse par rapport aux résultats électoraux de l'an dernier. Quant au petit Parti Libéral, qui appartient à la coalition gouvernementale actuelle après avoir été au gouvernement avec les sociaux-démocrates, il disparaît du Parlement européen

car il ne franchit pas la barre des 5 %.

Dans la campagne électorale, le Parti Social-Démocrate avait demandé aux électeurs d'adresser un avertissement aux partis au pouvoir. Il a été entendu au-delà de ses espérances puisqu'au fond le succès des « Verts » prouve qu'une fraction de l'électorat a voulu donner un avertissement non seulement aux responsables de la politique actuelle, mais aussi à ceux de l'opposition qui étaient encore au gouvernement il y a moins de deux ans, et ne rêvent que d'y revenir... pour mener la même politique.



Les « Verts » à Bonn, lors de leur succès dans les législatives en 1983.



# Les résultats de l'extrême-gauche

Dans ces élections européennes, la liste présentée par Lutte Ouvrière, « *Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite* », a obtenu 414 218 voix et 2,07 % des suffrages exprimés.

A l'élection présidentielle de 1981, notre camarade Arlette Laguiller avait obtenu 2,30 % et 668 057 voix (il y avait eu moins d'abstentions).

Le courant que nous représentons et l'extrême-gauche en général restent donc très minotaires sur le plan électoral. Ce n'est pas une surprise. Mais si ces résultats sont faibles, ils restent stables, comme le montre la comparaison avec les résultats obtenus dans les précédentes élections où Lutte Ouvrière ou d'autres tendances d'extrême-gauche avaient présenté des candidats (voir tableau).

Dans ces élections européennes de 1984, une autre organisation trots-

kiste, le Parti Communiste Internationaliste, présentait une liste « *Pour un parti des travailleurs* », « *liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le Parti Communiste Internationaliste et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales* », conduite par Marc Gauquelin. Elle a mené une campagne différente de la nôtre, au nom de « *l'absolue nécessité de respecter la démocratie* », appelant « *la majorité des députés PS-PCF, investie par le peuple à l'Assemblée nationale* », « *à décréter sa souveraineté* ».

Mais il est probable que les électeurs qui ont voté pour cette liste, tout comme ceux qui ont voté pour la nôtre, en choisissant de voter pour une organisation d'extrême-gauche ont cherché à exprimer ainsi une défiance, voire une révolte contre la trahison, par les partis de gauche, des intérêts des

travailleurs.

La liste de Lutte Ouvrière et celle du PCI totalisent ensemble 2,98 % des voix et 595 493 suffrages. C'est un résultat tout à fait comparable à celui obtenu en 1979 par la liste « *Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe* » présentée par la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière (622 753 voix et 3,08 %) et qui dépasse les scores obtenus par l'extrême-gauche dans la plupart des précédentes élections.

Il y a donc dans ce pays un courant stable de travailleurs qui n'ont pas ou peu d'illusions sur les partis de gauche, et en général sur ce qui peut sortir des élections, et qui choisissent de l'affirmer en votant pour des révolutionnaires. On peut regretter bien sûr que ce courant ne soit pas plus large. Mais il est à l'image de ce qu'est la force militante de l'extrême-gauche aujourd'hui. Ce courant existe et se

maintient ; et c'est en soi déjà important, au moment où la démoralisation due à la politique des partis de gauche atteint de nombreux travailleurs, de nombreux militants de ces partis et des syndicats.

Mais c'est loin d'être l'essentiel. C'est dans les luttes à venir que les révolutionnaires auront à gagner du crédit dans la classe ouvrière. Il y en aura, car la classe ouvrière, droguée d'élections, finira par retrouver l'usage de sa force que tant de politiciens réformistes se sont évertués pendant si longtemps à paralyser.

Et ceux qui, le 17 juin, ont montré qu'ils ne font pas confiance aux organisations réformistes et qu'ils n'attendent rien des élections auront alors un autre rôle à jouer dans leurs entreprises : organiser les combats de la classe ouvrière, des combats dont ils savent qu'ils ne se mèneront pas avec des bulletins de vote.

## Les résultats de l'extrême-gauche par département

Départ.	Europ. 1979 LO-LCR	Présid. 1981 AL (LO)	Européennes 1984	
			LO	PCI
Rappel pourcentage d'abstention dans les différentes élections :	39,22 %	18,90 %	43,3 %	
Ain	3254 2,62	4307 2,13	1985 1,47	948 0,70
Aisne	10302 4,56	8585 2,86	7357 3,49	4097 1,94
Allier	4975 3,15	5078 2,32	3295 2,18	1928 1,27
Alpes-de-Hte-Provence	1515 2,95	1811 2,59	915 1,66	452 0,82
Htes-Alpes	1324 3,17	1508 2,59	702 1,54	273 0,59
Alpes-Maritimes	6799 2,10	6621 1,42	2849 0,80	1566 0,44
Ardèche	2901 2,64	3383 2,19	2178 1,89	1058 0,92
Ardennes	4473 4,04	4018 2,54	2566 2,50	1382 1,34
Ariège	1868 2,98	2243 2,64	1190 1,91	662 1,06
Aube	3813 3,57	3539 2,33	2453 2,35	997 0,95
Aude	3131 2,48	3482 2,06	1782 1,38	929 0,72
Aveyron	3912 3,20	4884 2,86	2961 2,42	1028 0,84
Bouches-du-Rhône	13319 2,49	13308 1,66	6111 1,08	2462 0,43
Calvados	7665 3,63	8435 2,65	5470 2,53	2079 0,96
Cantal	2252 3,33	2175 2,17	1893 2,69	720 1,02
Charente	4294 3,07	4573 2,28	3491 2,60	1418 1,05
Charente-Maritime	5769 2,98	5233 1,81	4435 2,32	1812 0,95
Cher	4530 3,49	4817 2,68	3244 2,61	1377 1,11
Corrèze	2882 2,30	2767 1,75	2127 1,78	1234 1,03
Hte-Corse	450 0,85	553 0,76	188 0,32	82 0,14
Corse du Sud	196 0,47	347 0,58	128 0,30	71 0,16
Côte-d'Or	4445 2,77	5774 2,42	2845 1,73	1447 0,88
Côtes-du-Nord	6958 2,77	8642 2,60	6987 2,81	2594 1,04
Creuse	2262 3,49	2688 2,99	2140 3,37	843 1,32
Dordogne	5088 2,78	5690 2,32	4210 2,28	2470 1,34
Doubs	4499 2,81	6090 2,57	2982 1,81	1041 0,63
Drôme	3978 2,87	5043 2,49	2491 1,71	1189 0,81
Eure	7029 3,97	6969 2,74	5043 2,81	2115 1,18
Eure-et-Loire	5334 3,83	5656 2,89	3769 2,71	1783 1,28
Finistère	9531 2,80	10936 2,24	6138 1,83	2520 0,75
Gard	5703 2,90	6259 2,15	3389 1,60	1611 0,76
Hte-Garonne	8767 2,94	9825 2,34	5561 1,83	2077 0,68
Gers	2461 3,13	2942 2,71	1953 2,47	719 0,90
Gironde	11727 2,90	13132 2,23	7723 1,95	3158 0,80
Hérault	6201 2,53	7075 1,94	3045 1,13	1710 0,63
Ille-et-Vilaine	8424 3,10	11163 2,78	7587 2,75	2318 0,84
Indre	3835 3,53	4114 2,80	3947 3,15	1773 1,41

Départ.	Europ. 1979 LO-LCR	Présid. 1981 AL (LO)	Européennes 1984	
			LO	PCI
Indre-et-Loire	6099 3,44	6653 2,52	4604 2,63	1867 1,06
Isère	8913 3,11	10168 2,32	4479 3,15	1758 1,24
Jura	3203 3,40	3910 2,87	2537 2,65	883 0,92
Landes	3545 2,57	3487 1,90	2575 1,87	1430 1,04
Loir-et-Cher	4351 3,60	4893 2,87	3353 2,77	1547 1,27
Loire	6633 2,64	7873 2,12	4359 1,75	1983 0,79
Hte-Loire	2509 2,97	2931 2,40	2091 2,35	848 0,95
Loire-Atlantique	10056 2,87	13395 2,55	7434 2,08	2991 0,83
Loiret	6672 3,39	7560 2,71	4397 2,19	1823 0,90
Lot	2101 2,82	2599 2,66	2054 2,66	681 0,88
Lot-et-Garonne	3967 3,07	4745 2,68	2680 2,07	1446 1,12
Lozère	913 2,71	1115 2,44	713 2,01	236 0,66
Maine-et-Loire	7312 3,18	8584 2,44	6111 2,66	2230 0,97
Manche	4765 2,73	6127 2,30	4603 2,56	1797 1,00
Marne	5576 3,00	6373 2,32	3794 2,11	1620 0,90
Hte-Marne	3107 3,85	3049 2,64	2920 3,68	849 1,07
Mayenne	3263 3,12	3996 2,54	3269 3,12	1230 1,17
Meurthe-et-Moselle	7987 3,16	9469 2,57	5408 2,34	1940 0,84
Meuse	3030 3,73	3147 2,77	2631 3,39	975 1,25
Morbihan	6842 2,97	8148 2,39	6728 2,85	2441 1,03

Départ.	Europ. 1979 LO-LCR	Présid. 1981 AL (LO)	Européennes 1984	
			LO	PCI
Moselle	11481 3,60	12577 2,48	9188 2,89	4030 1,26
Nièvre	2951 2,87	3045 2,14	2824 2,34	1490 1,23
Nord	36015 3,48	31078 2,32	26629 2,81	13553 1,43
Oise	11026 4,48	10063 2,96	7461 3,06	3245 1,33
Orne	4019 3,44	4521 2,67	3549 3,03	1248 1,06
Pas-de-Calais	25387 4,10	19881 2,48	18960 3,26	10101 1,74
Puy-de-Dôme	7676 3,53	9194 2,89	5040 2,22	2115 0,93
Pyrénées-Atlantiques	5617 2,43	6402 2,03	4131 1,76	1635 0,69
Hautes-Pyrénées	2635 2,72	2816 2,14	1878 1,94	793 0,82
Pyrénées-Orientales	3111 2,68	3746 2,18	1714 1,31	1097 0,84
Bas-Rhin	8851 2,90	7893 1,72	7931 2,69	3949 1,34
Haut-Rhin	6104 2,85	7679 2,38	5091 2,54	2236 1,11
Rhône	11791 2,65	13360 2,02	5293 1,18	1878 0,42
Hte-Saône	3058 3,35	3625 2,81	2426 2,55	893 0,94
Saône-et-Loire	5164 2,57	6643 2,17	3956 1,96	2140 1,06
Sarthe	6961 3,70	7751 2,74	6448 3,54	2589 1,42
Savoie	3000 2,65	3778 2,27	1540 1,32	752 0,64
Hte-Savoie	3866 2,63	4845 2,09	1924 1,18	940 0,58
Seine-Maritime	17686 3,91	17824 2,76	12727 2,98	4632 1,08
Deux-Sèvres	4310 3,25	4963 2,50	4068 3,14	1594 1,23

Départ.	Europ. 1979 LO-LCR	Présid. 1981 AL (LO)	Européennes 1984	
			LO	PCI
Somme	10711 4,36	9334 2,94	8614 3,68	3815 1,63
Tarn	4739 3,07	5346 2,59	3290 2,12	1474 0,95
Tarn-et-Garonne	2685 3,30	2903 2,56	2030 2,44	800 0,96
Var	5696 2,25	5632 1,50	2462 0,85	1316 0,45
Vaucluse	4714 3,06	4719 2,12	2644 1,57	1423 0,84
Vendée	5243 2,66	5897 2,08	5038 2,52	2103 1,05
Vienne	4831 3,29	4533 2,14	4311 2,98	1730 1,19
Hte-Vienne	4252 2,71	4522 2,08	3827 2,48	2361 1,53
Vosges	5785 3,88	7031 3,21	4479 3,15	1758 1,24
Yonne	3917 3,13	4341 2,50	2788 2,24	1416 1,13
Territoire de Belfort	1575 3,69	2035 3,13	997 2,21	282 0,62
RÉGION PARISIENNE				
Paris	21428 2,83	16871 1,73	6178 0,90	2423 0,35
Seine-et-Marne	9259 3,11	10446 2,42	5395 1,74	2515 0,81
Yvelines	11023 2,77	11870 2,06	4691 1,15	1871 0,45
Essonne	10339 3,16	11257 2,34	4486 1,39	1987 0,61
Hauts-de-Seine	14313 2,88	13720 2,03	4869 1,05	1798 0,39
Seine-St-Denis	14067 3,51	14634 2,52	6208 1,77	2007 0,57
Val-de-Marne	11640 2,87	12285 2,15	4612 1,22	1791 0,47
Val-d'Oise	9832 3,35	10172 2,37	4592 1,60	1974 0,69

### L'EXTREME-GAUCHE DANS LES CONSULTATIONS ELECTORALES

Année	Nature du scrutin	Les candidatures d'extrême-gauche	Nombre des voix recueillies	% des suffrages exprimés (1)
1969	Présidentielles	Alain Krivine	236 237	1,06
1973	Législatives	— Ligue Communiste 90 circons. 87 000 1,81 % — L.O. 171 circons. 194 889 2,29 %	281 889 (261 circ. différentes)	2,13
1974	Présidentielles	— Alain Krivine 93 990 0,36 % — Arlette Laguiller 595 247 2,33 %	689 237	2,69
1977	Municipales	56 listes LO - LCR - OCT	91 668	3,78
1978	Législatives	— Pour le Socialisme, le Pouvoir aux travailleurs (PLS-PAT) LCR - OCT - CCA 191 circ. 96 497 0,80 % — L.O. 470 circ. 474 378 1,70 %	570 875 (470 circ.)	2,04*
1979	Européennes	Liste LO - LCR : Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe	622 753	3,08
1981	Présidentielles Législatives	Arlette Laguiller — LO 159 circ. 99 185 1,11 % — LCR 34 circ. 16 330 0,78 % — CCA 15 circ. 3 205 0,38 %	668 057 118 720 (174 circ. différentes)	2,30 1,24*
1983	Municipales	— 80 listes LO-LCR (la voix des travailleurs contre l'austérité) 62 235 2,16 % — 94 listes PCI recensées (sur 142) 35 569 2,16 % — 13 listes divers extrême-gauche 6 754 2,53 %	104 558 (163 communes différentes)	2,85*
1984	Européennes	— Liste LO - Arlette Laguiller Au nom des travailleurs qui, etc., 414 218 2,07 % — Liste PCI - Marc Gauquelin Pour un Parti des travailleurs 181 275, 0,90 %	595 493	2,98

(1) Suffrages exprimés dans le total des circonscriptions ou communes correspondantes.

\* Il ne s'agit pas d'erreurs. Les différentes listes ou candidatures s'additionnaient dans une partie des circonscriptions ou communes correspondantes.



# Les dirigeants syndicaux organisent la défaite

La grève dans la métallurgie ouest-allemande en est à sa sixième semaine et a abouti à la paralysie quasi totale de l'industrie automobile du pays. Le syndicat IG Metall a limité la grève à 58 000 métallurgistes de deux provinces du sud-ouest de la RFA. Mais le nombre de travailleurs touchés par le lock-out ou le chômage technique n'a cessé d'augmenter, pour atteindre plus de 400 000.

La revendication que l'IG Metall avait fixée comme objectif à cette grève était la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire. C'est sur cette revendication que le syndicat a consulté les travailleurs, leur demandant leur accord pour une grève. Il a ensuite conduit celle-ci à sa manière, décidant d'en haut quels travailleurs se mettraient en grève, quels autres ne s'y mettraient pas. C'est ce qui lui donne aujourd'hui le moyen de chercher, avec le patronat, des portes de sortie qui seront loin de donner satisfaction aux travailleurs.

Ainsi le syndicat, à la table de négociation avec le patronat, a fait des propositions bien différentes de ses revendications initiales. D'une part, en ce qui concerne la réduction de la semaine de travail (actuellement 40 h), le syndicat a proposé un calendrier... en direction des 35 heures : 38 h l'année prochaine, 37 h l'année suivante. Ensuite, il faudrait attendre le 31 décembre 1987 pour passer à 36 h, et encore, à la condition expresse que cette mesure n'entraîne pas une pénurie de main-d'œuvre pour le patronat. D'autre part, l'IG Metall accepte une diminution du pouvoir d'achat : pour cette année 1984 il revendique une réévaluation des salaires de 3,3 % — c'est ce que propose le patronat — et en juillet seulement, alors que les augmentations de salaires prennent habituellement effet au début de l'année. Pour l'année 1985, il propose 2,7 % en février, ce qui a toutes les chances d'être inférieur à la hausse des prix. L'IG Metall a donc oublié à la fois les 35 h et le maintien du pouvoir d'achat. Une partie de

la presse note que le coût des revendications de l'IG Metall est désormais devenu tout à fait raisonnable pour le patronat.

Mais le patronat, lui, reste insensible aux nouvelles offres de l'IG Metall. Il se refuse toujours à une réduction généralisée du temps de travail, aussi petite soit-elle, et n'accepte les 38 h que pour les travailleurs en équipe, et encore, pour une date indéterminée. Sur un autre point, il veut obtenir une modification à son avantage : au Bade-Wurtemberg, la convention collective de la métallurgie prévoit une pause de 10 mn toutes les deux heures. Le patronat voudrait que cette pause soit prise dorénavant sans provoquer l'arrêt de la chaîne ou des machines, par roulement et non plus collectivement.

Pour que les négociations entre syndicat et patronat aboutissent, il est question de faire appel à un médiateur, dont l'autorité serait reconnue par les deux « partenaires sociaux ». La confédération des syndicats compte appuyer la négociation en organisant des manifestations en dehors du temps de travail dans plusieurs villes d'Allemagne.

Cela fera-t-il céder le patronat, qui n'a jusqu'à présent pas cédé devant la grève et, en lock-outant, a pris le parti de perdre des sommes énormes plutôt que de faire des concessions ? En tout cas, vu ce que sont les positions syndicales aujourd'hui, il ne céderait pas sur grand-chose, et il n'est même pas dit qu'il le fasse.

Car au fond, c'est le syndicat lui-même qui a pris soin de limiter la grève, de ne pas se servir contre le patronat de toute la force dont peut disposer la classe ouvrière allemande. Car son but est de montrer sa représentativité, pas de donner aux travailleurs goût à la lutte, pas de mettre en danger la bourgeoisie allemande. Comment s'étonner alors que, face à de tels organisateurs de la défaite ouvrière, les patrons se sentent en position de force ?

Jean SANDAY



Manifestation organisée par le syndicat de la métallurgie à Bonn le 28 mai 1984 pour les 35 heures.



Grève des ouvriers de l'usine Daimler-Benz à Sindelfingen à la mi-mai.

## General Motors (Strasbourg)

### Les prolongements du lock-out en RFA

General Motors, à Strasbourg, fabrique des boîtes automatiques de vitesse (essentiellement destinées à l'exportation aux USA) et des carburateurs, dont la majorité est vendue à Opel, en Allemagne. Or l'ensemble des usines Opel est touché actuellement par la grève des métallurgistes allemands pour la semaine de 35 h sans perte de salaire.

La direction de General Motors Strasbourg a donc décidé de suspendre la fabrication des carburateurs jusqu'à la fin du conflit et a mis l'ensemble des Carburateurs (430 personnes, sur un

effectif total de 2 200) en chômage technique. Signalons tout de même que les contre-maîtres de cet atelier sont présents — et donc payés — et ont l'air de s'ennuyer beaucoup à traîner et à faire semblant de s'occuper dans des ateliers déserts.

Vendredi 8 juin, la direction annonçait donc quatre jours de chômage technique pour la semaine qui suivait la Pentecôte. Ce chômage partiel est indemnisé à 20,30 F net de l'heure pour tout le monde, quel que soit le salaire de base. Les ouvriers concernés perdaient pour ces quatre premiers jours entre 35 et

400 F. Les premières réactions de l'atelier (en majorité des femmes aux salaires faibles), furent plutôt des réactions de satisfaction. Il faut en effet savoir que les cadences sont très pénibles et l'encadrement particulièrement pesant. Faire le grand pont, pour une perte de salaire qui tournait autour des 150 F, n'était pas mal vu. Les ouvriers des autres ateliers en étaient à souhaiter que ce soit bientôt leur tour. Surtout à cette époque de grandes chaleurs.

Mais vendredi 15 juin la direction télégraphiait aux chômeurs de rester une

semaine de plus à la maison, « vu la poursuite du conflit en RFA ». Cette fois, pour 9 jours, les pertes de salaire commencent à être plus durement ressenties. Elles s'échelonnent de 100 à 1 300 F suivant le salaire de base et l'ancienneté, le plus grand nombre perdant aux alentours de 500 F.

Alors certains travailleurs commencent à s'inquiéter. D'abord, cette situation peut se prolonger (à l'heure où nous écrivons, il y a de fortes chances que la direction annonce une troisième semaine de chômage technique pour les Carburateurs,

entre le 25 et le 29 juin). Et puis, à la veille des vacances, chaque billet de 100 F qui manque, c'est un peu de rigueur en plus (alors que c'est bien la seule marchandise dont les travailleurs ne sont pas privés actuellement).

Pour l'instant aucune réaction ne s'est manifestée chez les ouvriers. Les syndicats réclament l'indemnisation totale du chômage partiel. Mais ce sera aux travailleurs de prendre en charge cette revendication, s'ils veulent pouvoir limiter les pertes de salaire.

Correspondant LO



## Après 3 mois de grève, 140 000 mineurs continuent à défier le gouvernement Thatcher

Cela fait maintenant bien plus de trois ans que Margaret Thatcher et ses ministres annoncent un prochain « retour à la raison », dans les mines — entendez par là un retour à la résignation. Mais en vain.

Et pourtant, elle n'aura pas lésiné sur les moyens. Depuis le mois de mars, des dizaines de milliers de ses policiers n'ont plus d'autre tâche que de harceler les 140 000 grévistes sur les routes, devant les carreaux de mines et jusque dans leurs propres villages. Pendant que ses juges déploient une activité fébrile pour condamner à la chaîne le lot quotidien de grévistes arrêtés que leur rapporte la police.

Pour mettre en échec le blocus du charbon que les mineurs ont réussi en grande partie à imposer avec l'aide des travailleurs des transports, elle a choisi de revenir à grands frais aux centrales thermiques au fuel d'avant la crise du pétrole.

Et, après quinze semaines de grève, ce sont les experts financiers de la City de Londres qui tirent la sonnette d'alarme en calculant que cet apôtre d'un Etat économe que prétend volontiers être Thatcher lorsqu'il s'agit de supprimer des emplois dans la Fonction publique ou de réduire les allocations sociales de la population laborieuse, a déjà gaspillé pas moins de 12 milliards de francs pour ne pas reculer devant les mineurs en grève !

### UN ENJEU CONSIDÉRABLE

Bien sûr, l'enjeu est de taille. Dans ce pays qui compte plus de 3 millions de chômeurs, où pratiquement toutes les grandes entreprises, publiques aussi bien que privées, ont des plans de licenciements en cours, céder aux grévistes en renonçant aux 20 000 suppressions d'emplois prévues dans les mines, ce serait non seulement renoncer à toute une partie de la politique d'austérité menée par les gouvernants britanniques depuis le début de la crise, mais ce serait surtout encourager les millions de travailleurs britanniques aujourd'hui menacés par le chômage à ne plus se résigner, ce serait sans doute redonner à la classe ouvrière britannique dans son ensemble la conscience de sa force.

Car au fond c'est bien cela l'enjeu de ces trois mois de grève dans les mines. Et c'est un enjeu pour lequel Thatcher et les capitalistes britanniques sont prêts à payer très cher.

Mais les mineurs eux aussi ont montré leur résolution. Ni l'intimidation policière, ni les campagnes de calomnies de la presse, ni le soutien plus que tiède de toute une partie de l'appareil syndical, ni le chantage à la faillite de l'industrie minière, ni surtout les trois mois de privations matérielles qu'ils viennent de connaître,

n'ont suffi à entamer leur combativité.

Ils ont entre leurs mains une force considérable. D'abord la force de leur nombre et de leur mobilisation : ils viennent encore de le montrer sur les piquets de grève à Orgreave et ailleurs. Mais ils ont surtout une force qu'ils ont encore peu utilisée et qui est pourtant au centre de leur lutte : l'influence et le respect que leur ont gagnés ces trois mois de grève auprès de centaines de milliers de travailleurs du pays, et dont ils pourraient aujourd'hui se servir pour entraîner avec eux d'autres secteurs de la classe ouvrière dans la lutte.

Et, avec ces atouts, les mineurs britanniques ont les moyens d'infliger une cuisante défaite au gouvernement Thatcher et à tous les exploiters qui veulent extorquer à la classe ouvrière de quoi augmenter leurs profits !

### DES « VIOLENCES PEU BRITANNIQUES »... POUR UN LEADER TRAVAILLISTE

Ces dernières semaines ont surtout été marquées par de violents affrontements sur les piquets de grève. Le nombre de grévistes qui y participent est allé en augmentant, et la réaction policière ne s'est pas fait attendre.

Le 15 juin, pour la deuxième fois depuis le début du mouvement, un gréviste a trouvé la mort au cours d'un piquet de grève : Joe Green, un mineur de 55 ans, qui a été renversé par un camion de charbon conduit par un « jaune » devant la centrale thermique de Ferrybridge dans le Yorkshire.

Les piquets de grève ont surtout concentré leurs efforts sur les centrales thermiques et les installations sidérurgiques. La centrale de Fiddlers Ferry, dans le Merseyside, l'une des plus grosses centrales thermiques au charbon du pays, a dû être fermée lorsqu'une partie des ouvriers de la centrale se sont mis en grève et ont rejoint les piquets de grève des mineurs pour protester contre les menaces de chômage technique dont les menaçait la direction du CEBG (l'entreprise



La police montée charge les piquets de grève à Orgreave.

d'électricité britannique). Et, outre les centrales qui ont été fermées depuis le début du conflit, la plupart des centrales au charbon fonctionnent maintenant au ralenti.

Mais c'est face au trust nationalisé de la sidérurgie, BSC, que les mineurs ont remporté leur succès le plus spectaculaire : au terme d'une série d'affrontements devant la cokerie d'Orgreave, affrontements qui se sont déroulés sur plusieurs semaines, ils ont en effet imposé à BSC de se soumettre aux quotas de charbon imposés par le NUM à l'aciérie de Scunthorpe, la deuxième du pays.

Bien entendu, ces affrontements n'ont pas manqué de provoquer une tempête d'indignation de la part du gouvernement et des politiciens de tous les partis. Thatcher est venue affirmer à la tribune des Communes qu'il n'était pas question pour elle de céder aux « émeutes de la population ». En réponse à quoi le leader travailliste Kinnock n'a rien trouvé d'autre que d'exprimer ses regrets devant des « violences si peu britanniques »...

### L'ATTITUDE RÉSERVÉE DES APPAREILS

En fait, que ce soit du côté du Parti Travailliste ou du côté des appareils syndicaux, les mineurs ne trouvent guère plus d'appui aujourd'hui qu'au début du mouvement.

C'est que les dirigeants syndicaux ne souhaitent pas se compromettre à encourager un mouvement qui comporte à leurs yeux un risque permanent d'extension. Jimmy Knapp et

Ray Buckton, les dirigeants des deux syndicats de cheminots, considérés pourtant comme les plus chauds supporters des mineurs, viennent d'en faire la démonstration : lorsque le gouvernement avait annoncé une hausse des salaires de 4 % pour l'année, ils avaient été mandatés pour organiser un mouvement national sur les salaires, mais aussi contre le plan de 14 500 suppressions d'emplois en cours dans les chemins de fer. Et il aura suffi qu'au début juin la direction des Chemins de fer offre une rallonge supplémentaire de 0,6 % pour que Knapp et Buckton crient victoire et se précipitent à la table de négociation pour signer des deux mains, sans qu'aucune concession leur soit faite sur la question des suppressions d'emplois.

Quant aux dirigeants du NUM, le syndicat des mineurs, ils pratiquent eux aussi un double langage. D'un côté, les mineurs ont pu voir leur président, Arthur Scargill, au premier rang de tous les affrontements de ces dernières semaines, d'abord arrêté par la police puis légèrement blessé devant Orgreave. Mais dans le même temps, le même Scargill menait depuis la mi-mai des négociations avec la direction des Charbonnages, négociations dont le contenu est resté secret, même pour les grévistes eux-mêmes ! En fait seulement deux éléments, d'ailleurs contradictoires, ont transpiré de ces négociations. D'une part leur rupture officielle le 14 juin. D'autre part les révélations d'un dirigeant du Parti Travailliste, Stan Orme, qui s'y trouvait en tant qu'observateur,

selon lesquelles un accord aurait été sur le point d'être conclu par le NUM et les Charbonnages qui consentaient tous deux à un certain nombre de « sacrifices »... Lesquels ? Nul ne sait, et surtout pas les principaux intéressés. Le même Stan Orme affirme d'ailleurs que d'autres réunions sont prévues sur « de nouvelles bases » pour bientôt. Mais là-dessus Scargill se montre tout aussi discret.

Il est certain qu'une partie de la direction du NUM souhaite aujourd'hui trouver un compromis rapide qui permette d'appeler à la reprise sans que le syndicat perde la face. Certains l'ont dit de façon ouverte. Et c'est sans doute de cela qu'il sera question lors de la réunion nationale des délégués de puits qui doit s'ouvrir le 11 juillet.

En attendant, Scargill et la direction du NUM tiennent à conserver leur image de combattants. A la fois parce que la combativité des mineurs reste quand même leur meilleur argument dans les négociations avec les Charbonnages. Mais aussi parce qu'ils ont toutes les raisons de redouter qu'apparaisse parmi les milliers de mineurs, en particulier parmi les plus jeunes, qui sont devenus des militants de la grève au cours des trois mois écoulés, un courant qui refuse les « sacrifices » dont parlait Stan Orme et qui pose sa candidature à la direction du mouvement. Et c'est d'ailleurs bien là ce qui pourrait arriver de mieux, à la fois pour les grévistes et pour le reste de la classe ouvrière britannique.

François ROULEAU



# Quand l'exaspération explose contre le harcèlement de la police

Les 15 et 16 juin, des émeutes ont éclaté à Maltby, une petite ville minière en plein cœur du Yorkshire. Les deux jours, pendant plusieurs heures, plusieurs centaines de mineurs, dont beaucoup de jeunes, ont fait le siège du commissariat de police local, et les centaines de policiers venus en renfort de tout le comté ont eu bien du mal à faire revenir le calme dans la ville.

A l'origine de cette explosion, la décision des autorités policières locales d'établir un couvre-feu de fait dans la ville, en arrêtant toute personne encore dehors à des heures trop tardives et surtout trop matinales au goût de ces messieurs.

C'est là une nouvelle tactique employée par la police dans les régions grévistes. Comme les barrages routiers se révèlent insuffisants, la police s'efforce d'empêcher les mineurs de sortir de chez eux suffisamment tôt pour être présents sur les piquets de grève devant les mines, les cokeries ou les centrales thermi-

ques à l'heure de l'embauche de l'équipe du matin. Et, pour faire bonne mesure, les forces de l'ordre multiplient les « descentes », sous des prétextes divers, dans les lieux de rencontre des grévistes, en particulier les « pubs » et les locaux des « clubs » culturels ouvriers.

Cela, c'est pour les régions où la grève est totale. Ailleurs, c'est-à-dire essentiellement dans le bassin du Nottinghamshire, les autorités policières ont mis en place un réseau étroit de barrages sur les routes et aux abords des mines en activité. En particulier toutes les entrées et sorties d'autoroutes sont

surveillées nuit et jour. Tout conducteur de sexe masculin qui ne peut pas justifier d'un domicile proche, ni d'un motif jugé suffisamment « convaincant » pour se trouver là, est automatiquement arrêté et risque d'être inculqué pour être « susceptible de vouloir troubler l'ordre public » (car c'est un délit en Grande-Bretagne !). C'est ainsi par exemple que quatre mineurs en grève du Nottinghamshire viennent de porter plainte contre la police pour avoir été maintenus en détention provisoire sous cette inculpation pendant 13 jours, sans qu'il existe d'ailleurs la moindre preuve contre eux, en dehors des supputations des policiers qui les ont arrêtés.

Et dans les petites villes minières où tout le monde connaît tout le monde et où le fossé entre les quelque 8 000 grévistes de la région

et les 26 000 non-grévistes n'a fait que se creuser au cours des mois écoulés, les mineurs en grève et leur famille sont constamment l'objet de tracasseries policières et administratives.

A la fin mai, des statistiques ont été publiées par la presse reprenant le contenu d'un rapport confidentiel sur le mouvement des mineurs. Elles indiquaient qu'au cours des deux premiers mois du conflit, plus de 3 000 arrestations avaient été effectuées, et 2 500 inculpations prononcées. Une fois l'inculpation prononcée, les grévistes sont en général libérés sur parole en attendant le jugement proprement dit, en échange de quoi les juges leur imposent l'engagement de ne pas s'approcher de locaux appartenant aux Charbonnages ou à la Compagnie d'Electricité britannique à moins d'une certaine distance (un kilomètre

par exemple). S'ils sont pris en infraction, même en allant faire leurs courses, ils sont automatiquement remis en prison jusqu'au procès, ce qui peut signifier des semaines de prison, comme c'est le cas de Malcolm Pitt, le président des mineurs du Kent, qui est emprisonné depuis le 21 mai. Dans certains cas, ces décisions de justice prises à la chaîne ont créé des situations relevant de la farce, comme celle d'un groupe de mineurs du nord du pays de Galles qui sont interdits de séjour dans leur propre logement parce qu'ils habitent aux portes d'une mine...

Alors il ne faut pas s'étonner si, dans certains endroits, comme à Maltby, et d'ailleurs dans d'autres villes également, l'exaspération créée par l'accumulation des brimades policières finit par déborder et se transformer en émeutes !

## La « bataille d'Orgreave » : une victoire pour les piquets de grève

Ce que toute la presse britannique n'appelle plus que la « bataille d'Orgreave », du nom d'une cokerie située dans le Yorkshire et appartenant au trust nationalisé de l'acier (BSC), dure en fait depuis près de quatre semaines.

Le début des affrontements remonte au 23 mai, date à laquelle la direction de BSC fit le choix de rompre l'accord qu'elle avait passé avec le NUM, le syndicat des mineurs, depuis les premiers temps du conflit. Par cet accord elle s'était engagée à laisser au NUM le contrôle des approvisionnements de l'aciérie géante de Scunthorpe, en échange de quoi le NUM s'engageait à y laisser entrer suffisamment de charbon pour éviter d'avoir à éteindre les hauts-fourneaux.

En décidant le 23 mai de puiser dans les stocks de coke de son usine d'Orgreave, en plus du quota garanti par le NUM, la direction de BSC lançait en fait un défi aux grévistes, et c'est bien ainsi qu'ils l'ont pris.

Aussitôt le NUM entreprit d'organiser des piquets de grève 24 h sur 24 aux portes de la cokerie. Dans un premier temps, bon nombre de camionneurs, salariés de BSC, répondirent aux appels des mineurs en refusant de franchir les piquets. Puis BSC fit appel à de petites entreprises de transport privées, dans lesquelles les syndicats sont inexistantes et l'emploi plus précaire qu'ailleurs. Dès lors le NUM renforça ses piquets, tandis que la police installait de forts contingents en permanence devant la cokerie. Les affrontements devinrent quotidiens et Orgreave devint une espèce de symbole du combat opposant le gouvernement aux grévistes.

A partir du 27 mai, les affrontements prirent un autre tour. Ce jour-là, les 2 500 policiers présents se trouvèrent en face de 5 000 mineurs. Et ils ne réussirent à conserver la situation en main que grâce au recours, pour la première fois depuis le début du mouvement, à des charges de policiers à cheval. Les affrontements continuèrent ainsi, faisant chaque jour une centaine de blessés et autant d'arrestations. Le 30 mai, Scargill, le leader syndical des mineurs, qui était sur les lieux fut lui-même arrêté et maintenu symboliquement en détention pendant quelques heures.

Comme le rapport des forces sur le terrain conti-



Un membre des piquets de grève d'Orgreave blessé lors d'une charge de la police.

nuit à être favorable à la police, les dirigeants du NUM décidèrent secrètement de lancer une offensive de grande envergure pour le lundi 18 juin. Ce jour-là, à 3 heures du matin, des milliers de mineurs, dont une partie étaient arrivés dans la nuit d'Ecosse et

du pays de Galles, se sont mis à converger vers Orgreave, passant à travers champs pour éviter de mettre la police trop rapidement en éveil. Deux heures plus tard, ils étaient entre 8 000 et 10 000 face à 3 500 policiers largement pris par surprise.

Pendant 10 heures, les mineurs ont bombardé les forces de police de bouteilles et de billes d'acier. Pour se protéger contre les charges de la police à cheval ils avaient mis en place tout un système de hermes métalliques profondément enfoncées dans le sol. Toutes les routes d'accès à la cokerie ont été barrées par des barricades de voitures enflammées prises dans une « casse » voisine. Et cette fois-ci, les mineurs ont eu le dessus : pas un camion de coke n'a pu passer de la journée et, le soir même, la direction de BSC a annoncé qu'elle renonçait sine die à utiliser le coke d'Orgreave !

C'était la victoire ! A Orgreave tout au moins. Une victoire payée chèrement au prix de plus de 200 blessés — Scargill, légèrement atteint, a bénéficié de la Une de la presse du lendemain, mais pour combien de grévistes anonymes qui eux seront marqués à vie ? — et de 300 arrestations. Mais une victoire qui risque de compter, d'abord en renforçant le moral des grévistes, mais aussi parce qu'elle fait la démonstration qu'avec le nombre et la résolution nécessaires, les mineurs ont le moyen de l'emporter sur le terrain face à la police.



# Un retour dans la « zone franc » que la population paiera



**le pouvoir  
aux  
travailleurs**

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Le 1<sup>er</sup> juin, le Mali est devenu membre de l'Union Monétaire Ouest-Africaine, abandonnant par la même occasion sa monnaie nationale, le franc malien (FM) au profit du franc CFA. Le numéro du 28 mai du mensuel trotskyste africain *Le Pouvoir aux travailleurs* y consacre un article, dont nous publions de larges extraits :

« Les populations s'inquiètent surtout de savoir si leur pouvoir d'achat ne va pas se ressentir de cette opération (...).

Oui, évidemment, si l'on s'en tient aux calculs techniques, il n'y aura aucune crainte à avoir. On sait par exemple qu'officiellement les fonctionnaires et autres salariés maliens percevront leur salaire en francs CFA, selon la parité 2 FM = 1 F CFA. Mais il n'y a aucune garantie pour les masses laborieuses que les commerçants, eux, respecteront les changements officiels. Il n'y a qu'à voir l'impuissance légendaire du gouvernement face aux spéculateurs et autres organisateurs de pénurie pour se rendre compte que les petites gens seront une fois de plus à la merci du commerçant et subiront certainement une hausse des prix.

Ce retour au franc CFA ne présage rien de bon pour les conditions de vie des travailleurs et des paysans pauvres. Comment en serait-il autrement, d'ailleurs ? Que le Mali fasse son entrée dans l'UMOA, cela s'inscrit dans la

logique de la domination impérialiste en Afrique. C'est aussi tout un symbole : celui de la domination coloniale de l'Afrique par la France impérialiste, par le biais du système monétaire basé sur la « zone franc ». Mis en place dès l'époque coloniale, le système de la « zone franc » est un des moyens dont dispose l'impérialisme français pour contrôler, diriger l'économie des pays africains. C'est après la Deuxième Guerre mondiale que ce système se précise. La guerre avait en effet conduit entre autres à la rupture des circuits commerciaux classiques (métropole-colonies) et à la création de monnaies coloniales ayant une certaine autonomie par rapport au franc utilisé dans la métropole. C'est ainsi qu'on a vu apparaître le franc des colonies françaises du Pacifique (F CFP) et le franc des colonies françaises d'Afrique (F CFA).

Après la guerre, la nécessité d'une reprise en main des colonies s'impose pour les capitalistes. En 1949, les circuits d'échange sont rétablis,

l'autonomie monétaire supprimée et le commerce des colonies étroitement contrôlé. Cela conduit en 1951-1952 à la création de la « zone franc », caractérisée par : une union monétaire, la préférence douanière et une mainmise totale de la France en matière monétaire.

L'accession à l'indépendance des colonies d'Afrique ne modifie pas cette aliénation économique. Avec ses anciennes colonies de l'Afrique de l'Ouest, la France signe des accords en 1962. Les pays africains se regroupent dans une union monétaire, l'UMOA. A l'intérieur de cette union, les pays d'Afrique de l'Ouest ont la même monnaie, le franc, non pas CFA (Colonies Françaises d'Afrique) mais CFA (Communauté Financière d'Afrique) — nuance de taille, n'est-ce pas ? Ce franc CFA n'a de valeur que par son lien étroit avec le franc français, qui le garantit et avec lequel il a une parité fixe (1 FF = 50 F CFA). En contre-partie, c'est la France qui, de fait, décide de la politique financière des membres de l'UMOA.

Cet assujettissement économique, le Mali sous Modibo Keita le refusa en 1962, en ne ratifiant pas les accords créant l'UMOA. Ce pays, qui voulait par là affirmer sa volonté d'indépendance — oh, très théorique, puisque les dirigeants maliens ne

remettaient pas en cause fondamentalement la domination française — ce pays donc se retrouva de fait hors de la zone franc, avec une monnaie propre, le franc malien (FM).

Mais l'impérialisme français ne l'accepta évidemment pas. Les représentants de la bourgeoisie française ne pouvaient pas accepter qu'une des bases de leur puissance soit remise en cause, même formellement, par quelque Etat que ce soit. La France ne ménagea donc pas ses efforts pour étouffer l'économie malienne. Elle le fit pour punir les dirigeants maliens, mais aussi pour avertir les autres dirigeants africains qui seraient tentés d'imiter les dirigeants maliens.

Le Mali connut donc les pires difficultés économiques. Sa monnaie n'était reconnue par aucun Etat voisin (sous la pression de la France toujours). Les populations vivant dans les régions frontalières allaient subir durement ce boycott monétaire. Car même si elles avaient de l'argent (FM), il leur était impossible de faire des achats dans les pays voisins, le FM n'étant pas accepté.

Devant le risque de la faillite, Modibo Keita a dû négocier avec la France pour un retour dans la zone franc, avec comme perspective finale l'entrée dans l'UMOA.

En 1967, un accord franco-malien est signé. La France accepte de garantir le FM, qui est dévalué de 50 %, et elle donne son accord pour l'entrée du Mali dans l'UMOA. Donc, dès 1967, le Mali est réintégré dans la zone franc.

Aujourd'hui, après 17 ans de vagues hésitations, l'entrée du Mali dans l'UMOA est donc acquise. Le franc CFA remplacera le FM. Le rêve d'une certaine indépendance, ne serait-ce que par la possession d'une monnaie propre, n'a duré en fait que de 1962 à 1967. Depuis 1967, FM ou pas, le Mali n'est pas maître de ses décisions politiques et monétaires. C'est la France qui décide. D'ailleurs, étant membre de la zone franc, le Mali était officiellement membre de l'UMOA. Le franc CFA, par exemple, est depuis 1967 toléré au Mali et a cours, tout comme le FM est toléré et a cours dans les pays voisins (sous forme de billets, pas en pièces).

Alors, que l'on adopte le franc CFA ou pas, pour les populations pauvres rien ne changera vraiment. Elles sont toujours les victimes de l'impérialisme. C'est lui, c'est son système qui provoque l'appauvrissement pour les uns, la richesse pour les autres. C'est lui qui provoque le sous-développement de certains pays, alors que d'autres s'enrichissent. »

## TCHAD Toujours dans l'impasse

Le même numéro du *Pouvoir aux travailleurs* fait le point de la situation au Tchad :

« Depuis l'intervention militaire française au Tchad en août dernier, pour soutenir le régime du dictateur Habré menacé par une opposition armée, les problèmes sont loin d'être résolus.

Au nord du Tchad, la ligne rouge établie par l'armée française pour empêcher l'armée du GUNT de Goukouni, soutenue activement par la Libye, de prendre militairement N'Djamena n'a pas mis fin aux combats. Certes le GUNT, pour le moment, ne s'est pas directement attaqué à l'armée française — il la considère comme une armée de la « paix » — mais la contourne pour attaquer les positions gouvernementales en-deçà de la ligne rouge.

Ainsi les populations du nord (Borkou-Ennedi-Tibesti) vivent toujours dans la peur et l'insécurité entretenues par les bandes rivales. Ces populations perpétuellement menacées, harcelées, fuient de plus en plus cette zone de combat pour se réfugier au Soudan ou en Libye ; d'autres

prennent la direction du sud du pays.

Mais au sud également le mécontentement de la population gronde partout. A cause des humiliations et des exactions des FAN, qui incendient les cases, violent les femmes et qui s'emparent des biens d'autrui par la force des kalachnikov, certains habitants révoltés prennent le maquis. Parmi ceux-là, certains se réclament du GUNT, qui les alimente en armes et munitions ; d'autres opèrent pour leur propre compte. Tous se baptisent commandos ou « codos ».

Les « Codos rouges » élisent domicile à Danamadji et Moissala (Moyen-Chari), contrôlant cette région et les axes routiers. Les « Codos verts » s'installent à Laï et Doba (Tandjilé et Logone oriental). Les « Cocotiers » ouvrent un front à Bongor dans le Mayo-Kebbi. Les « Commandos d'Espoir » harcellent les positions gouvernementales à Moundou et dans les environs.

Le gouvernement central, dès l'existence de ces fronts, a d'abord commencé par les combattre militairement. Puis, se sentant incapable d'en venir à bout, il a négocié.

C'est ainsi que le ministre de l'Agriculture, un vieux politicien bien connu dans le Sud, a eu à négocier, en janvier dernier, avec les « Codos rouges ». Début mai, c'est au tour du ministre de la Santé de signer, à Laï, un « document de paix » avec les représentants des « Cocotiers » et des « Codos verts ». Suite à ces différentes négociations, il y eut différents ralliements, surtout des chefs des commandos attirés par l'appât de l'argent difficile à gagner en cette situation de guerre.

Mais cela n'a pas empêché les enlèvements des combattants FAN, les attaques des QG, les embuscades tendues aux patrouilles gouvernementales, etc.

Il semble aujourd'hui que le refus plus ou moins voilé des troupes françaises d'aider Habré, par leur participation



Militaires français « formant » un soldat du FAN

active, à reprendre les villes perdues (notamment Faya-Largeau) et de réduire l'influence des commandos dans le sud du pays laisse sans perspective les dirigeants FAN au pouvoir. Ce régime ne tient que grâce à l'armée française et son influence réelle ne semble pas dépasser les portes de la capitale.

Le gouvernement français

connaît bien cette situation et essaie de pousser son protégé Habré à la négociation. Mais cette négociation piètine. C'est toujours l'impasse.

Alors, force est de constater que l'intervention militaire française n'a pas résolu le problème tchadien. Son soutien au dictateur Habré n'a fait qu'aggraver les choses. »



# SOUSCRIPTION

## Aidez-nous à faire entendre la voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite

### Soutenez financièrement la campagne de LUTTE OUVRIÈRE

#### LIMOGES

Paulette, aide-soignante, 100. Jean-Jacques, 10. Thierry, chômeur, 10. Alain, 10. M. et Mme Baron, chômeurs, 30. Un cheminot, 50. J.-Yves, 12. Pour que M. puisse s'exprimer, 18. Vive Arlette, 10. Lelong, 50. Soleihovoy, 24. Nicole, 10. Marc et Marie, 86. Daniel, 20. Bernard, 30. Granet J.-M., 100. Annie, 20. Josette Chadelaud, 100. Retraité, 10. Agriculteur, 10. M. Roche Henry, 10. Nicole et J. Jacques, 10. M. Christine Brillat, 10. Un jeune ébéniste, 10. Thomas, 15. Prevort, 13. Soulié, 15. Chanon, 7. Anonyme, 10. M. X, 10. M. Dijoux, 20. Anonyme, 50. Anonyme, 10. Mme Meumege, 14. Anonyme, 100. Anonyme, 50. Mme Parot, 30. Corinne, 15. Un éboueur, 20. Sympathisant, 200. Sympathisants, 30. Une agricultrice sympathisante, 30. Une employée Sécu, 20. Une institutrice, 30. Etudiant, 25. Etudiante, 44. Stagiaire FPA, 50. Blanchard, 20. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Puygrenier, 30. Employé RVI, 30. Un chauffeur routier, 200. E. Bournaud, 1500 F. Anonyme, 10. Buffet, 20. Lacou, 10. Cheminot, 10. Sauzet, 20. Faure, 10. Sernam, 10. Anne-Laure Blanchard, 20. Géraudie, retraité, 10. Soutiens, 10. Lozach Josiane, 20. Bodiot Jean-Pierre, 50. Lachenaud J., 10. Moulin, 10. Un ami, 10. Une St-Juniaide, 10. Mme Senelas, 10. Couty Marguerite, 50. Michel, 50. Chantal, 50. Chorques Eddie, 50. Christian, 20. Didier, 20. Francis, 10. Un cheminot, 10. Soarès, 10. Thomas F., 10. Rugout, agriculteur, 10. Ouvrier porcelaine, 20. Ouvrier porcelaine, 10. Ouvrière Legrand, 10. Deux retraités, 10. Une secrétaire, 20. Jean-Louis, eiseignant, 50. Artisan, 50. Un retraité, 10. Un communiste qui vous apprécie, 20. Robert, 40. Un ouvrier frigoriste, 200. Une employée d'assurance, 50. Anonyme, 200.

#### CHS ESQUIROL LIMOGES

Jean-Luc, 20. Peuch, 10. Jeanine, 15. Charbonnier, 20. Une infirmière, 20. Micheline, 50. Fredo, 30.

#### DIVERS BOURGES

Michèle, 400. Institutrice, 200. J.-P., 100. Française, 20. Fauchette, 30. Hôpital : Pour que règne la démocratie, une infirmière, 50. Une aide-soignante, 20. Collecte Hôtel Dieu, 355,25. Collecte Hôpital Général, 121,15. Soutien, 3,60.

#### MOSELLE

Salet, 200. Salet, 50. Farinotti, 10. Thony, 5. Pelala, 10. Fialet, 15. Zivelonghi, 5. Bianrue, 10. Bonradio, 10. Bonaddio, 15. Moussaoui, 10. Herzog, 20. Dos Santos, 7,30. Lagrange, 10. Alfano, 5,70. Pereira, 5. Crast, 10. Hachete, 5. Anonyme, 16. Anonyme, 10. Zappimulso, 5. Antessi, 5. Mudler Danielle, 15. Anonyme, 10. De Oliveira, 10. Dewew, 20. Batize, 10. Gefreney, 10. Delgado, 9.

#### SACILOR - ACIERIE DE GANDRANGE

Bourgeois, 50. Chahidat, 50. Valéri, 20. Miko, 20. Niclout, 20. Thonon, 25. Fiorelini, 20. Anonyme, pontier, 10. Rimer, pontier, 11. Jose, Bassin de C., 10. Bassin de C. : Gérard, 20. Schoum, 20. Eric, 10. Raymond, 10. Leandre, 30. Gilbert, 22. Smaen, 10. Carmelo, 20. Gérard, 20. Patrice, 11. Miller, 10. Cristobal, 10. Gaby, 10. Lucien, 10. Martial, agent de maîtrise, 10. Pontiers : Daniel, 10. Anonyme, 10. Jean-Claude, 40. Léo, 10. Gérard, 30. Michel, 30. Jean, 20. Georges, 10. Joseph, 10. Joël, 10. Monafik, 20. Seraphin, 10. Jackie, 10. Roland, 10. Marcel, 20. Pierre, 10. Maçons : X, 20. Brahim, 10. Tarihi, 10. Aime, 15. Christian, 20. Abdelkader, 50. Carmelo, 10. Bœuf, 15. Fodia, 10. Viallet, 30. Emile, 20. Patrice, 30. Roland, 30. Buneck, 10. Barthel, 12. Joseph, 30. Maurice, 20. Bruno, 10. Giovanni, fondeur, 20. Manuel, garde-vestiaire, 10. Angelo, fondeur, 10. Roger, fondeur, 10. Beno, pocheur, 10. Dominique, pontier, 20. Urbain, pocheur, 10. Gilles, pocheur, 15.

André, pocheur, 10. Paul, pocheur, 30. Daniel, pocheur, 20. Jean-Yves, pocheur, 20. Henri, garde-vestiaire, 10. Lopez, garde-vestiaire, 10. Ould, secteur ferraille, 30. Jean-Michel, élaboration, 20. X, contremaître, 10. X, contremaître, 10. Anonyme, chef de poste, 20. Anonyme, agent de maîtrise, 10. Anonyme, agent de maîtrise, 10. Anonyme, agent de maîtrise, 10. Anonyme, agent de maîtrise, 10. Jean, fondeur, 20. François, contremaître, 30. Anonyme, agent de maîtrise, 30. Félix, la retraite à 50 ans, 10. Anonyme, marché de Rombas, 10. Kosiak, la retraite, 10. Max, fondeur, 10. Denis, fondeur, 10. André, ETIP, 10. Chérif, transport, 20. Daniel, contremaître, 50. Services généraux : Gaston, 30. Jean, 20. Anonyme, contremaître, 20. Roger, contremaître, 20. Georges, bassin 20. Olivier, fondeur, 20. Liliane, 50. Transport : Jean-Pierre, 30. Dominique, 20. Bonchaibe, 20. Chérif, 20. Stanislas, 30. Popaul, pontier, 30.

Collecte portier Sacilor Gandrange : 235 personnes, 1 132 F. Reuter, 50. Janosch, 50. Druot, 10. Bianconi, 80. Leninger, 10. Loument (?), 10 F. UN travailleur, 10. Ferrar, 10. Cofrier, 20. Zehan, 10. Guth, 10. Crippa, 10. Mehieri, 5. Bolli, 20 F. UN retraité de la métallurgie, 50.

#### NANCY

Par soutien pour Arlette Laguiller, 10. Heillette Geneviève, 200. Un retraité, 15. Heillette M.R. et R., 80. Sylviana Reda, 300. Ma maman, 40. Marie, 110. Mme Duplex, 250. Anonyme, 6. Isabelle, 100. Gis\*LE, 50. Michelle, 50.

#### NEUVES-MAISONS

Salab Bouras, 20. François Ribault, 10. Francis Contal, 30. Claude Llaïsse, 15. Christian Saccomandi, 20. Jean-Claude Belot, 30. Gilles Cheminais, 20. Bruno Di Carlo, 20. Jean-Pierre Reigner, 20. Lionel Flandrin, 20. Joël Astier, 30. Gérard Pichot, 20.

#### CHU BRABOIS NANCY

Collecte 308. Anonyme, 50. Anonyme, 10. Soutien d'une vieille retraitée, 4. Eliane, 10. Monique, 20. Amelon, 50. Jean-Luc, 50. Anonyme, 10. Anne-Marie Contamine, 30. Française Claudot, 50. Anonyme, 14. Une retraitée de Pompey, 20. G. Duez, 10. Raymond, un sympathisant, 100. Y.J.M.M., Rouen, 100.

#### ABEILLE-PAIX

Aline, 100. Serge, 200. Alain, 50.

#### MERIEL (Val D'Oise)

C. Chemin, 30. B. Vincent, 30. Un appelé au S.N. (T.L.), 200. Audouy François et M. Pierre, 100. Thibault des PTT, 150. Anonyme, 10 F. Firmin, 30. Popol, 30. Prophécy, 20. Simone, 50. Patrick, 10. Thierry, 50.

#### CENTRE DE TRI MONT-PARNASSE

Jean-Pierre Lecesne, 100. Leclercq, 10. Guérin, 10. Corre, 5. Loubet, 50. Soyex, 50. Roudot, 150. Lazeri, 20. Bousquet, 50. Gournand, 10.

#### PTT AUSTERLIZ

Jean-Louis, 30. Employé PTT, 150. Bernard, 20. Nono, 120.

#### LEP SAINT-DENIS

Liliane Bao, 200. Véro, 150. Nadine, 100. Marianne, 100.

#### CRETEIL

Un ancien d'Usinor, 10. Dany, 10. Ancien militant sympathisant, 10. Chômeur, 10. Eric, 15. Un écologiste, 10. Fabienne, 10. Une lycéenne, 10. Un sympathisant, 10. Pour la vérité, 10. Une sympathisante, 10. Soutien LO : 10 F

#### REGION PARISIENNE

Tourni, 50. Dominique Cochin, 100. Flo-

rence, 50. Veronika, 50. Etienne C., 100. Thierry, 200. P.K., 30. Madeleine, 10. Une sympathisante, 200. Hoffmann, 30. Une camarade, 100. Un autre, 10. Papon, 10. Graviillon, 15. Elkabachi, 10. Bris, 10. Francine, 50. Un étudiant, 200. Ali (normalien), 100. Pierre, 500. Colette, 50. Norbert, 100. Camille, 100. Francis Belmonte, 88. S., 500. George, 15. Alfredo, 60. Rodrigues, 30. Yvette, 20. M.J.C., 50. Catherine, 100. S., 500. Française, 50. Marcelle, 10. Jean-Christophe, 10. Julia Noël, 50. Patrick, 20. Joyeux, 50. Fernandez, 16, 10. Michèle, 100. Parents, 150. En porte à porte à Ivry, 15. Mme Voutaz, 30. Selmani, 15. David, 20. Pour l'expression révolutionnaire, 300. Anonyme, 100. Richard, 50. Claire B., 50. M. Hélène, 25. Sylvie L., 25. Locataire HLM, 5. Marcelle et Roger, 200. Chouky, 20. Jean-Claude, 44. Didier, 100. Serge, 100. Maria, 100. Tseu, 17. Sympathisant P.C., 30. Laurence, 30. R. Reznark, 11. Didier, 62. Torres, 50. Anonyme, 30. Mazières, 50. Dons anonymes, 20,30. Pierre Klanger, 500. Gérard, 20. Paul, 50.

#### MULHOUSE

4 anonymes, 55. Mme Curty, 20. Ouvrier Cernay, 20. Ouvrier Peugeot, 20. Paysagiste, 10. De Bessa, 15. Emile, 30. Lola, 116. Hélène, 5. Syndicaliste CGT, 30. Ouvrier Peugeot, 25. Sympathisant PC, 50. François, 15. Geneviève, 10. Anonymes, 14. Ouvrier Peugeot, 4. Ouvrier Peugeot, 10. Ouvrier Peugeot, 14. Ouvrier Peugeot, 15. Ouvrier Peugeot, 15. Couple Peugeot, 80. Norbert, 50. Stagiaire, 100. Sympathisant, 200. Mineur retraité, 20. Mineur, 19.

#### BESANÇON

Rofev, 100. Pasturel, 100. Marocain, 50. Carlot Maurice, 50. Patrick, ouvrier, 15. Chacha, 10. Soutien, 10. Tronciosa, 10. Humbert, employée, 10. Un retraité, 50. Une institutrice sympathisante, 50. Soutien, 14. Anne-Marie Asset, 20. Sanchez-Martinez Christiane AS, 20. Une commerçante, 50. Léonie, 10. Maman, 30. Une infirmière, 40. Jocelyne, 70. Annie, 100. Lagrange, 20. Créatin Paul, 10. Des ouvriers, 10. Une dame, 20. Jeune fille, 10. Un ouvrier, 10. Jojo, 10. Le diable, 5. Un sympathisant, 55. Joël, 50. Yoyo, 40. Claude, prof Bethoncourt, 40. Abdou, enseignant Bethoncourt, 25. Michèle, M.A. Bethoncourt, 20. Jean-Marie, 50. Lili, 20. Annie, 16. Ghislaine, 50. Alain et Monique, 150. Patricia, 30.

#### ALSTHOM-BELFORT

Françoise, 30. Une ouvrière, 20. Philippe, 50. Dubois Michel, 5. Canard Louise (retraitée), 50. Lemosy Claude, 25. Mouglin Michel, 10. Kloetsen Patrick, 20. Charniquet Jacques, 20. Cayot Yves, 20. Burgy Christian, 5. Tributout Philippe, 30. Sergent, 10. Zizi, 5. J.-Marc Deichelboher, 50. D.J., 20. Bebert, 10. Toubi, 5. Soutien, 10. Un travailleur, 10. J.-Paul, 80. Hoffmann J.L., 30. Brigitte, 30.

#### HÔPITAL BELFORT

Corinne, 50. Formet, 20. Cordier, 10. Arlette, 30. Joëlle, 50. Bernard, 20.

#### BELFORT

Bœhm Jacqueline, 50. Pascale Kerebel, 50. Un facteur, 20. Reynaud C., 10. Un cheminot retraité, 10. Un artisan sympathisant en colère, 200. Daniel, 10. Servais Raymond, 20. Tanguy Mercier, 200. Nicole Bietry, 200. Marie-José, 10. Soutien, 37. François Bernard, 50. Bonnard René, 100. Marie Remond, 20. Meister Jacky, 100. Zabaille Abed, 20. Djeridi Amar, 10. Guideman, 10. Mervellet, 15. Jucconi, 20. Andrée, 100.

#### STRASBOURG

Bardot, 50. Diez, 100. Criqui Albert, 100. Romero Aimé, 20. Vaultot, 15. Un anonyme, 5. Au drapeau rouge, 372. Roland, opérateur à General Motors, 50. René, opérateur à GM, 20. Serge Minges, 100. 4 soutiens, 34.

#### STRAFOR (STRASBOURG)

De Souza, 30. Soudeur, 20. Cariste, 20. Christiane, 20.

#### DIVERS

Boenapfel, 20. Simon JS, 20. Fernand, 20. Un ouvrier travaillant en Allemagne, 10. Un gars du PS, 20. Roméro et Juliette, 100. Eric, étudiant, 70. Etudiant fauché, 20. Huss, 15.

#### LYON

Josserand Joël, 40. Chassaing Basset, 10. Bruas, 10. Prades, 10. Ramos Christine, 10. Soltane Nadia, 10. Ferte Chrystelle, 10. Henri, 50. J. Marc, 50. Anonyme, 10. Bancillon, 30. Terrier, 30. Lescuyer, 10. Un anarchiste, 10. Une retraitée, 10. Un travailleur, 10. Un travailleur, 20. Une travailleuse, 5. Gonnot, 25. Vernay, 10. Brechet, 50. Wattel, 20. Duzet, 40. Papez, 50. Jean Noël, 210. Anonyme, 25. Galan, 94. Maurin, 5. Deschamps, 20. Macias Guy, 10. Sympathisante, 40. Fantin, 5. Nathan, 50. Michèle, 50. Sabatie, 10. Joly, 20. Boivin, 52. Vuillemoz, 20. Anonyme, 10. Anonyme, 50. Bressat, 20. Marie-Hélène, 30. Sympathisante, 10. Manceau, 10. M. Beaudreau, 40. Christian, 20. Girelli, 10. Alanso, 10. Juju, 20. Daniel, 20. Monique, 20. E. Roux, 150. Michelle, 100. Acheteur, 20. Soutien, 20. Chariffe, 100. Keller, 10. N'Guyen, 10. Coronel Fabienne, 100. Soutien, 10. Nurit Arlette, 70. Grobel, 30. Anonyme, 24. Mme Michalet, 100. Sylvie B., 20. Melis Pascale, 30. Une sympathisante, 10. Simonetta M., 10. Ramos Christine, 10. Isabelle (Vaulx-en-Velin), 30. Soutien, 10. Une mère de famille, 10. Mme Dussapt, 10. Mme Bourrega, mère de famille, 10. Penin C., 20. Un OS, TCL, pour le respect de la démocratie, 20. Anonymes, 35. Gascon, 5. Baub, 40. Carre, 20. Didier Chamagne, 10. Didier Quilichini, 40. Brigitte Perrin, 150. Mariette, 10. Dehan, 14. Soutien, 18. Hervé Chetelat, 200. Anonyme PEGC Pierre Bénite, 50. Enseignante Oullins, 50. F. Jacquin, 50. C. Mounier, 50. Magalhaes, 10. Paisley Roland, 30. Loyet C., 20. Chalet de Lyon, 20. Kung, 10. Haimali, 5. Une infirmière psy, 150. Infirmière psy, 50. Secrétaire, 20. Un employé municipal, 300. Mme Bel, 10. Soutien Videocolor, 14.

#### HÔTEL-DIEU (LYON)

Ruiz, 12. Nelly, 30. Deux sympathisants, 25. Madeleine, 50. Française, 50. Colette, 100.

#### HÔTEL DES POSTES (LYON)

Bernard, 50. Yannick, 30. Denise, 20.

#### LYCÉE JEAN PERRIN (LYON)

Aro R., 15. AMG, 20. Lobo, 10. Florence N., 10. Florence B., 10. Joëlle T., 10. Pascale H., 10. Monique L., 30. Valérie Thomasson, 50. Copine TA, 10. De Stephano, 20. Ben Bakir, 10. Bouchet, 50.

#### RVI VENISSIEUX

Un ouvrier, 10. Burbat, 10. Un ouvrier, 10. Combe, 10. Milka, 10. Paris, 10. Un ouvrier, 10. Benchetut Yves, 10. Une ouvrière, 10. Vidot, 20. Genin, 100. Da Silva, 50. Grandin, 10. Kiffer, 10. Dubecco Nicole, 30. Outin, 30. Zabar, 50.

#### FAC LYON

Béatrice et Claude « Pour la révolution et qu'Arlette reste pure », 50. Abengozar, 12,50. Michel Morin « un ex-compagnon qui lutte pour le peuple chilien », 10,50. Anonymes, 51. Daniel Moynat, 5. Martine Buiatier, 30. Béatrice Valloire, 15. Isabelle Licaine, 50. Geneviève, 10. Laurent Mozzo, 30.

#### JEUMONT SCHNEIDER (LYON)

J.C., 10. Christian, 30. Sympathisant, 10. Jean-Marc, 30. Collègue, 10. Joël, 10. Michel, 20. Dubois, 15. Valentin, 20. Lacuche, 10. Gérard, 5. Un Espagnol, 10. Thomas, 5. L'artiste, 10. Giorgio, 20. Saunerie, 2. Ferigno, 10. Dugommier, 10. Gisergue, 10. Faidi, 10. Prosper, 10. Arnold, 10. Anonyme, 10. Ouvrier, 5. Sago, 10. Alain, 10. Jean-Pierre, 20. Pour Arlette, 10. Pour les 35 heures, 10. Claudius, 20. Reynaud, 5.

#### ALSTHOM-ATLANTIQUE (VILLEURBANNE)

Soudeur, 10. Roberto, 10. Marcel, 10. Alain C., 60. Collecte Alsthom, 877,60. Deux anonymes, 22.

#### DELLE ALSTHOM

Frédéric, 100. Marie, 50. Une retraitée, 20. Lamblot, 10. Copain, 20. Ben, 10. Veuillet, 7. Sympathisant, 5.

#### CRÉDIT LYONNAIS RILLIEUX

Sympathisante, 50. Employée, 10. Employée, 10. Employée, 10. Employée, 20. Collecte Crédit Lyonnais, 122.

#### HÔPITAL EDOUARD HERRIOT (LYON)

Françoise, 20. Monique, 20. Christine, 15. Maria, 20. Josette, 20. Syndicaliste FO, 20. Aide-hôtelière, 30. Yvette, 30.

#### LYON

Retraîtée enseignante, 300. Retraîtée artisanale, 200. Un travailleur Uguine Kuhlmann, 150. Sympathisant, 20. Sympathisant, 20. Salia, 30. Odette G., 40. Guttaz M., 20. Vigier Hélène, 10. Chabrier, 10. Capello, 3. Lonoubaribi, 10. Ferte Chrystelle, 10. Vignar J.P., 10. Anonyme, 20. Pour la démocratie, 10. Une copine enseignante, 50.

#### VALENCE

Mme Gomez, 10. Terrasse, 10. Une sympathisante, 100.

#### TOULOUSE

Marie, 20. Collecte PTT RP (11 personnes), 68. Agent SNCF, 100. Mécanicien Montauban, 50. Retraité, 50.

#### THOMSON (TOULOUSE)

Technicien, 100. Technicien CIMS, 20. Ouvriers DET, 20, 10, 30, 10, 10. Ouvrier CIMS, 30. Prince, DET, 100. Baron, DET, 50. M.M., employée DET, 50. Collecte Thomson DSP, 150.

#### RHÔNE-POULENC (PONT-DE-CLAIX)

Laurent, 20. Marie, 20. Yvon, 20. X, 50. X, 10. X, 10. X, 20. X, 10. X, 20. X, 20. Merlin, 20. Portolès, 20. Vincent, 10.

#### GRENOBLE

Hemming, 4. Claudine (pl. Grenette), 20. Isabelle (La Luire), 10. Ambrosiano Nada (La Luire), 15. Candela (La Luire), 3,50. Mado, 11. Barraud, 10. Luc et Brigitte, 50. Jacques, Pont-de-Claix, 50. Lolo, Pont-de-Claix, 10. Siméon RPCB, 40. Jacques, 20. Vidal, 11. Un vagabond, 20. Anonyme, 10. Anonyme, 30. Collecte Atochem Cezys Jarrie, 70. donneurs, 426. Soutien amical, 50. Nichilo, 10. Un fonctionnaire, 40. Un « libéral », 30. Pont-de-Claix, 10. Villeneuve, 10. Villeneuve, 20. Gap, 50. Villeneuve, 25. Vizille, 10. Guichard, 20. Immigré chômeur, 10. Enseignant, 10. Dassonville, 20. Ramanick, 15. Raoux, 20.

#### GRENOBLE

Biarez, 30. Gasp, 50. Etudiant, 50. Ouvrier, 50. Etudiante, 50. Ingénieur, 50. Etudiante, 20. Etudiant, 50. Lefebvre, 10. Seibert, 10. Un cheminot, 5. Feigenbaum, 10. Girodon, 210. Contrôleur SNCF Chambéry, 100. Simon, 10. Une enseignante de Mounier, 100.

#### MARSEILLE

Mme Gautier, 15. Acroute Brigitte, 10. Un gars, 50. Une sympathisante, 5. Une sympathisante, 10. Un gars, 4. Un retraité de 79 ans, 10. Une femme, 10. Un travailleur, 10. Francis Martigues, 34. Sympathisante Martigues, 20. Anonyme, 10. Colo, 10. Anonyme, 4. Anonyme, 10. Roche Française, 150. Michel, PTT, 50. Elisabeth Clémence, 40. Odette, enseignante, 760.

#### GRENOBLE-CHAMBERY

Jacques, 50. Un retraité, 6. Christian Holz, 15. Roger Raby, 20. Un ouvrier d'ATO, 30. Claude Roland, 50. Ihadjadene, 50. Janin, 20. Borel, 5. Gontran, LCR, 50. Chambéry, 20. Collecte SNCF, 52. Joseph, 300. Sympathisant, 32.

#### GRENOBLE

Khouda, 20. Iruela, 20. Kamm, 50. Serge, 10. Leriche, 10. Barrère, 10. Ricardone, 10. Marie-Thé, sympathisante, 30. Marie-Jo, sympathisante, 200. Bailly, 33. Blasco, 25. Française, 40. Monnier, 20. Un hospitalier, 40. Berlingard, 10. Une lectrice, 16. Fontaine, 10. Soutien, 6.

#### LYON

Béatrice, URSSAF Lyon, 500. Villefranche : Patrick, 20. Didier, nouveau chômeur, 100. Roberi, 50. Li, 100. Devaud, 75.

#### CAEN

Marie Jean-Claude, 10. Younes Saloma, 5. H.N., 5. S.Z., 10. Gunther Michel, 10. Les ex-TB2, 10. Briand, 10. Mme Traoré, 5. Aubert Cl., 10. Délégué syndical, 15. Chirou, 10. Simier, 10. Blondeau, 5. Grasien, 10. Française, 15. Un étudiant, 10. Loit Fabienne, 10.

#### RENAULT CLÉON

Dumesnil Jackie, 10. Ali, 25. José, 10. Xavier, 10. Guy, 10. Marc, 10. Hamid, 10. Gilbert, 10. Beulle Jacques, 10. Christian, 10. Louis, 10. Simon, 15. Bouhall, 10. Jean-Michel, 50. Menu, 5. Sy, 5. Alain Fessard, 10. Eric, 5.

#### ROUEN

Primaut Elisabeth, 200. Dannebey, 10. Malbec Jean-Claude, 10. Bismuth Francine, 10. Prévost Carole, 10. Quesnel Catherine, 15. Mme Lorthiors, 10. Sabatié Lucien, 10. Philippe, 10. Guedj Agnès, 10. Guedj Catherine, 10. Trancart Jean-Paul, 20. Blanckaert Sylvie, 20.

#### LE HAVRE

Durel, 14. Hubschwerlin, 27. Morvan, 20. Leclair, élève-infirmier, 60. Saout, sténodactylo, 20. Ouvrier Renault Sandouville, 10. Enseignante Danièle, 50. Employé de la mairie, 100. Employé CFR, 20. Enseignant Brand, 50. Enseignante Française, 30. Enseignant Pasteur, 100. Enseignant



## RENAULT CKD

François, 10. Michel, 30. Daniel, 10. René, 10. Dominique, 10. Henry, 10. Claude, 10. Rémy, 10. Algérien, 10. Un étudiant, 10. Manuel, étudiant, 10. Fichou Maryvonne, 4. Jonquais Pierre, 6. Brisset Pascal, 6. Armin, 15. Manuel Guégan, 5. Etudiant, 10. Collecte meeting Arlette, 710.

## NANTES

Daniel et Alain, 30. Sympathisant, 1.000. Dominique, 10. Hélène, 50. Armelle, 50. Nadine, institutrice, 100. Houssais J. François, 20. Mme Pétaux, 10. Mme Fieyre, 30. Phil, 50. Prospection Bout des Landes, 120. Hélène, 25. Pierrick, 30. Gilbert et Monique, 300. Institutrice, 20. Eric, 100. Marc, 4.

## SAINT-NAZAIRE

Un artisan peintre, 50. Une mère au foyer, 20. Un ouvrier du bâtiment, 20. Une mère au foyer, 20.

## RENNES

Gwen, 30. Agnès, 30. Maman retraitée, 100. Une copine, 500. Pour Arlette, 400. Raymonde, retraitée, 50. Sympathisante PS, 30. Sympathisante PC, 50. Une sympathisante PS déçue, 50. Une employée, 500. Quartier du Landrel : soutien, 50. Mères de famille, 40. Une élève-infirmière, 80. Une institutrice, 100. Guerlais, 50. Evain pas satisfaite du gouvernement qui se dit de gauche, 10. Godave Chantal, 5. Sympathisant, 50. Annick, 10. Lehmann, 20. Tézenas, 40. Guylène, étudiante, 50. Hakim, étudiant, 50. Mohamed, étudiant, 10. Hassen, étudiant, 10. Sahib, étudiant, 10. Bajgar, étudiant, 10. Christine, étudiante, 10. Une chômeuse, 10. Une femme de ménage, 30. Une collègue, 10. Annick, 50. Une copine, 100. Une collègue, 50. Jean-Paul, 94. Maryse, 20. Une collègue, 15. Lourdaïs Angèle, 50. Anière Raymond, 30. Bouvet J.-Claude, 30. Pirot Philippe, 50. Ménard Jules, 50. Dufour Pierre, 10. Françoise, 50. Didier, 100. Le Du, 100. Guillevic Sylvie, 40. Richard, 20. Aubert Georges, 5. Guillemer, Maryse, 100. Richard Ph., 100. Lamour J.P., 200. Chantal, 20. Lépine Marie-Line, 50. Besnard Robert et Mauduit Françoise, 50. Thomson Rennes, 30.

## SAINT-ETIENNE

Un chômeur, 10. Un retraité de gauche, 6. Savel, 5. Mme Detève, 10. M. Picca, 10. Le Boité, 20. Cannarieto, 22. Soutien, 5. Une enseignante, 20. Incognito, 10. Erik, routier sympathique, 5. Un pré-retraité de Creusot-Loire, 50. Un militant, 5.

## SAINT-ETIENNE

Ito, 500. Une ménagère, 10.

## SAINT-CHAMOND

Un « journaliste » fauché, 20. Un couple, 15. Maurice, sympathisant, 500. Une ménagère de St-Chamond, 50.

## BOUCHES-DU-RHÔNE

« Ces grands couillons » compagnons du Garlaban, 200.

## BORDEAUX

Un socialiste, 20. Galany, 10. Un jeune Algérien, 10. Landais (Hôpital Sud), 50. Un chômeur de plus, 40. Employé du Crédit Lyonnais, 50. Un ancien de Silvalac, 50. Un grand-père, 200. Casteran Jean, 15. Gourgues Jean, 15. Gémegem J.M., 50. Deux standardistes aux revenus modestes, 20. Jakubin Elisabeth, 20. Marie-Hélène, 10. Annie Delage, 50. Jacques, 20. Sanchez Mathias, 30. Charras Joëlle, 20. Cerou Gilbert, 20. Verdier Jean-Paul, 22,50. Tronche M.C., 60. Elisabeth, 30. Corinne, 20. Joëlle, 10. M. et Mme Audouin, 50. Chantal Martinez, 50. Pierre et Myriam, 100. Dany Mahroug, 50. Retraité, 10. Patrice, 100.

## CRAMA BORDEAUX

Mme Colas (SAFT), 50. Daniel, 100. Chaiassac, 50. Monique (grand parc), 50. Alain Delarue, 10.

## ANGOULÊME

Jean-Marc, 200. S.F. Lacombe, 300. Maryline, 100. Françoise, 100. Corinne, 100. Odette, 200. J.P. et M.A., 100. Thierry, 200. Jacky, 10. Delage, 10. Philippe et Pascaline, 15. Françoise, 200. J.-Luc, 50. Mlle Rivière, 15. Une sympathisante d'immeuble, 100.

LEROY-SOMER : Un travailleur, 10. Un travailleur, 10. Un travailleur, 15. Un travailleur, 10. Un travailleur, 30. Un travailleur, 50. Un travailleur, 10. Un travailleur, 15. Un travailleur, 20. Un travailleur, 10. Un travailleur, 20. Un travailleur, 50. Un travailleur, 20. Patrick Demoncheux, 20. Un travailleur de la ville d'Angoulême, 50. Une locataire de Soyex, 15. Collecte aux portes de Chaignaud, 52 personnes, 188.

CHAIGNAUD : Un travailleur, 50. Un travailleur, 40. Boeuf, retraitée, 20. Robert, 10. Chômeur de la Rochefouchault, 10. Laurence, 100. Francis, 20. François, 50. Jean-Pierre, 20. Voisin, 50. Dominique, 50. Enseignante, 20. Mère, 500.

## COGNAC

Richard, 100. Ahmed, 50. Annie, 20.

## BORDEAUX AMBARES

Maryline, 50.

## ANGOULÊME

Un ouvrier de l'Ecan, 15. Une ménagère, 10. Un gestionnaire CES, 20. Un voisin C9, 20. Une voisine C10, 10. Un syndicaliste, C10, 20. Mireille, C10, 50. Jacques C9, 50. Mme Raymond C9, 10. M. Baruband C9, 20. Prat, 30. Ratou, 20. Robert et Lise, 50.

## RHÔNE-POULENC PONT-DE-CLAIX

Salesses, 50. Renault, 20. Un Uru-guayen, 30. X, 10. Pezzani, 20. Peirolo, 20. Lathou, 50. Pulttrone, 15. X, 10. Fra-chiolla, 20. Gougeat, 17,50.

## DIVERS BORDEAUX

Un sympathisant Dassault, 100.

## DUNKERQUE

Mestdagh Michel (soutien à LO pour les élections européennes), 200. Un chômeur, 20. Sidérurgiste Usinor, 50. Guy, 50. Antoine CK, 10. Michel, 50. Un sympathisant, 10.

## TOURCOING

Martine Carlier, 50. Christiane Vandenbussche, 50. Gérard Lefebvre, 50. Alias « Louise Michel », 100.

## LILLE

Malika, 100. Ma mère, 50. Nafissa, 100. Chriss, 20. Fabien Cecomarini, 20. Corinne, 20. Sabine, 30. Un inconditionnel, 100. Anonyme, 10. Don du syndicat d'initiative, 10. Jean-Luc, 100. Seita, 30. Dassonville Monique, 50.

## ROUBAIX-TOURCOING

Une retraitée du bâtiment, 20. Lainière de Roubaix : Camart, 20. Un ouvrier, 20. Un étudiant algérien, 10. Saint-André : Cabizat, une vieille dame qui aime bien Arlette, 7. Demarly, 50. Brigitte, 40. Irène, 4. Bruno, 4. Mauricette, 57. Une institutrice, 50. Mécanicien, 20. Chômeur ouvrier, 30. Une cadre à la Redoute, 100. Une employée, 10. Un rentier (!), 10. Une employée comptable, 10. Un militant LCR, 30. El Bouah Zohra, 13.

## LEVER HAUBOURDIN

Philippe, intérimaire, 20. Jean-Luc, intérimaire, 20. Arthur Citerne (de la grande salle), 20. Bruno (baril), 25. Béatrice, 25. Philippe (grande salle), 20. Claude Dhe-din (PC et CGT), 10. Irène, 10. Redoute martinienne : Denis et Fabienne, 50. Collecte LEVER, 290. Didi, 30. Corinne, 50. Yvonne, 50.

## LILLE

Didier, assistant social, 50. Pierre, animateur, 50. Marie-Agnès, assistante sociale, 50. Martine, secrétaire, 50. Elisabeth, enseignante Lille, 70.

## LILLE - MASSEY-FERGUSON

Un ouvrier, 20. Dominique Wailly, 100. Jean-Marc, ouvrier, 20. André, ouvrier, 20. André, fraiseur, 20. Maurice, technicien d'atelier, 30. Georges, ajusteur, 20. Maurice, ajusteur, 20. Serge, ajusteur, 20. Gérard, rectifieur, 10. Michel, ajusteur, 20. Diallo, assembleur, 30. Wit, assembleur, 10. Eddy, assembleur, 20. Henri Szulte, perceur, 20. Mario, 20. Zuzu, régleur, 10. Daniel, tourneur, 20. Serge, tourneur, 20. Claude, tourneur, 20. Michel, ajusteur, 20. Daniel, ajusteur, 20. Henri, assembleur, 10. Paul, ajusteur, 10. Usine 1 : Yves, soudeur, 5. Claude, soudeur, 50. Mario, soudeur, 20. Sao, soudeur, 10. Pascal, soudeur, 10. Bernard, 10. Stéphane 10. Stéphane, 10. Patrick, 10. Ahmed, 20. Jean-Marc, 20. André, magasin, 10. Fichelle, 10. Terrier, 10. Claude, 10. Louis, 10. Serge, commerçant, 10. Michel, ajusteur, 10. Georges, 10. René, affûteur, 10. Francis, soudeur, 15. Francis, magasin, 10. Christian, perceur, 20.

## LILLE

Patricia Cambior, 100. Daniel Desmet, 100. Une sympathisante MGF, 100. Mme Sendid, 100. Mme Danicourt, 100. Robert, fonctionnaire impôts, 50. Philippe, 100. Mohamed, 50. Lycéenne Dominique, 75. Bilbaut Carrois, 126. Baudrin Nicole CHR Lille, 200. Collecte à la porte maternité Salengro, 20 personnes, 140. Bernadette J. Marie, pré-retraitée, 75. Danièle, 30. Asi, 10. Denise Fléneis ASH, 50. Renée, 20. Marianne, 50. ASH, 30. Nicole, 20. Une sympathisante CHR, 50. Danièle ASH, 10. Simone, 10.

## DOUAI

Dupuy, 20. Blondelle, 20. Christine, 20. Jean-Pierre, 100. Thérèse, 10. Philippe, 50. Jean-Michel, 50. Anne-Marie, 50. Victor, 50. Evelyne, 50.

## MOTOROLA - TOULOUSE

Collecte équipe de nuit, 123. Un travailleur en colère, 100. Yannick, 50. Robert, 50. Un travailleur Trimar, 100. Un gars de nuit qui en chie, 100. Un gars qui fait 120 km par jour pour pouvoir vivre, 30. Un travailleur dégoûté, 30. Un jeune qui veut travailler pour vivre, pas vivre pour travailler, 50. Philippe, 20. Renaud Lepetit Didier, Christine, 100. André, 50. Alain, un prolo, 20. Jean-Luc, 20. Y en a marre, 10. Philippe, 20. Pascal, 40. Giscard, Mitterrand, Marchais même combat, 50. Mitterrand fait la politique de la droite, 50. Gauche au pouvoir sans commentaire, 50. Vive les travailleurs en lutte pour que le prolétariat gagne sa liberté, 100.

## CASTRES

Sanchez de Castres, 50. Un prof, 350. Pour les camarades, 20.

## TOULOUSE

Cablauto-SGE : E Podgorny, 100. Une ouvrière, 70. Monique, 10. Jeanne, 10. Un ouvrier, 10. Monique, 20. Guy, 10. Annick, 20. Maryse, 50. Solange, 10. Une ouvrière 20. Collecte Cablauto SGE : 460. Un ouvrier, 100. Une ouvrière, 50. Jeannot, 15. Un travailleur, 10. Un travailleur Renix, 10. Une ménagère, 20. Une retraitée, 50. Santacreu, 17. Une lectrice d'Empalot, 10. Mme Junkhe, 50. A la porte de l'hôpital La Grave, collecte, 220. A la porte de l'hôpital Rangueil, collecte, 423. Castéras M.Ch. (Hauts-

Pyrénées), 200. Marcel, 20. Deux personnes marché de Carmaux, 30. Une maman de militante, 70. INSA : Jean-Paul, 25. Bruno, 50. Jean-Paul, 20. Tonton, 50. Xavier, 40. Carlos Martinez, 30. Pour les petites listes, 10. Jano, 10. Claude, 30. Pour Arlette, 23. Un acheteur, 14. Jacky, 8. Mme Rey, 10. Paulette Salingue, 6. Flo, 100. J.-Luc, 20. Jacky, 100. Ouvrier Motorola, 10. Garigues, INSA, 100. Maman d'une militante, 200. M. Roques, 10. Anonyme, 10. Pour une liste LO, 10. Une sympathisante, 100. Pour une autre société : la bonne !, 50. H.P. Auch, 100. Claudie Raudie, 20. D. Delbouys, 20. Gineste A., 20. Laurenson M., 20. Collecte remise, 63. Anonyme, 20.

## CARMAUX

Pour les affiches, 50. Diouris, 50. Pauties, 50. Vernhes, 50. Jeanjean, 50. Bahfir, 10. Anonyme, 60. Besset, 20. Puech, 25. Pour la liberté, 100. Collecte Mines, 480.

## TOULOUSE

Nadine Marin, 50. Mme Guillemy, 20. Mme Roberts, 20. M. Bonhomme, 10. Militante copine LCR, 50. Un socialiste qui se pose des questions, 10. Une copine du boulot, 15. Baux, 70. Annie, 60. Alain, 60. Cuistot, 200. Soutien, 20. Guy, 50. Un travailleur, 100. Jacques, 20. Martine, 600. Evelyne, 10. M. Jean du Mirail, 10. Donger Mireille, 40. Ferré Michelle, 20. Nogaret Thomas, 5. Pignard Guy, 50. Bergé Régis, 20. Un écolo, 10. Bergamo Florence, 50. Un lycéen, 10. Bruno, 10. Philippe (LCR), 10. Restirian, 10. Sébastien (JCR), 11. Ghislaine, 200. Polls, 10. Hérissou Garin Dominique, 30. Portes, 5. Vianne, 20. Dufranc Jean-Pierre, 70. Roig Norma, 50. Lacaze, 50. Cécile, 100.

## HÔPITAL EDOUARD HERRIOT (LYON)

Philippe Noé, 10. Grange, laborantine, 100. Saubin, aide-labo, 50. Hernandez, 30. Eliane, laborantine, 50. Arlette, lingère, 20. Patrick, menuisier, 15. Gilbert, brigade, 20. Josette, ASH, 20. Roger, OP mécanicien, 10. Andrée, ASH, 25. Lilliane, ASH, 10. M. Hélène, aide-soignante, 25. Pierre, peintre, 15. Bernard, ASH, 75. Evelyne, aide-soignante, 20. Annie, aide-soignante, 10. Odette, ASH, 20. Audray, ASH, 30. Isabelle, auxiliaire puéricultrice, 20. Aïde hôtelière, 20. Zaxivier, électricien, 25. Patrice, peintre, 20. Gabriel, menuisier, 50. Joseph, contremaître, 20.

Souscription arrivée au journal — José C., 250. Paillet A., 100. V.R. Sympathisant LCR, 500. Lopez Jean, 14,60. Jossifort Sabine, 40. Pour l'unification LO-LCR, 100. Content de ressortir le pin-ceau et la colle, 100. Deux travailleurs Dassault Martignas, 2 fois 50. Jean-Pierre T., 200. Pour l'unité d'action avec la LCR, 50. Joël T., 100.

## NORMANDIE

Parents, 200. Trois employés CPAM, 30. ROUEN : Anonyme, 70. Françoise, 30. Anne, 50. Anonyme, 20. Annie, 50. Enseignants retraités, 300. Enseignants, 200. Anonyme, 50. Collecte Hôpital Bois-Guillaume, 131. Florent, 100. Un ASH CHU Rouen, 50. Cheminot, 70. Cheminot, 20. Cheminot, 20. Sylvie, 150. Frédéric Richard, 100. Une institutrice, 100. Une assistante sociale, 100. Un instituteur, 10. Lemesle Philippe, mutuelle PTT, 30. Pour que LO milite pour le Nicaragua, 100. Anonyme, 50. J.T., 50. Les amis d'une copine, 30. Haw Elisabeth, 100. Un couple : un chômeur et une pré-retraitée, 50. Un petit commerçant, 50. Soutien meeting, 30. Le Sceller, 20. Luce, 20. Collecte Ateliers SNCF de Quatre Mares, 70. Collecte Hôtel-Dieu, 120. Collecte AZF-GDF, Grand-Quevilly, 461. Travailleuse hôpital Bois-Guillaume, 50. CHU Bois Guillaume : Gohin Daniel, 130. Huguette Paumier, 20. Appin C., 25. Bolonkin Nina, 10. Copin Sylvia, 10. Sonia, 20. CHU Rouen : R.S., 100. Un petit coup de main, 50. Collecte CHU Charles Nicolle, 136. Ateliers SNCF Quatre Mares : un cégétiste, 20. Cheminot, 15. Cheminote, 15. Cheminot Q.M., 50. Ouvrier, 50. Le même petit cochon, 30.

## RNUR CLEON

Durand, 30. Ben Lahoussine, 500. Lemercher, 20. Debuigny, 5. Lambay, 10. Van Exterghem, 10. Teissier, 100. M. et Mme E. Quint, 20. Un ouvrier, 5. Gentil, 100. Yves, 20. Un professionnel ADC, 10.

## DIEPPE

Dufils, 10. Elie, 10. Un digne dindon, 10. Jacques Fecamp, 10. Un papa et une maman, 20. Un ami et une amie, 20.

## LE HAVRE

Marché, 10. Hervé, 100. Maryse, 30. Pour compléter, 160. Varin, 50. J. Pennec, 100. Opérateur CFR, 20. Un pompier CFR, 20. René CDR, 30. Christian technicien, 20. Leduc, 20. Chimiste CDR, 20. P. Guillet, 30. Soutien réunion Le Havre, 75.

## SAFT CAUDEBEC-LES-ELBEUF

Annick Egasse, ouvrière Atelier DPI, 15. Merabet Mouloud, régleur 204, 10. Cordier Georges, retraité OS3 broyeur, 15. Hilaire Francine, employée de bureau, 10. Maréchal Mauricette, retraitée SAFT, 10. Pastor Alphonse, ouvrier HL atelier maise, 15. Denise Ble, ouvrière boîtiers, 10. Legall Joël, ex-cipellien, 10. Callac dit Nana Geneviève, ouvrière aux N3, 10. Louis Ducoing, militant Ligue des Droits de l'Homme, Elbeuf, 10. Martine de Malaunay, 10. Louis de Malaunay, 10. Isabelle de Malaunay, 20. Collecte SAFT, 143.

## RENAULT CKD

Raminagrobis, 100. Delépine, 200.

Arlette pour Arlette, 35. Joseph Pavan, 50. Monique, 10. Pierrot, 50. Claude Suard, 100. Anonyme, 50. Jo-Lydie, 50. Un cariste, 25. Collectes CKD, 248.

## LE CREUSOT (Creusot-Loire)

Un frangin sympathisant, 50. Arthur, employé, 50. André, technicien, 30. Dédé, mécanicien, 50. Guenard, 30. Bichon, 20. Bartczak, 50. Fredun, 10. Meunier, 10. Dufourniau, 15. Lucien, 20. Mouthons, 50. Carvalho José, 30. Jurado Salvador, 50. Orlando Armand, 50. Un vieux sympathisant du Creusot, 100.

CHALON-SUR-SAONE - soutien à la campagne, 45.

## DIJON

Un prof technique, 50. Un prof. de Sté, 100. Prof d'enseignement privé, 100. PTT : collecte chèques postaux, 90. Une sympathisante PTT, 50. Un postier, 50. Bourgogne électronique : Chantal BE, 50. Raymonde BE, 20. Un groupe d'ouvrières de la B.E., 170.

## ORLEANS

Une jeune travailleuse en stage FPA, 200. Une employée de la bibliothèque, 20. Yves La Néelle, 200. R et R, 10. Un étudiant en prépa, 20. Bibliothèque, 100. Bibliothèque, 20. Bibliothèque, 50. Nicole, 100. Vaillant, 50. Jeanine Rouillet, 50. Deux personnes à la fête foraine, 12. Marianne, 100. Aydes, 20. Hemery, 6. Allemany, 50. Boiseau, 20. Pechero, 10. Sert, 20. Hervé CCP, 5. Tcherakian, 20. Alain M.A., 20. Annie M.A., 20. Une dame, 20. Une jeune de 73 ans, 20. Monnaie LO, 4. François, 4. Un câbleur CIT, 30. Nanar CIT, 50. Magasinier CIT, 30. Richard, 58. Carlos, laveur de vitres, 25. Odile, chômeuse, 25. Anonyme, 14. Robert, 5. Métro M. France, 50. Régine Grillou, 10. Grachus, 100. Lesage, 30. Employé PTT, 20. Thévenet, 50. Une travailleuse CIT, 60. V.D., 50. Bardy, 9. Yolande et Frédéric, 100. Flamen Geneviève, 20. Soutien, 3. Errona, 15. Syndicaliste, 15. Mlle Castorat, 6. Une copine, 200.

## SNCF ORLEANS

Anonyme, 20. Fezzé, 10. Boussely, 10. Mathé, 10. Gimenez, 10. Romain Gilles, 20. Manzano, 10. Tonin Bernard, 20. Mori, 10. Fernandez, 20. Ribet Georges, 50. Lecuyer JC et C., 20. Malrieu Jean-Pierre, 50. Samdes, 10. Gisbert, 20.

## REGION NORD

Anonyme, 5. Employé de l'Etat, 30. M. Noreille, chauffeur routier, 30. Damila (2<sup>e</sup> fois), 50. Muguet, 20. Samson Raymond, 50. Orvon grand-père, 50. Bleja, 50. Daniel et Frédéric, 100. Monique, infirmière, 200. Une sympathisante, 12. Une sympathisante, 20. Hervé J., 30. Hervé Y., 20. Didier L.C.R., 20. MM. Duploux, employé de banque, 20. Un sympathisant, 50. Sam, 30. Benoit L.C.R., 10. Hélène ancienne CHR, 50. Narayah Tolerie Massey Fergusson, 10. Claude et Philippe, Massey Fergusson, 30. Jankowski, Massey Fergusson, 10. Guy, Massey Fergusson, 15. Kotto Samuel, 50. Minella Souchet, 100. Pirez, 100. Drode Jean Michel, 20. Commis CHR, 50. Paulette CHR, 10. Lucien, cuisinier, 10. Laurence, 10. Collecte hôpital Calmette et hôpital régional, 430. Malika, 100. Françoise, 100. Paul, par sympathie, 10. Pascal (prof), 50. Catherine, 300. 7. 10. J.-M. Guidon, 50. Militant CGT, 10. Novarelle, 10. Militant CFDT, 10. Bah-Bah Myriam, 100. Laurence, 300. Boen Martine, 195. Winterberger Françoise, 50. Carlier M.C., 50. Maman, 15. Lecoq Ch., 50.

## CHR LILLE

Trois collègues de Calmette, 30. Catherine, 50. Emile, Marie et Christine, 50. Soutien communiste, 14. Jacqueline, 20. Une collègue, 30. Gaston, 22. Jean-Marc, 50. Jean-Marie, 30. Céline, 250. Anna, 50. Marie-Madeleine, 50. Une infirmière, 50. Colette, 20. Françoise et François, 100. Soutien socialiste, 50. Une A.S. de nuit, 20. Malika, 50. Thérèse, 50.

## MASSEY-FERGUSON A MARQUETTE-LEZ-LILLE

José, 100. Emile, soudeur, 5. Ouvrier chez M.F., 10. Louvion, tôlerie, 5. Delville, soudeur, 10. Bailigand, régleur, 10. Djelouri, soudeur, 10. Un de chez Massey, chef d'E., Gevillano, soudeur, 5. Jean-Pierre, assembleur, 30. Joseph, soudeur, 20. Achennoui, assembleur, 20. Frédéric, assembleur, 10. Baillet, soudeur, 10. Aliho, soudeur, 13. Henri soudeur, 40.

## WATTRELOS

Josette, 30. Hervé, 30. Isabelle, 50. Didier, 20.

## ROUBAIX

Pascal C., 25. Sylvie Lefebvre, 25. Stéphane Verlet, 5. Carole L. Seclin, 10. Karim, délégué CGT textile, 5.

## TOURCOING

Monique, 50. M. et Mme Delbarre, 100. Shaba, 50.

## LENS

Vermelle Marie, 50. Goumzi, 50. Bernard et Dominique, 100. Lorenzo, 100. Lycée Sévigné : L.F., 25. Ghesquier Olivier, 25. C.V., 25. Nathalie « une socialiste » évoluée, 50. M.J., 100. M.M., 15.

## SAINT-AUBAN

Une étudiante, 200. Employée CAF, 200. Faure F., 50. Sympathisant, 50. Sympathisant, 50. Jouve J.-P., 200. Sympathisants, 100. Bermond J.-P., 200.

## DUNKERQUE

Usinor, Marcydyck, 43. Usinor, Dunkerque, 112. Chantiers de France Dunkerque, 37.

## ARRAS

Marthel, 300. Michel et Clotilde, 150. Martial, 55. Casa, 25. Michel, 50.

## REGION OUEST

### ANGERS

A.S.H., 50. Elève infirmière, 40. P.P., 100. Daniel, 50. Michel, 50. Pascal, 10. Collecte Cégédur, 386.

### CHOLET

Une sympathisante, 100. Une autre sympathisante, 100. Une infirmière, 10. Anonyme, 15. Annie, 15. Jean-Yves, 10. Noël, 10. Domingos, 5. Erwan (un lycéen), 5. Une chômeuse, 10. Georges Ferrer, 20. Un travailleur, 7 F. Un forain, 10. Un chômeur, 10. Catherine, 10. Un habitant de la Cité Bretagne, 22. Un paysan, 20. Béatrice, 20. Un syndicaliste, 20. Géraldine et Michel, 50. Eliane, 20. André Lucienne, 50.

### NANTES

Un retraité qui a toujours voté Arlette, 20. Une travailleuse, 20. Une retraitée, 10. Une dame qui est pour les ouvriers, 9. Antoine, 50. Christine, 10. Sympathisant, 50. Philippe, 15



## SAFT (Bordeaux)

# Grève pour les conditions de travail et les salaires

A la SAFT-Bordeaux, depuis un certain temps déjà, le mécontentement couvait dans deux ateliers, l'imprégnation et le Four VO, où nous sommes près de cinquante. Dans ces deux ateliers, nous travaillons sur des postes qui avoisinent les 40° été comme hiver, huit heures par jour et ce dans les pires conditions de travail (l'atmosphère est surchargée de poussière de cadmium et de nickel).

Aussi lundi 18 juin, dès l'équipe du matin, nous nous sommes mis en grève, suivis par les autres équipes, pour un quart d'heure de douche tout au long de l'année, une prime de salissure pour tous, une demi-heure de casse-croûte intégrée au taux de base,

le rattrapage de pouvoir d'achat de 500 F pour tous et enfin l'embauche de tous les intérimaires.

Réunis en assemblée générale, nous avons élu un comité de grève de quinze membres et à une trentaine nous sommes allés dans le bureau du patron pour lui dire notre colère et exiger qu'il satisfasse nos revendications. « Pas question », a-t-il dit. Il a essayé de nous impressionner en nous annonçant que, sur Bordeaux, la direction du groupe avait décidé des licenciements en FNE et que, de toute façon, le gouvernement interdisait toute augmentation de salaire sous quelque forme que ce soit.

Cela a bien sûr jeté un froid, mais nous n'avons pas été découragés pour autant : « Que les vieux

partent, c'est leur affaire. Mais pour ceux qui restent, c'est le salaire qui compte » dit l'un d'entre nous. Et de toute façon nous ne sommes pas décidés à céder comme ça. C'est une question de dignité. Un quart d'heure de douche dans les conditions où nous travaillons, c'est quand même la moindre des choses. Et c'est un comble d'avoir à faire grève pour obtenir, entre autres, un droit aussi élémentaire dans une entreprise nationalisée et après trois ans de gouvernement de gauche.

Que fera maintenant le reste de l'usine ? Pour le savoir nous attendons l'assemblée générale de l'ensemble du personnel convoquée jeudi 21 juin dans l'après-midi.

Correspondant LO

## Le coup de colère des municipaux de Lille et Mons-en-Barœul

Du fait de la faillite de nombreuses entreprises sur leur territoire, les communes connaissent actuellement des difficultés financières importantes.

A Lille, où le Premier ministre Mauroy est maire, comme à Mons-en-Barœul, municipalité socialiste de la banlieue lilloise, les Conseils municipaux n'ont trouvé d'autre solution que de faire trinquer les employés.

A Lille, cela s'est manifesté par le licenciement de 36 « jeunes sous contrat » employés par la mairie d'une part, et d'autre part par l'amputation de la prime vacances. Elle sera désormais calculée sur la notation et sur le temps de présence, et ainsi transformée en prime d'assiduité, pénalisant les malades, les femmes en congés post-maternité et les auxiliaires ; et les « intermittents » n'y auront pas droit.

A Mons-en-Barœul, le maire avait signé un contrat de solidarité en 1982, où il était prévu d'embaucher 9 personnes et d'octroyer la semaine de 35 h au personnel pour septembre 1984. Or cette décision vient d'être reportée à janvier 1985, où tous les employés auront bien les 35 h, mais avec une diminution des revenus puisqu'ici aussi la prime de fin d'année (un mois de salaire environ) va être

transformée en prime d'assiduité.

Comme dit l'un des employés : « On nous donne d'une main pour nous le reprendre de l'autre ».

Ces décisions ont provoqué, à Lille comme à Mons, la colère des employés municipaux, qui craignent pour leurs revenus (déjà peu importants, car plus de la moitié d'entre eux gagnent moins de 5 000 francs par mois) et leurs conditions de travail.

A Mons-en-Barœul, le mardi 19, plus de 175 personnes (sur 280 environ) ont participé aux deux assemblées générales organisées par l'intersyndicale et 95 % du personnel ont participé au débrayage de deux heures organisé service par service.

A Lille, depuis le début du mois, le personnel municipal (2 500 personnes environ) s'est fait entendre à plusieurs reprises.

Il a voulu dire sa façon de penser aux élus lors du Conseil municipal du 2 juin. 400 membres du personnel se sont rassemblés et se sont heurtés à un comité d'accueil composé d'un chapelet d'agents de police.

Malgré la bousculade, les élus municipaux n'ont rien voulu entendre.

Une manifestation de 1 500 agents dans les rues de Lille le samedi suivant,

une autre assemblée générale suivie d'une occupation par plusieurs centaines d'agents dans les couloirs autour du cabinet du maire le vendredi 15, tout cela montre que le mécontentement n'a pas diminué et que Mauroy et ses comparses auront peut-être encore du fil à retordre avec les employés communaux.

Correspondant LO

## Limoges

# Une curieuse « rééducation professionnelle » !

L'école de rééducation professionnelle de Ferret-du-Longois près de Limoges accueille des adultes handicapés qui sont obligés de changer de travail, leur handicap étant pour la majorité dû à des accidents du travail.

L'orientation professionnelle est faite par la COTOREP. L'école, elle, dépend de l'ONAC (Office national des anciens combattants). Les stagiaires sont pris en charge par la Sécurité sociale et rémunérés (ancien salaire ou 90 % du SMIC) par la DTMO (Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre). Il faudrait avoir de bonnes jambes pour parvenir à faire toutes les démarches courantes.

Avant le début du stage, chacun reçoit sa convocation, riche en promesses : un parking, le logement gratuit. Déception à l'arrivée : pas de parking et l'école ne dispose que de 20 chambres pour 200 personnes. Ceux qui viennent de l'extérieur de Limoges (la majorité) sont obligés de chercher un logement par leurs propres moyens. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983, l'école remboursait les loyers de ceux qu'elle n'hébergeait pas. Le 1<sup>er</sup> janvier 1983, une loi a supprimé ce remboursement ; la plupart des stagiaires étant mariés, ils se retrouvaient à payer deux loyers.

Au début de la mise en vigueur du forfait hospitalier, l'école voulait le faire

payer aux stagiaires qui occupaient les chambres de l'école ! Ceux-ci acceptèrent... à condition d'avoir une salle de kinésithérapie, la présence journalière d'un médecin, l'assistance 24 h sur 24 d'une infirmière ; ce sur quoi l'administration... abandonna le projet !

D'autre part les orientations données par la COTOREP ne correspondent pas au niveau de chacun. Ceux qui n'arrivent pas à suivre dans une section et n'ont pas le niveau pour changer en cours, sont renvoyés.

Les ponts sont obligatoires et déduits du salaire, ainsi que toute absence : un manquement le vendredi ou le lundi supprime trois jours de paye.

Après les examens, la rémunération du mois de juin n'est pas prise en considération comme les autres années : on supprime 15 jours de paye !

Aucun syndicat n'est admis dans l'établissement et l'inspection du travail n'a aucun poids.

A la sortie, contrairement aux promesses de la COTOREP, l'embauche se fait au pointage de l'ANPE.

Les stagiaires subissent la discipline et un travail important pendant deux ans ; et à 40 ans, reprendre l'école, ce n'est pas facile. En plus, il faut supporter les réflexions du type : « Vous coûte cher à la société, ne vous plaignez pas ».

Bravo, le 1 % patronal pour les handicapés !

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

### • Les sureffectifs en balade

La semaine dernière, en équipe du matin, la nouvelle voiture a fait tout le circuit de la chaîne. Mais, pour sa première sortie, elle n'était pas seule ! Il fallait voir la grappe de responsables, blouses en tout genre qui suivaient la voiture : c'est quand ils sont en paquet comme cela qu'on s'aperçoit qu'ils sont si nombreux !

Mais si la nouvelle voiture les emballait tant que cela, il faut qu'ils reviennent. Nous leur laisserons volontiers une partie du travail !

### • Les préavis au chômage !

Dans certains secteurs ou bureaux de l'île, la direction a fait la dernière vache-

rie à quelques anciens : faire effectuer le préavis.

La raison invoquée au Contrôle, par exemple : manque de personnel et sous-effectif. La chose est surprenante, puisque par ailleurs la direction parle sans arrêt de sureffectifs.

Mais le comble c'est que, bien qu'ils aient un besoin pressant de nos services, tout d'un coup à 56 ans... ils vont nous faire chômer deux semaines pendant le préavis !

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Ile Seguin).

### • Le ministère pédale dans la semoule

Alors que les préposés à la distribution réclament

que les PTT leur fournissent un vélo tous les 5 ans, le ministère vient de répondre en proposant un vélo tous les 20 ans.

Heureusement pour Hinaut qu'il ne travaille pas comme nous aux PTT !

### • Y'a rien de secret

Le gouvernement hésite à faire paraître un rapport concernant le système de répartition des primes des fonctionnaires. On ne comprend vraiment pas pourquoi, car le montant de nos primes ne mérite pas tant de cachotteries.

A moins que les hauts fonctionnaires ne tiennent pas à ce qu'on sache (comme l'indique le Canard enchaîné) que ces primes sont nettement plus élevées pour eux que pour nous.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière, PTT Issy CTA).



# — CREUSOT-LOIRE (Le Creusot) —

## Les travailleurs inquiets et en colère se mobilisent

**L**E mercredi 13 juin, le jour où le P-DG de Creusot-Loire, Pineau-Valencienne, annonçait sa décision de demander la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire, les travailleurs de Creusot-Loire, au Creusot, montraient leur colère. A l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et exceptionnellement de la CGC, les ouvriers et les employés ont fait grève mercredi après-midi. Il y avait entre 60 et 80 % de grévistes dans les ateliers de Creusot-Loire, de même qu'à Framatome. Les syndicats appelaient à un rassemblement au centre de la ville sur l'esplanade de la Maison de la Culture du Creusot, comme c'est l'habitude, car c'est un point central pour les travailleurs des différents ateliers. 2 500 travailleurs sont venus au rassemblement, sur les 6 500 de l'usine. Ils étaient plus nombreux qu'à l'occasion de la journée « Creusot ville en lutte » du 17 mai dernier, où ils étaient à peine un millier, et plus nombreux aussi qu'à la manifestation de novembre 1984, lors de la première annonce de dépôt de bilan, où ils étaient près de 1 500 dans la rue.

Cependant, s'ils étaient un peu plus nombreux que d'habitude, les grévistes se sont massés tout autour de l'esplanade, comme pour marquer une certaine réserve en étant loin des dirigeants syndicaux qui leur demandaient avec insistance d'approcher. Et s'ils ont écouté les discours des dirigeants CGT leur demandant de se mobiliser (pour faire pression sur le tribunal, sur Schneider SA et sur les pouvoirs publics, pour empêcher la réussite de ce coup de force, pour obtenir que les syndicats soient présents dans toutes les négociations), certains ouvriers commentaient : « Ils nous disent ce qu'on sait déjà. On s'est encore déplacés pour rien. De toute façon, ce n'est pas au Creusot que cela se décide ». Ou encore : « C'est encore une fois du chantage pour obtenir une fois encore de l'argent. Si on se bat, c'est finalement pour Pineau-Valencienne et pas pour nous. Nous, on aurait dû se battre en même temps que les sidérurgistes lorrains, là on aurait été plus forts ». Ou encore : « Ce n'est pas possible qu'ils ferment l'usine ; les choses vont s'arranger, car le gouvernement va trouver des solutions ». Par contre, ils étaient déjà moins attentifs au discours du dirigeant CFDT qui, lui, revendiquait que les syndicats de Creusot-Loire partici-

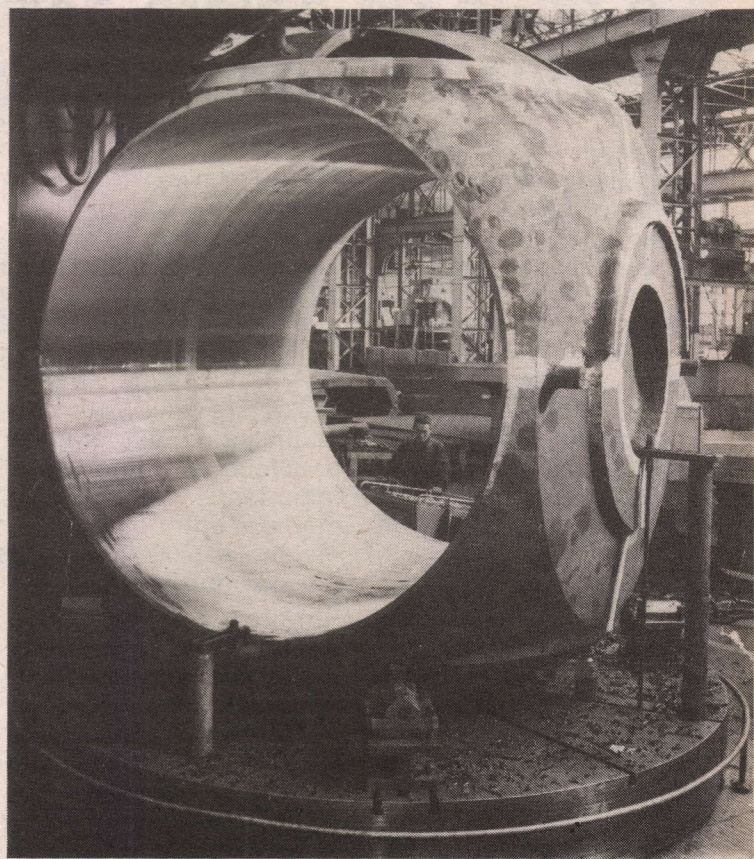
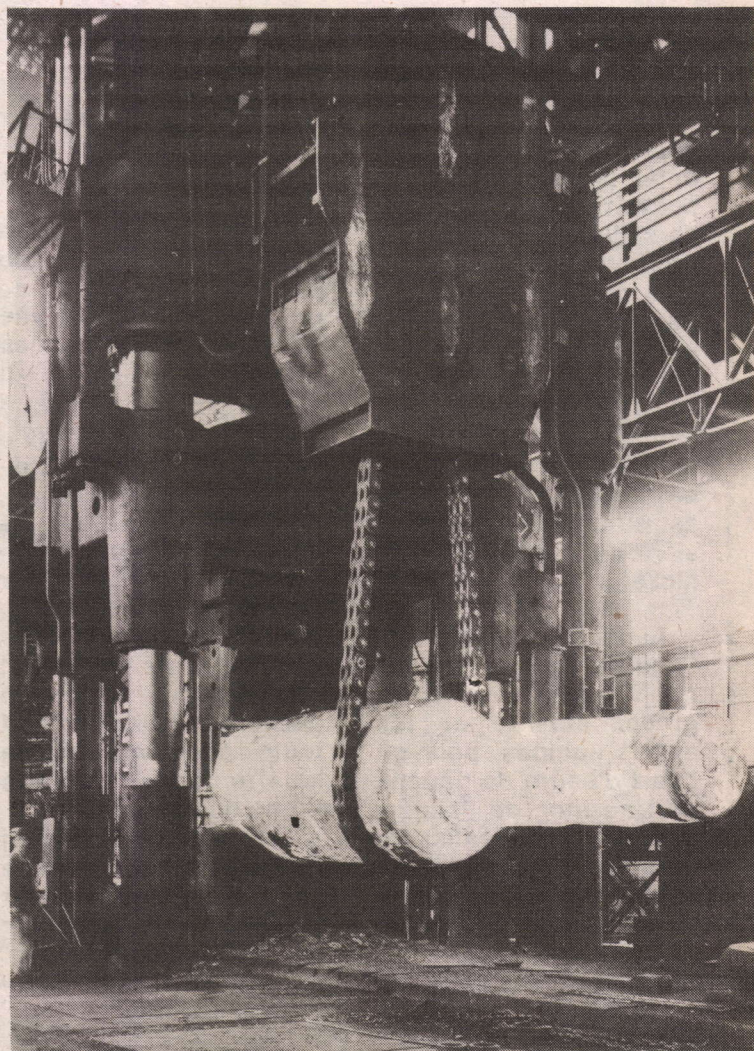
pent aux négociations car « ils sont les mieux placés pour connaître les secteurs rentables et les secteurs non rentables, pour éviter les erreurs de gestion ». Et les travailleurs commençaient déjà à partir quand le dirigeant de la CGC a pris la parole.

Le dirigeant CGT a ensuite proposé une manifestation dans les rues du Creusot, en demandant aux travailleurs de se tenir prêts pour les prochains mots d'ordre de débrayage.

Environ 2 000 travailleurs ont suivi la manifestation, d'autres sont rentrés chez eux en disant : « Cela ne sert à rien de se balader une fois de plus ». Il faut dire que les rassemblements et les manifestations se succèdent et qu'aucune véritable discussion n'est engagée lorsque les travailleurs sont regroupés, et que toutes les décisions sur les actions à mener sont prises par les dirigeants syndicaux, après coup, et annoncées au dernier moment, le soir pour le lendemain matin, le matin pour l'après-midi.

La réserve marquée par certains travailleurs peut s'expliquer par l'usure créée par cette succession de rassemblements sans lendemain, sans perspectives et qui sont toujours décidés à la suite des déclarations de Pineau-Valencienne pour protester contre le chantage, faire pression, et qui mettent bien plus les travailleurs en situation d'otages que s'ils prenaient l'initiative d'un mouvement contre le chômage technique, les suppressions d'emplois et les menaces de licenciements ou de fermeture d'usine.

Mardi 19 juin, les syndicats appelaient à deux heures de débrayage le matin et l'après-midi, organisées par atelier et assorties du blocage des trois portes principales de l'usine, Magenta, Le Breuil et Sainte-Barbe, et du blocage de la circulation au centre ville avec diffusion de tracts, ainsi que d'une opération « bombage » sur la chaussée. Les débrayages ont été un peu moins suivis que mercredi dernier (en moyenne à 50 %), mais les grévistes paraissent plus inquiets et plus tendus que la semaine dernière. A chacune des trois portes se sont regroupés entre 50 et 150 travailleurs, essentiellement des militants de la CGT. Une nouvelle manifestation est prévue pour jeudi après-midi 21 juin, jour où le tribunal de commerce doit rendre son verdict. — Correspondant LO



### Les sous-traitants de Creusot-Loire s'organisent en Comité de défense

Creusot-Loire compte 365 fournisseurs en Saône-et-Loire. Si les créances présentées par les deux tiers d'entre eux, 254 exactement, n'excèdent pas 50.000 F, une centaine d'entre elles s'échelonnent entre 50.000 et 600.000 F, alors que quatre entreprises sont en compte pour plus d'un million.

Aussi, à la veille de la

décision par le tribunal de commerce de Paris d'accorder une suspension provisoire en mai dernier, les différentes petites entreprises de Saône-et-Loire ont annoncé la création d'une association de défense des fournisseurs de Creusot-Loire, afin, disent-elles, d'avoir la possibilité d'accès au dossier et possibilité de négocier pour obtenir la

priorité sur les prêteurs de deniers que sont les banques et donc d'avoir des moyens de pression auprès des pouvoirs publics. Aussi ils ont décidé, dès la décision du tribunal de commerce de Paris, de suspendre les livraisons, et ils ont obtenu qu'elles ne s'effectuent que contre paiement au comptant. Leur détermination était nuancée

toutefois par le désir de ne pas couler Creusot-Loire.

A la suite de leur mobilisation, les PME sous-traitantes ont obtenu que, pendant la période de suspension provisoire de paiement, c'est-à-dire du 13 mai au 13 juillet 1984, la Banque Populaire leur prête momentanément des sommes à des taux exceptionnels de 5 %, afin, dit la banque, d'aider

les clients touchés par la défaillance temporaire de Creusot-Loire.

Il est à noter aussi que les petites entreprises sous-traitantes se sont associées aux journées d'action « Ville en lutte » ainsi que tous les petits commerçants du Creusot, soutenus d'ailleurs par tous les partis locaux, RPR, UDF, PC et PS, ainsi que la municipalité du Creusot.

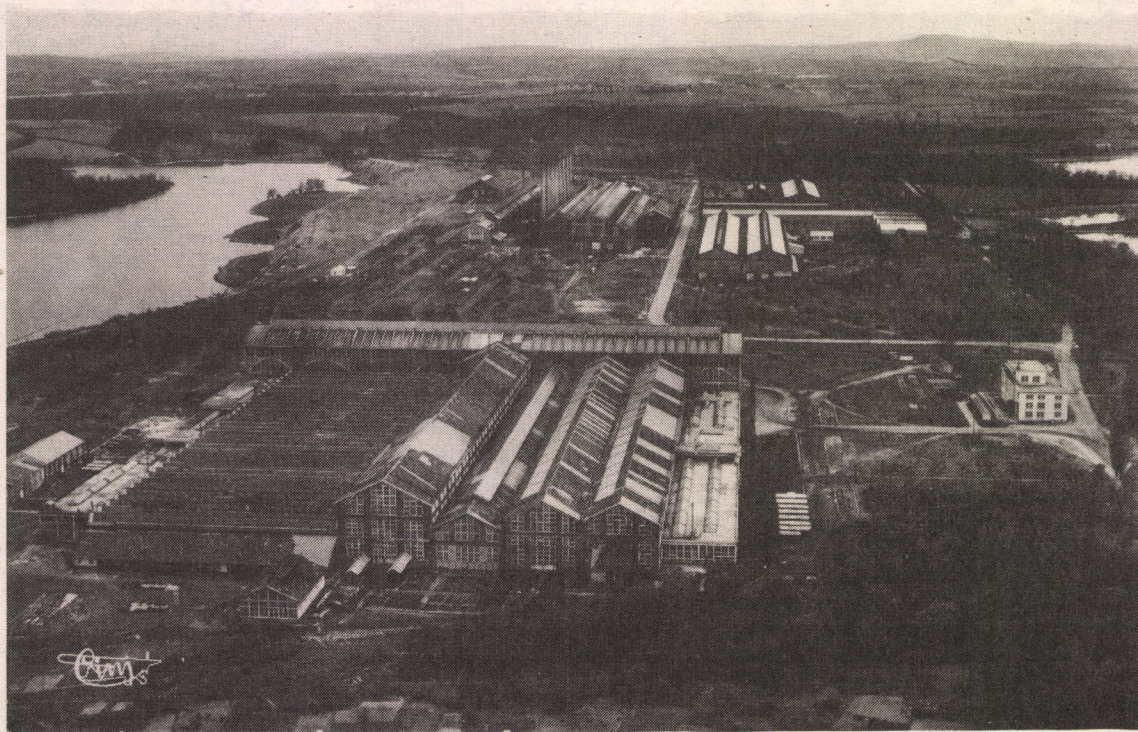


# Une ville ouvrière construite autour de l'usine Schneider

Creusot-Loire, qui emploie actuellement 6 500 salariés au Creusot, est l'unique grosse entreprise de cette ville de 35 000 habitants qui a été construite, depuis deux siècles, tout autour des ateliers de fonderie, d'aciérie, de laminage, de mécanique, disposés en un long croissant qui partage la ville en deux, avec au centre le château de La Verrerie, ancienne cristallerie royale, construite en 1887, et qui fut depuis l'installation des Schneider, en 1836, la résidence des patrons de la ville pendant plus d'un siècle.

Quand les frères Schneider ont racheté les usines du Creusot, ils ont bénéficié de solides appuis politiques et financiers, et d'une conjoncture économique favorable, ce qui leur a permis de développer l'industrie du Creusot en se lançant dans la fabrication de locomotives. La première locomotive française est sortie des ateliers du Creusot en 1838, date à laquelle un de leurs ingénieurs inventa le marteau-pilon. Par la suite, dans les périodes de crise, les maîtres des forges se lancèrent dans la fabrication d'armes et furent d'importants fournisseurs dans le monde entier. C'est surtout à partir de 1900 et jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, que Le Creusot connut la prospérité, grâce à la production d'armement et à la fabrication de moteurs diesel et de turbines à vapeur. Cet essor se traduisit par l'augmentation de la population, qui atteignit son point culminant en 1921, avec plus de 38 000 habitants.

Après la Première Guerre mondiale, l'usine connut un déclin, lié aux problèmes de reconversion, qui s'accrochèrent avec la Deuxième Guerre mondiale. L'usine fut bombardée et en 1943 il n'y avait plus que 14 000 habitants au Creusot. La reconversion après guerre fut pénible et s'accompagna du licenciement de plus de 2 000 ouvriers. Le plan Marshall, en 1947, permit d'accélérer le rééquipement des ateliers mécaniques, et en 1949 l'usine fut reprise par la Société des Forges et Ateliers du Creusot (SFAC).



Le Breuil, une des usines Atelier des essieux TGV (AFP)

Puis, en 1970, la société Creusot-Loire fut créée, avec l'appui de l'Etat, comprenant des usines au Creusot, à Dunkerque, Nantes, Batignolles, Hondaine, Imphy, Saint-Chamond, et de très nombreuses filiales. Elle se spécialisa dans les aciers spéciaux et les constructions mécaniques et électroniques (locomotives, moteurs de cargos ou de paquebots, tubes de réacteurs nucléaires, turbines, arbres et hélices de bateaux, etc.). Mais malgré la fusion, Creusot-Loire ne redevint pas un trust de premier plan, et il dut faire face à une forte concurrence. Il se développa alors essentiellement grâce aux commandes de l'Etat, comme le nucléaire, dont Creusot-Loire a le monopole.

Au Creusot, l'atelier de Framatome fut ouvert en 1973, et la « route express » Chalons-Montceau-Le Creusot fut construite spécialement pour l'expédition jusqu'à la Saône des charges lourdes et encombrantes, comme les cuves nucléaires. La plupart des ateliers du Creusot travaillent pour le nucléaire : les aciéries où sont fabriqués les aciers spéciaux, les fonderies et les forges où sont façon-

nées les pièces formant le cœur des centrales et les ateliers de mécanique où ces pièces sont usinées et soudées.

Une autre partie des ateliers de mécanique est spécialisée dans la fabrication de bogies de métros et de TGV, qui représentent également un marché fourni par l'Etat.

Si l'usine appartient aujourd'hui à une société anonyme, une partie des actionnaires reste la famille Schneider. Et la ville, l'usine, la population conservent encore des traits marquants du paternalisme de plusieurs générations de patrons qui eurent pendant plus de 200 ans la mainmise sur toute la région.

A tel point qu'un journal satirique définissait ainsi la situation en 1869 : « Le Creusot est un petit empire, une

*petite Russie, il est gouverné sans contrôle par un Tsar. (...) C'est à qui s'ingéniera à lui être agréable, c'est à qui lui dira qu'il est grand, qu'il est bon, qu'il est aimé. A les entendre, Le Creusot serait un pays de cocagne, un paradis où des élus chantent sans fin les louanges d'un père adoré, d'un être vénéré, presque d'un dieu. Si quelque malappris s'avise de ne pas prendre part à ce concert sublime, vite il est signalé, conspué... ».*

En effet les patrons Schneider occupaient le poste de maire et tenaient la municipalité en main, avec les ingénieurs et les directeurs de l'usine. Ils augmentèrent le nombre des prêtres et construisirent aussi des églises qui portent leurs prénoms : Saint-Laurent, Saint-Eugène, Saint-Henri, Saint-Charles ! Ils instaurèrent une stricte

hiérarchie et une distinction bien précise fut établie entre ouvriers et employés, jusque sur le plan vestimentaire. Le port du haut de forme, par exemple, était la règle pour les agents de maîtrise, qui formaient une véritable caste privilégiée au milieu de la population.

Les ouvriers étaient étroitement surveillés par un grand nombre de mouchards, et ceux qui étaient soupçonnés de faire de la propagande socialiste ne restaient pas longtemps. Et des vagues d'épuration suivirent toujours les grèves.

La scolarité, les logements, les soins hospitaliers furent mis sous le contrôle du patron, qui créa des écoles orientées pour les besoins de l'usine en ouvriers et employés, fit construire une multitude de petites maisons individuelles semblables, louées ou vendues à crédit aux ouvriers — ce qui fut une manière d'attacher l'ouvrier à la ville, donc à l'usine, pour des générations.

Il reste qu'aujourd'hui les statues des Schneider aux quatre coins de la ville, ainsi que leurs portraits sur les vitraux de certaines églises. Il reste aussi le parc de La Verrerie, leur ancienne résidence rachetée ensuite par la municipalité et transformée en musée.

Mais Le Creusot est toujours l'empire Schneider, avec ses foyers de travailleurs, son centre d'apprentis appartenant à l'usine. Dans tous les clubs sportifs, au conseil d'administration de la Maison de la Culture, on retrouve les chefs de l'usine. Et il est bien significatif que le Conseil municipal, à majorité socialiste, ait envisagé il y a quelque temps d'appeler l'Hôtel-Dieu, l'ancien hôpital, l'« Hôpital Schneider ».

## Belfort : quand la police se croit au Far (W)est

Dans la soirée du samedi 26 mai, une dizaine de Maghrébins étaient dans un café de Belfort (dont le patron est lui-même maghrébin) quand une bagarre vint à éclater entre deux clients et le patron.

Sur le coup de téléphone d'un voisin, la police fit irruption quelques minutes après et là, comme dans un western, les flics commencèrent à cogner sur tout le monde, à coups de matraques, de crosses, sans chercher ni à discuter ni à comprendre.

Puis ils embarquèrent tout le monde au commissariat, avec injures et insultes racistes, en glorifiant l'action de Le Pen,

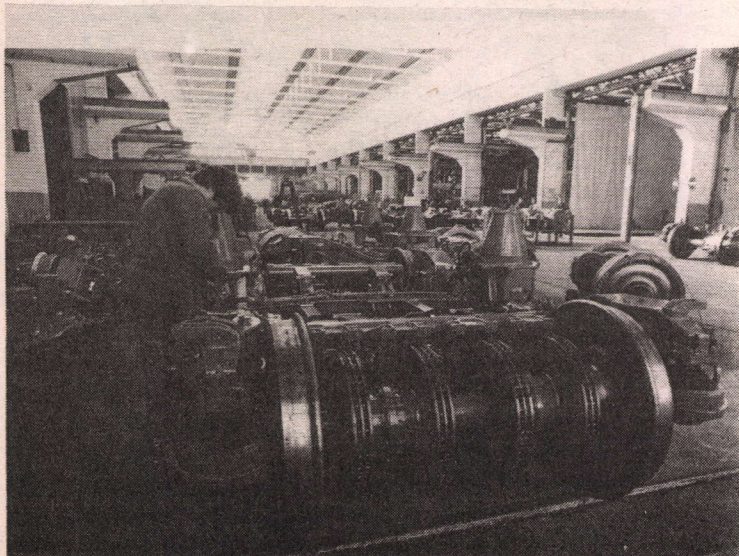
au passage. Les clients du café furent interrogés à tour de rôle, tabassés et insultés. Un flic excité déclara à ses collègues :

« Attendez ! je vais me mettre en blue-jeans et en basket pour me défouler sur les ratons ». Un autre : « On a foutu les Boches dehors, ce n'est pas les Bounoules qui vont faire la loi en France ». Les policiers avaient probablement pas mal bu, à en juger par les cadavres de bouteilles qui jonchaient leur bureau.

Malgré la protestation des emprisonnés, ils accusèrent certains de « rébellion et injures à agents » ainsi que de

« vol » (vol de quoi ? A qui ? personne n'en sait rien). Quatre des Maghrébins furent relâchés au bout de 48 h et 3 autres restèrent incarcérés, accusés de « tentative d'assassinat sur les agents » : un couteau et un rasoir auraient été trouvés sur eux (mais sur les sept embarqués au poste, quatre ont été obligés de se faire soigner à l'hôpital !). Certains sont allés voir un avocat et comptent se défendre. Ils veulent rétablir la vérité, car la presse, entre autres, a donné la version des policiers qui disent s'être trouvés en état de... légitime défense !

Correspondant LO





## « Les mémoires de Marcel Péroche « Sénateur » du rail »

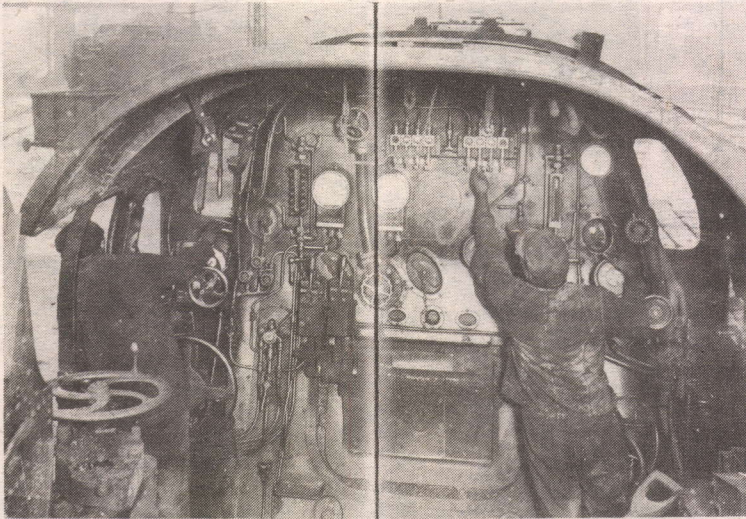
A l'époque des locomotives à vapeur, un « sénateur du rail » était un mécanicien qui, au faite de sa carrière, pouvait conduire les express ou les rapides.

Aujourd'hui à la retraite, Marcel Péroche fait l'apologie et de son métier et de la SNCF, et ses souvenirs ne sont pas animés du souffle de la contestation.

Péroche fut un bon ouvrier, heureux d'avoir passé sa vie au service du rail, malgré les difficultés de son métier. Il raconte les prodiges d'ingéniosité qu'il fallait parfois déployer, les liens qui se créaient entre les hommes, notamment le mécanicien et son chauffeur attelés de jour comme de nuit à la même tâche.

Marcel Péroche est heureux de ses patrons aussi, la compagnie de l'Etat d'abord, puis la SNCF ensuite, qui utilisaient les qualités, la compétence, le sérieux et le dévouement pour créer un esprit de corps et donner le sentiment que, du dernier cheminot jusqu'au directeur, tous appartenaient à une même grande famille.

Bref, à aucun moment de sa vie, Marcel Péroche n'eut conscience d'être exploité. Il a toujours eu une confiance aveugle dans ses chefs, toujours accepté les tâches supplémentaires qu'on lui demandait, sans trop rechigner. Il est toujours resté dans les rails !



Ceux commandant d'une Pacific. A gauche, le mécanicien surveille la voie.

A droite, le chauffeur a posé sa pelle. La porte du foyer est fermée.

Dans ces conditions, on ne s'étonne pas que les luttes importantes qu'a connues l'entreprise soient à peine évoquées dans ce livre. Non pas que Marcel Péroche ait été contre la grève. Il se réjouit même que la grève de 1954 contre les décrets Laniel ait été un succès, mais il n'en parle pas. Il a connu aussi la grève de 1947 et il l'aurait faite, dit-il, si son dépôt avait voté la grève.

L'auteur n'était certainement pas indifférent aux senti-

ment pas indifférent aux sentiments qui animaient ses camarades de travail, mais ce n'était pas dans les luttes sociales qu'il plaçait ses espoirs, plutôt dans les perspectives de carrière qu'offrait la SNCF à un petit groupe d'hommes, à l'aristocratie ouvrière, dont Marcel Péroche faisait partie.

Alain LEMOINE

Les mémoires de Marcel Péroche, sénateur du rail. Ed. Berger-Levrault. 257 pages. 75 F.

## « Une famille » de Shimazaki Tôzon

Shimazaki Tôzon est un écrivain japonais né en 1872 et mort en 1943.

Famille est un roman en grande partie autobiographique publié en 1910 qui restitue la vie de l'auteur au début du siècle.

Sankichi, comme l'auteur, aime sa famille mais il la trouve étouffante et envahissante. Il est sans cesse tiraillé entre ce qu'il pense être ses

devoirs familiaux et son amertume d'être obligé d'aider ses frères qui se ruinent et qui ne travaillent pas.

Sankichi en a souvent assez du parasitisme de sa famille, de certaines coutumes, de certains préjugés. Lui, qui est professeur, prône des idées « avancées » mais cela ne l'empêche pas de se laisser marier par ses parents.

Shimazaki Tôzon a été un

des premiers écrivains japonais à décrire ce qu'il aurait souhaité faire et Famille est un témoignage sur un monde en pleine évolution où les anciennes traditions s'apprennent à mourir mais où de nouvelles habitudes de pensées et de vivre ont du mal à s'instaurer.

Joëlle GERARD

Une famille de Shimazaki Tôzon. Publications Orientalistes de France. 98 F.

## Sélection

## TELE

### Samedi 23 juin

TF1. 19 h 45. Football. Demi-finale du championnat d'Europe des nations. Il y aura encore l'autre demi-finale sur A2 dimanche à 19 h 50 et la finale mercredi à 19 h 45 sur TF1.

A2. 20 h 35. Champs Elysées spécial Georges Brassens, chanté par lui-même et par une douzaine d'autres dont Marie Paule Belle, Serge Lama, Paco Ibanez, Maxime Le Forestier, etc.

### Dimanche 24 juin

FR3. 17 h 20. Boîte aux lettres, spécial Boris Vian.

A2. 17 h 55. Dimanche Plus : un reportage sur les Indiens Yanomamis de la forêt amazonienne.

TF1. 20 h 35. Règlement de comptes à OK Corral, film de John Sturges (1957), avec Burt Lancaster et Kirk Douglas. Un classique du western.

A2. 21 h 55. Concert Count Basie enregistré à la salle Pleyel à Paris en 1980. En hommage au célèbre pianiste de jazz décédé il y a deux mois.

### Lundi 25 juin

TF1. 20 h 35. L'avenir du futur. Après la diffusion de Météor, un film de science-fiction américain, le débat aura pour thème la collaboration scientifique avec des scientifiques soviétiques, américains et français ainsi que Laurent Fabius. Aura-t-il le rôle de Candide ?

A2. 20 h 35. Grand Echiquier. Daniel Barenboïm, le chœur et l'orchestre de Paris.

FR3. 20 h 35. Film : Utopia avec Dominique Sanda et Laurent Terzieff. L'errance d'un homme en proie au mal de vivre.

### Mardi 26 juin

TF1. 20 h 35. Les mardis de l'information : la Caraïbe, partie de dominos pour super-grands. Reportages sur la Grenade, la Dominique, les Antilles où l'impérialisme domine les peuples.

FR3. 20 h 35. Le convoi de la peur. Un remake du Salaire de la peur.

A2. 20 h 40. Film : Monsieur Ripois, de René Clément (1953) avec et pour Gérard Philipe.

### Mercredi 27 juin

TF1. 21 h 45. Médicale. A la suite de la finale du championnat d'Europe des nations de football, Igor Barrière propose une émission sur la médecine et le sport.

FR3. 21 h 50. Fernand, un film de René Feret (1980). Les aventures singulières d'un jeune homme trop naïf.

### Jeudi 28 juin

A2. 14 h 55. Tennis en direct de Wimbledon : pour ceux qui en redemandent après Roland Garros.

TF1. 20 h 35. Téléfilm : L'aventure ambiguë, d'après le roman de Cheick Hamidou Kane. De retour en Afrique, un jeune Noir en proie à un difficile dilemme : accepter son pays tel qu'il est ou revenir au mode de vie occidental.

FR3. 20 h 35. Une passion par Marie-Christine Barault. Le film proposé est L'œil du maître de Stéphane Kuro (1979) sur les rapports entre le pouvoir et l'information. Les dirigeants d'une chaîne de télévision font pression sur un journaliste pour l'empêcher de diffuser un sujet trop brûlant sur les Harkis...

A2. 21 h 45. Magazine de l'information : Bon appétit. Le veau aux hormones, le jambon braisé au chalu-meau, le porc gonflé à l'eau, les merguez à la poudre d'os et ce n'est pas tout... Enquête auprès d'éleveurs et de vétérinaires qui ont bien voulu aborder le sujet, interviews de responsables des services des fraudes, des douanes et de l'hygiène alimentaire.

### Vendredi 29 juin

TF1. 17 h. Prologue au Tour de France : Montreuil-sous-Bois, Noisy-Le-Sec, contre la montre.

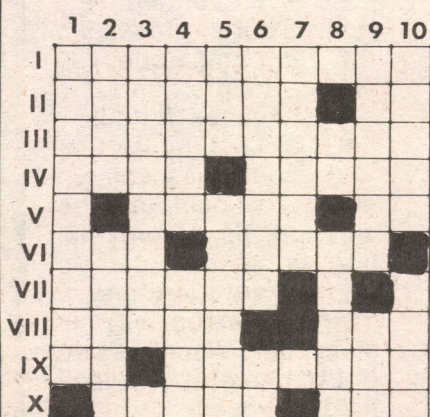
TF1. 20 h 35. Concert Johnny Halliday en 1982 au Palais des Sports : Gabrielle, Le pénitencier, Souvenir, souvenir...

FR3. 20 h 35. Vendredi : Nos plus longues vacances, comment vivre sa retraite aux Etats-Unis. A condition de pouvoir payer, on peut oublier ses artères et son âge dans un « club Méditerranée » spécialisé.

A2. 23 h. Ciné-Club, cycle Italie : Le règne de Naples, de Werner Schroeter. De 1944 à 1977, à Naples, le difficile destin d'une famille originaire d'un quartier pauvre.

## MOTS CROISÉS

Solution du n° précédent



**HORizontalement.** — I. Avec panache et chevaux. II. Donne des rameaux. Notation. III. Celle de la Reine Pédauque avait fait scandale. IV. N'avouas jamais. Donne sa mesure à Sèvres. V. Fleuve. Etre. VI. Jouissance sans fin. Attirance. VII. Habitations. VIII. Enlèvera. Un durillon de classe. IX. Négation. Surveillance. X. Enchaînées. Possessif.

**VERTICALEMENT.** — 1. Salé quand il vient de l'Est. 2. Qualité. Prolonge la main. 3. Force vive. 4. Ravitailleur. Choisit. 5. Sur l'épaule de Milady. Parfaite. 6. Coupures du poète. Autant ne pas tomber dessus. 7. Dans l'Antiquité, quels cirques ! 8. Formule d'une différence. Adoraient le soleil. 9. Fuir. Il a pris de la bouteille. 10. Celles-là ne sont jamais froides. Archipel.

I	B	R	I	C	O	L	A	G	E	S
II	A	E	R	A	T	E	U	R		I
III	R	A	I	L		O	T	E	E	S
IV	R	U	S	S	E		I	V	R	E
V	A	X	E		P	O	S	E	E	
VI	G		R	O	I		M	E	S	O
VII	E	P	I	N	G	L	E			S
VIII	L	O		D	I	S	I	V	E	
IX	C	A	N	I	N	E		L	I	N
X	A	N	S		E	R	R	E	N	T



## « UNDER FIRE »

Parce que sa lorgnette de photographe chargé de couvrir les points chauds du monde lui a montré trop d'images reflétant la pourriture de tous ceux (Américains compris) qui soutiennent Somoza ; et parce que la lutte des Sandinistes lui paraît « sympathique », Russel, grand reporter américain, accepte de truquer une photo pour rendre service aux guérilleros.

On est au Nicaragua en 1979. La guérilla menée par les Sandinistes, avec des avancées et des reculs, va bientôt l'emporter. Un des dirigeants révolutionnaires vient d'être tué par l'armée de Somoza et le dictateur compte sur ce haut fait d'armes pour convaincre les USA de continuer à ne miser que sur lui et lui envoyer toujours plus d'armes et d'appuis. Alors, les guérilleros demandent au reporter de faire un faux, de photographier le leader mort comme s'il était vivant. Et pour une fois le journaliste n'écouterait pas sa conscience professionnelle mais ses sentiments et cela lui vaudra, ainsi qu'à deux de ses comparses, une série d'aventures qui sont l'occasion pour le réalisateur de reconstituer quelques moments de la guerre civile où l'on se sent de tout cœur avec les guérilleros.

Bien sûr, dans l'affaire, le petit monde des journalistes internationaux a la part belle. Mais même si l'on se sent peu ému par les conflits cornéliens de ces professionnels de la photo choc, passionnés avant tout par leur propre aventure, même quand ils choisissent le camp des opprimés, on voit avec intérêt ce film de fiction ; un film à grand spectacle, romanesque sans être bavard ni grandiloquent où l'on est entraîné à un rythme battant qui ne laisse pas le temps de trop s'interroger sur les invraisemblances de l'histoire.

Henriette MAUTEY

## « Le mystère Silkwood »

L'usine où travaille Karen Silkwood produit des barres de plutonium destinées aux centrales atomiques. Les incidents, les contaminations et les cas de cancers y sont fréquents. Anticonformiste et chaleureuse, Karen est appréciée de ses camarades de travail. Et c'est tout naturellement qu'elle s'engage dans le syndicat, pour dénoncer le manque criminel de sécurité dans l'usine. Elle pense même pouvoir déclencher un scandale, en fournissant au *New York Times* des preuves irréfutables contre la compagnie.

Karen Silkwood a réellement existé. Quand elle est morte dans un accident d'automobile, le 13 novembre 1974, elle se rendait à un rendez-vous avec un journaliste. Dans cet accident, comme dans la contamination dont elle a été victime, quelle est la part du hasard et celle du crime ? Mike Nichols, le réalisateur, se garde bien de trancher. Mais dans cette usine, entre 1970 et 1975, la justice américaine releva 574 cas de contamination.

Ce film nous fait partager la crainte de la contamina-



tion et les horreurs de la décontamination. Il dénonce le mépris des industriels pour la sécurité

et les crimes auxquels ils sont prêts pour assurer leurs profits.

## Sélection cinéma

### Dans les salles parisiennes

#### Films récents...

**IL ETAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE.**  
de Sergio Leone.

Un roman policier « à la recherche du temps perdu » où Noodle, gangster raté, nous promène d'une époque à l'autre de l'enfant à la mélancolie de la vieillesse.

Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Berlitz 2<sup>e</sup>. Rex 2<sup>e</sup>. Cluny Palace 5<sup>e</sup> (vo). Montparnasse UGC 6<sup>e</sup> (vo). Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Normandie 8<sup>e</sup> (vo). UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Miramar 14<sup>e</sup>. Paramount Maillot 17<sup>e</sup>. Gambetta 20<sup>e</sup>.

**FORT SAGANNE.**  
d'Alain Corneau.

Comme les westerns américains nouvelle manière, ce film colonial français a ses remords comme ses nostalgies. De quoi satisfaire la bonne conscience du public de gauche comme les admirateurs des baroudeurs bien de chez nous.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup>. Bretagne 6<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup>. Publicis Elysée 8<sup>e</sup>. Français 9<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>.

**VENT DE SABLE.**

de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénoncia-

teur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien.

Bonaparte 6<sup>e</sup> (vo).

**L'ADDITION.**  
de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Marbeuf 8<sup>e</sup>. Bergère 9<sup>e</sup>.

**LA DIAGONALE DU FOU.**  
de Richard Dembo avec Michel Piccoli.

Le Soviétique Akiva Liebskind, champion du monde d'échecs, affronte Pavius Fromm, grand maître soviétique passé à l'Ouest. Le film ne se cantonne pas seulement à l'évocation de l'affrontement Est-Ouest. Tout en nuance, il suggère plus qu'il ne montre, il n'y aura ni vrai gagnant ni vrai perdant. Pour ceux qui aiment les échecs surtout et pour les autres aussi.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup>.

**L'ETOFFE DES HÉROS.**  
de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit

pas le temps passer.

Rex 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo). Escorial Panorama 13<sup>e</sup> (vo).

**YENTL.**  
de et avec Barbra Streisand.

Yentl est la fille d'un rabbin dans une bourgade juive en Lituanie au début du siècle. Pour pouvoir faire des études, elle se déguise en garçon. Un film plein de finesse et d'humour.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Danton 6<sup>e</sup> (vo). Rotonde 6<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup>. UGC Boulevards 9<sup>e</sup>.

#### ... et moins récents

**COUP DE TORCHON.**

de B. Tavernier.

En 1938, dans un village d'Afrique occidentale française, une comédie très réaliste sur le milieu des colons blancs.

Grand Pavois 15<sup>e</sup>.

**LE ROI ET L'OISEAU.**

de P. Grimault.

Un dessin animé plein de poésie.

Calypso 17<sup>e</sup>.

**THE ROSE.**

de M. Rydell.

Derrière la scène, les coulisses du monde du show-business qui brisent une chan-

teuse de rock.

Châtelet Victoria 1<sup>er</sup> (vo). Miramar 14<sup>e</sup>.

**RUE CASES-NÈGRES.**  
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5<sup>e</sup>.

**LE BAL.**  
d'Ettore Scola.

De 1936 à nos jours, l'histoire de France évoquée à travers une série de bals populaires.

Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>.

**ET VOGUE LE NAVIRE.**  
de Federico Fellini.

Une drôle de croisière à la veille de la Deuxième Guerre mondiale.

L'Epée de Bois 5<sup>e</sup>.

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.**

de Jamis Uys.

Comédie satirique sur les méfaits de la civilisation.

Impérial 2<sup>e</sup> (vo).

**... et de vieux films à voir ou à revoir**

**LE VOLEUR DE BICYCLETTE.**  
de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à

Rome, juste après la guerre.

Espace Gaité 14<sup>e</sup>. **QUAND PASSENT LES CIGOGNES.**

de Mikhaïl Zalatozov.

Film soviétique : le drame d'une jeune femme qui a perdu tous les siens lors d'un bombardement, et qui n'a plus de nouvelles de son fiancé parti au front.

Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup>.

**LITTLE BIG MAN.**  
d'Arthur Penn.

Un rescapé des guerres indiennes raconte sa vie et la barbarie des Blancs contre les Peaux-Rouges. Un anti-western.

Champo 5<sup>e</sup> (vo).

**MANHATTAN.**  
de et avec Woody Allen.

Les drames sentimentaux et burlesques d'un intellectuel juif new-yorkais mal dans sa peau.

Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo).

**NOBLESSE OBLIGE.**  
de Robert Hamer.

Comment s'attribuer un héritage en faisant disparaître les autres héritiers de sa famille. Le crime est parfait, l'humour aussi.

**CITIZEN KANE.**  
d'Orson Welles.

L'ascension et la décadence d'un magnat de la presse américaine.

Calypso 17<sup>e</sup> (vo).



# Elections bidon... et boycottées

Après les élections régionales polonaises qui ont eu lieu le dimanche 17 juin, les autorités ne cessent de se gargariser de communiqués de victoire. Le porte-parole du gouvernement estime que le pouvoir a « *reçu le soutien de l'énorme majorité de la population qui, par là même, a dit « non » à l'opposition* ». Le général Jaruzelski a déclaré, quant à lui, que ces élections marquent « *l'ouverture d'une nouvelle période* ».

Comme d'habitude en Pologne, les seuls candidats étaient les candidats officiels. Mais le syndicat clandestin « Solidarité » prônait le boycott. Walesa, après être allé le plus souvent à la pêche à la ligne les jours d'élection, était allé cette fois aux champignons. Et tout le problème était de savoir combien de Polonais voteraient contre le régime... en s'abstenant.

Eh bien, le taux de participation est tombé de 98 % (lors des dernières élections législatives à la veille de l'été 1980) à 75 % aujourd'hui. 25 % d'abstentionnistes donc, c'est-à-dire environ 6,5 millions d'électeurs, ce qui, compte tenu de la situation polonaise, est loin d'être négligeable.

On constate que les abstentions sont plus élevées dans les fiefs de « Solidarité » comme Nowa Huta (la banlieue industrielle de Cracovie), où des incidents se

sont produits suite à une manifestation d'un millier de personnes, et moins importantes dans les campagnes où la pression du pouvoir est plus forte. Pour Gdansk et Varsovie, où l'abstention a été beaucoup plus élevée que la moyenne nationale, le pouvoir a préféré pour l'instant ne pas publier les résultats !

Les autorités polonaises se disent satisfaites... ainsi que le correspondant particulier de L'Humanité, pour qui « *il apparaît désormais, pour les pays occidentaux, tout aussi difficile de contester la légitimité et la représentativité du gouvernement de Jaruzelski que d'identifier l'opposition au pays réel* ». Et L'Humanité d'écrire encore : « *Le résultat de ce 17 juin a une portée d'autant plus grande qu'il est difficile de contester la liberté du vote et qu'on ne peut faire état d'aucune présence du pouvoir sur les citoyens* ».

Il est évident pourtant que s'abstenir en Pologne, alors que le vote pour les candidatures officielles est quasi obligatoire, est une sorte de défi à l'autorité qui exige un réel courage politique.

Par ailleurs, comme on peut l'imaginer, « Solidarité » qui menait campagne pour le boycottage n'a pu à aucun moment utiliser les médias pour populariser sa politique. Les seuls moyens dont les militants de « Solidarité » dis-



Manifestation de « Solidarité » le 1<sup>er</sup> mai, à Gdansk. Elections boycottées. L'opposition est loin d'être étouffée en Pologne.

posaient pour s'exprimer restaient les émissions radio pirates vite brouillées ou le bouche à oreille.

De plus, l'opposition a rappelé les truquages et les manipulations des scrutins antérieurs. Ainsi l'envoyé spécial du Monde explique que, selon les militants de « Solidarité », les commissions électorales chargées localement d'organiser le scrutin

falsifient les chiffres, « *ayant peur de se faire mal voir en envoyant de mauvais résultats* ».

Alors peut-être faudra-t-il attendre que la direction clandestine de « Solidarité » (TKK) annonce ses propres résultats obtenus par les militants de « Solidarité » à partir de comptages effectués devant des bureaux de vote pour avoir une idée plus exacte de

l'ampleur de l'abstention.

Mais dès à présent on peut dire que, malgré les obstructions, les entraves à la liberté d'expression, les pressions du pouvoir, l'opposition est loin d'être étouffée en Pologne. Quoi qu'en disent les autorités polonaises et... l'envoyé spécial de L'Humanité.

Stéphane HENIN

## Selon que vous serez terroriste juif ou arabe...

Dimanche 17 juin, s'est ouvert à Jérusalem le procès contre 27 terroristes juifs, membres d'un réseau qui organisait des attentats contre les Palestiniens de Cisjordanie. Ils sont accusés de tentatives d'assassinats, de meurtres et de l'explosion de grenades dans deux mosquées à Hébron, d'avoir déposé des engins piégés dans cinq autobus. Deux des accusés sont les gendres de deux chefs religieux ultra-nationalistes, les rabbins Moshe Levinger, le fondateur du Goush Emounim (le Bloc de la Foi), et Eliezer Waldman.

Tous les accusés se sont conduits en hommes sûrs de leur bon droit et fiers de leurs actions, rejetant le terme de « *terroristes* », bon que pour les autres... les Palestiniens qu'ils combattent. Ils pouvaient circuler librement dans la salle, appuyant les manifestations de soutien de leurs sympathisants, bénéficiant de la prévenance du service d'ordre, et se sont présentés comme agissant « *pour le bien de l'Etat et du peuple juif* ».

Alors qu'ils sont défendus par douze des meilleurs avocats du pays, ils ont quitté la salle pour protester contre la



Deux terroristes juifs arrivant à leur procès le 17 juin.

présence d'un avocat arabe israélien qui avait demandé à assister au procès en tant qu'observateur au nom des deux maires arabes grièvement blessés en 1980 par les accusés et qui se sont portés partie civile.

Le juge Bazak qui conduit le procès est, paraît-il, un spécialiste du droit rabbinique, très bien vu des milieux orthodoxes, et dont les fils font partie de la jeunesse ultra-nationaliste.

Tout est donc bon pour les 27 inculpés. Leurs avocats ont d'abord attaqué la presse qui, selon eux, fausse le débat en créant un climat hystérique

contre leurs clients, puis se sont lancés dans cinq heures de procédure judiciaire pour obtenir l'ajournement du procès, qui ne reprendra sans doute qu'en septembre.

Si les accusés sont aussi sûrs d'eux et de leur bon droit, c'est qu'ils savent bien que la justice d'Israël obéit aux mêmes impératifs nationalistes qu'eux-mêmes. Quant à leur terrorisme, qu'ils ne veulent pas reconnaître, n'est-ce pas au fond tout simplement la face privée du terrorisme public que pratique en grand l'Etat d'Israël contre les Palestiniens et les peuples arabes ?

Julie RENOIR

## 4 morts au cours de la grève de la faim des détenus

En Turquie, quatre militants d'extrême-gauche viennent de mourir des suites d'une grève de la faim.

C'est le 11 avril qu'ils avaient déclenché avec 266 détenus leur lutte contre la torture dans les prisons militaires de Sigmalcilar et de Metris à Istanbul. Ils reprenaient la lutte des détenus d'Ankara et de Diyarbakir dans le pays kurde où, en mars, onze militants étaient morts eux aussi après une grève de la faim.

Les militaires ont cherché à nier l'existence des tortures et celle des grèves de la faim. Ils ont aussi tenté de dénoncer comme un faux le rapport d'Amnesty International sur la torture systématique dans les prisons. Mais aujourd'hui, ils ne peuvent

plus cacher les luttes des prisonniers et leurs grèves de la faim.

Il semblerait qu'à la prison de Mamak, certains détenus aient obtenu des conditions de détention moins dures. Mais dans les autres prisons du pays, c'est toujours le même arbitraire. Et les détenus cherchent à briser le mur de silence qui les entoure, avec une détermination qui peut les mener à la mort.

Depuis avril, des mères de détenus et leurs proches ont tenté eux aussi de rompre le silence, comme ceux qui viennent de déposer une gerbe toute noire devant un monument d'Istanbul. Tous ont été arrêtés, avec le fleuriste qui avait composé la gerbe.

Julie RENOIR